



ARCHIWUM
LEGIONÓW
i N. K. N.

Nr 29

119. 223
2^e édition

RAYMOND RECOULY

UN HOMME ET UN PAYS

LA POLOGNE DE PILSUDSKI



Photo Henri Manuel

LES ÉDITIONS DE FRANCE

LA POLOGNE DE PILSUDSKI



DU MEME AUTEUR :

Voyages et Politique.

- LE PAYS MAGYAR. — Un volume in-16. Alcan, 1903.
LE TSAR ET LA DOUMA. — Un volume in-12. Juven, 1906.
EN ANGLETERRE. — Un volume in-12. Fasquelle, 1905.
L'ASSASSINAT DE GASTON CALMETTE. — Une brochure. Plon-Nourrit, 1914.
ITINÉRAIRES ALGÉRIENS. — Un volume illustré in-12. Paris, 1922.
OU EN EST L'ALLEMAGNE? — Un volume in-12. Hachette, 1922.
LA RUHR. — Un volume in-18, Paris, Flammarion, 1923.
LA BARRIÈRE DU RHIN. — Un volume in-18. Paris. Hachette, 1923.
OU VA L'ALLEMAGNE? — Un volume in-16. Les Editions de France.
L'ANGLETERRE EST-ELLE EN DÉCADENCE? — Un volume in-16. Les Editions de France, 1931.
PISTES, FLEUVES ET JUNGLES. — Un volume in-16. Les Editions de France.
L'AMÉRIQUE PAUVRE. — Un volume in-16. Les Editions de France.
OMBRES ET SOLEIL D'ESPAGNE. — Un volume in-16. Hachette, Paris.
L'ITALIE FASCISTE. — Un volume in-16. Arthaud.

Histoire.

- M. JONNART EN GRÈCE ET L'ABDICATION DE CONSTANTIN. — Un vol. in-12. Plon-Nourrit, 1918.
HISTOIRE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE. — Un volume in-8°. Hachette.
BONAPARTE A TOULON. — Un volume in-16. Les Editions de France.
LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS. — Un volume in-8° écu. Les Editions de France, 1930.
LE QUATRE SEPTEMBRE. — Un volume in-16. Hachette, 1930.
DE BISMARCK A POINCARÉ. — Un volume in-8° écu. Les Editions de France.
LES NÉGOCIATIONS SECRÈTES BRIAND-LANCKEN. — Un volume in-16. Les Editions de France.
GEORGE V ET SON PEUPLE. — Un volume in-16. Prix: 15 fr. Les Editions de France.

Ouvrages sur la Guerre.

- DIX MOIS DE GUERRE EN MANDCHOURIE. — Un volume in-12, Juven, 1906.
LA BATAILLE DANS LA FORÊT D'ARGONNE. — Un volume in-12. Hachette.
MARÉCHAL JOFFRE AND HIS BATTLES. — Un volume in-12. Scribners. New-York, 1916.
FOCH LE VAINQUEUR. — Un volume in-16. Hachette, 1919.
LA BATAILLE DE FOCH. — Un volume in-16. Hachette, 1929.
LES HEURES TRAGIQUES D'AVANT GUERRE. — Un volume in-18. Paris. La Renaissance du Livre, 1923.
LE PRINTEMPS ROUGE. — Un volume in-16. Les Editions de France.
LE MÉMORIAL DE FOCH. — Un volume in-8° écu. Les Editions de France, 1929.
JOFFRE. — Un volume in-16. Les Editions des Portiques, 1931.
HISTOIRE DE LA GRANDE GUERRE. — Un volume in-8° écu. Les Editions de France, 1934.

Droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

29

neg. 1228

RAYMOND RECOULY

UN HOMME ET UN PAYS

LA POLOGNE
DE PILSUDSKI

PARIS

LES EDITIONS DE FRANCE

20, AVENUE RAPP, VII^e

Copyright, 1935, by LES EDITIONS DE FRANCE.

des Tchèques, avec qui ses relations sont assez mauvaises, a deux voisins aussi inquiétants, aussi menaçants l'un que l'autre : l'Allemand et le Russe.

Une longue, une interminable frontière, sur près de quinze cents kilomètres, dépourvue de tout obstacle naturel, la sépare, assez mal, de ce dernier vers l'est. Une autre frontière, tout aussi longue, la limite du côté de l'Allemagne, au nord et à l'ouest.

Cette position géographique, extrêmement vulnérable, fut, au cours des deux siècles derniers, la cause principale de ses démembrements et de ses malheurs.

Ce qui est relativement simple pour nous est, pour elle, au contraire, fort compliqué.

Partagée, pendant plus de cent ans, entre trois grands Etats de proie, la Russie, la Prusse, l'Autriche, soumise à l'autorité, à la tyrannie de trois maîtres, elle était bien obligée de s'accommoder de leur domination.

Parmi ces maîtres quel était le meilleur ou plutôt le moins mauvais? Avec lequel pouvait-on, à l'extrême rigueur, s'entendre? Les Polonais ne cessaient pas de se le demander. Ils étaient à chaque instant, surtout pendant la guerre, obligés de choisir, même quand le choix leur était odieux.

Rien n'était clair pour la Pologne; tout, au contraire, était incertitude et confusion.

Elle a longtemps, très longtemps, vécu sous

le régime des cas de conscience, des déchirements.

Ajoutez à cela que pour le Slave la ligne droite apparaît rarement comme le plus court chemin d'un point à un autre. Il se sent peu incliné vers nos méthodes logiques, notre esprit cartésien.



Faute de garder présentes à l'esprit ces quelques observations, on risque de ne rien comprendre à la politique, à la psychologie des Polonais.

La Pologne d'aujourd'hui nous échappe, si l'on ne sait ce qu'a été la Pologne avant et surtout pendant la guerre.

Un homme, un très grand homme qui vient de disparaître, l'incarnait profondément, en même temps qu'il l'a dominée, façonnée : Pilsudski.

Pour expliquer aux lecteurs français ce pays, le meilleur et le plus sûr moyen est d'expliquer tout d'abord son chef, celui qui en fut le vivant symbole, en résumant quelques-uns des épisodes les plus saisissants de son existence, une des plus dramatiques, des plus étonnantes qui soient au monde.

LA POLOGNE DE PILSUDSKI

CHAPITRE PREMIER

TRENTE ANS APRÈS OU LE RETOUR A VARSOVIE

Je n'avais pas revu Varsovie depuis qu'elle est redevenue, après la Grande Guerre, la capitale de la Pologne ressuscitée.

Je l'avais connue du temps où elle était une ville de garnison russe, et quelle garnison!

Trois corps d'armée à effectifs renforcés. Car la Russie, qu'elle soit blanche ou rouge, n'a jamais manqué de soldats!

Je m'y étais arrêté vers la fin de la guerre russo-japonaise, à mon retour de Mandchourie, où j'avais rencontré beaucoup de Polonais enrôlés dans l'armée russe, combattant et se faisant tuer pour une cause qui leur était non seulement indifférente, mais odieuse. L'état-major, n'ayant aucune raison de les ménager, avait fait, dans cette guerre asiatique, la part très belle aux Polonais.

Chez l'évêque des missions françaises, à Moukden, où j'allais, de temps en temps, me détendre, dans un petit coin de terre qui me rappelait mon pays, je rencontrais assez souvent un aumônier polonais, chargé de visiter et de reconforter ses nombreux compatriotes catholiques, éparpillés à travers les régiments, noyés dans cette masse orthodoxe. Il me racontait leurs misères, leurs souffrances matérielles et morales. Comme l'évêque, notre hôte, ne savait ni l'allemand ni le russe, nous avions imaginé, pour le mêler à notre entretien, de converser en latin. Curieux spectacle que celui de ces trois hommes parlant, au fin fond de l'Asie, un latin où il était question de canons, de batailles, d'hôpitaux, n'ayant, je le crains, que peu de ressemblance avec celui de Cicéron!

Après douze mois fort pénibles, dans un effroyable climat, par une chaleur sénégalaise l'été, un froid sibérien l'hiver, je décidai, ma santé commençant à fléchir, de rentrer en Europe, quelques semaines avant la grande bataille de Moukden, qui devait régler le sort de la guerre.

Ce fut un extraordinaire voyage.

Il fallut vingt jours pour atteindre Irkoust, qui représentait à peine la moitié du trajet. La grande ligne du Transsibérien, mince pédoncule reliant à la Russie ses possessions d'Extrême-Asie, était encore à voie unique. Le flot des combattants, des vivres, des munitions

s'écoulait, jour et nuit, tel un fleuve puissant, de l'ouest à l'est, de l'Europe vers l'Asie. Quand on allait en sens inverse, c'était mon cas, il s'agissait de remonter ce rapide, cet impétueux courant, ce qui représentait des heures et des nuits d'attente interminable dans une gare, souvent un simple point de bifurcation, isolé, perdu au milieu de l'immense steppe glacée. L'état-major m'avait, fort heureusement, accordé un compartiment où je m'étais installé comme si je devais y vivre toute ma vie.

Un des officiers de cosaques m'avait prêté son ordonnance, un Petit-Russien, Timothée, rapatrié après une assez grave blessure.

Je lui dus de ne pas mourir de faim. Le train n'était pas encore arrêté que, sautant sur la voie avec une agilité d'acrobate, il se précipitait le premier au buffet, raflait, en un tour-nemain, une abondante moisson de comestibles : caviar, poisson fumé, beurre, gélinoites, et revenait, blanc de neige, tout chargé de ses précieux présents, pareil au père Noël quand il s'apprête à faire sa distribution.

A Mandchouria, station frontière entre la Sibérie et la Mandchourie, alors que j'en avais encore pour deux semaines avant d'atteindre Irkoust, vers le milieu de la nuit, l'officier commandant le service d'étapes, poli, déférent et même obséquieux, vint, les mains gantées, le sabre au côté, m'adresser une étrange supplique :

« Je sais que vous avez, pour vous seul, me dit-il, l'usage de ce compartiment. Je n'ai le droit d'y mettre personne sans votre permission. Mais un télégramme vient d'annoncer à la jeune femme de notre ingénieur en chef que sa mère est gravement malade à Odessa. Si elle ne part pas tout de suite, elle risque de manquer à Irkoust le Transsibérien qui ne marche qu'une fois par semaine. Il n'y a aucune autre place dans le train. Voulez-vous la prendre avec vous pour quelques jours? Elle est d'ailleurs charmante, me dit-il avec un sourire, tel la flèche du Parthe, au moment où il me quittait. »

Cruel embarras, pénible perplexité!

Mon premier mouvement fut de dire non, ce dont j'avais parfaitement le droit. Mais, par ailleurs, le train bondé, la mère malade, pour ne rien dire de la vieille galanterie française! Je finis, lâchement, par céder. A peine avais-je consenti que surgit, dans l'embrasure du coupé, une jeune femme fort plaisante à voir, en effet, tout emmitouffée de peaux de bêtes, sur la tête un bonnet de fourrure, les joues rouges comme une pomme, qui, depuis une dizaine de minutes, attendait, anxieuse, sur le quai glacé, le résultat de mes délibérations.

Timothée, dormant comme à l'ordinaire habillé et botté, étendu sur la paille dans un wagon voisin, fut alerté en toute hâte. Débarrassant prestement les filets, l'une des deux ban-

quettes, il installa en un instant la nouvelle arrivante, de manière à rendre aussi peu gênant, aussi confortable que possible ce tête-à-tête prolongé.

Vieille ou jeune Russie

Les Russes n'attachant aucune importance à ces sortes de cohabitation, à ce mélange des sexes, le pratiquent encore depuis, le régime bolchevique ayant, à cet égard comme à beaucoup d'autres, continué purement et simplement le régime tsariste. Les nombreux voyageurs et écrivains qui découvrent périodiquement la Russie rouge ne manquent jamais de noter avec quelque surprise ce trait de mœurs, le considérant comme une nouveauté, alors qu'il n'en est pas une. Il en est exactement de même pour beaucoup d'autres.

Car les régimes, même les plus révolutionnaires, ne changent pas autant qu'on le suppose les habitudes et le caractère d'un peuple.

Pour être en état de juger sainement la Russie de Lénine et de Staline, il est à peu près indispensable d'avoir connu, bien connu, celle des tsars. Il faudrait en outre savoir le russe et pouvoir circuler librement à travers cet immense pays, dans les villes, dans les campagnes,

en prenant avec le plus de gens possible un contact de tous les instants.

Toutes ces conditions sont impossibles à remplir. C'est pourquoi la plupart des enquêtes sur la Russie rouge s'en tiennent à des notations superficielles, répétées indéfiniment. On égratigne plus ou moins la surface. Le fond n'est jamais atteint!

La compagne de voyage dont la Providence, ou plutôt le chef d'étapes, m'avait, un peu malgré moi, gratifié, se montra plaisante, facile à vivre, très sportive aussi, comme elle me le fit bien voir.

Quand, après un trajet qui me parut interminable, nous n'étions plus qu'à une centaine de verstes d'Irkoust, l'embouteillement de la voie, qui n'avait cessé de s'accroître, devint terrible. A chacun des points de jonction, nous trouvions la petite gare encombrée de trains arrivés avant nous et devant partir de même. Force était d'attendre son tour.

L'infatigable Timothée, vrai maître Jacques, s'en allait aux nouvelles :

« Nous en avons pour cinq ou six heures, Votre Haute Noblesse », revenait-il me dire tristement.

Le nombre de ces heures d'attente augmentait de plus en plus. Si les choses continuaient de la sorte, nous ne serions pas à Irkoust avant deux ou trois jours. Dans ce cas, je manquais le Transsibérien, ce qui signifiait une autre

semaine de retard. Quel que pût être l'intérêt de la capitale sibérienne, l'excellence de ses restaurants et de ses cabarets, sur lesquels s'extasiaient d'avance mes compagnons, tous des mercantis revenant les poches pleines de Mandchourie, où ils avaient réalisé de gros bénéfices, je commençais à avoir assez de la guerre, du froid glacial, des Moscovites, des innombrables tasses de thé, du poisson fumé et même du caviar, qui constituaient la base de notre régime; et j'étais plus encore excédé des fourrures sentant le fauve, des bottes mal lavées, des popes et des bottes. J'aspirais de tout mon cœur à des fréquentations européennes, à des nourritures et des odeurs occidentales.

Un court conseil de guerre avec Timothée et je pris une résolution héroïque : celle de quitter, à la première station, mon compartiment confortable, bien chauffé, afin de m'installer, tant bien que mal, dans le premier train en partance, ce qui me ferait gagner beaucoup de temps. A peine m'en étais-je ouvert à ma compagne, qu'elle décida, sans une minute d'hésitation, de suivre mon exemple. Au prochain arrêt, Timothée, chargeant sur ses robustes épaules les cantines en peau de porc, mon sac de couchage et les paniers de provisions, nous nous dirigeons, la dame et moi, vers le premier train, où nous avons l'unique espoir de nous asseoir sur nos valises dans le couloir.

Un court arrêt à Irkoust, un autre à Moscou et je débarquais à Varsovie, sans avoir même eu le temps d'échanger ma tenue sibérienne, le bonnet de fourrure, la vareuse kaki, la culotte et les bottes, contre un costume plus civilisé.

Dînant le soir dans le restaurant d'un luxueux hôtel, je trouvai la grande salle remplie d'un public extrêmement élégant, des officiers en brillant uniforme, des messieurs en habit, des dames en décolleté, spectacle tout nouveau pour moi, après quinze mois de saleté mandchoue.

Le maître d'hôtel, qui fit une moue de surprise, presque de dédain, en voyant mon étrange accoutrement, s'apprêtait à m'installer en client pauvre à une petite table, tout au fond de la salle, derrière une colonne, quand vint à ma rencontre un bel officier qui m'avait vu entrer.

Les soupers de Varsovie

Polonais de naissance, officier dans l'armée russe, j'avais bivouaqué plusieurs jours à ses côtés alors qu'il se trouvait dans une des brigades du 1^{er} corps sibérien de Stackelberg. La cuisse traversée par une balle à la bataille de Liao-Yang, il avait été évacué et se trouvait aujourd'hui en garnison à Varsovie.

— Vous n'allez pas, me dit-il, souper tristement tout seul, dans un coin de salle. Je suis avec une bande d'amis qui seront enchantés de vous recevoir à leur table.

Comme je lui montrais d'un geste ma tenue :

— Cela n'a aucune importance, me dit-il, à la guerre comme à la guerre!

Une minute après, je me trouvais assis entre deux jeunes femmes aux épaules nues, devant une nappe scintillante de blancheur, ce qui ne m'était pas arrivé depuis bien longtemps.

Quand on sut que je débarquais le jour même de Mandchourie, je fus, dès le potage, assailli de questions sur la guerre et son issue probable. Au dessert, les gens des tables voisines, car tout le monde se connaissait ici, vinrent se joindre à notre compagnie, afin de participer, eux aussi, à mon interrogatoire.

Comment marchait cette guerre, là-bas, à l'extrémité de l'Asie? Dans quel état matériel et moral se trouvaient les Russes? Quelles étaient leurs chances de vaincre, à supposer qu'ils en eussent?

Par la seule manière dont ces questions m'étaient posées, il était facile de comprendre le sens des réponses que tous ces Polonais attendaient, espéraient de moi. Ils souhaitaient de tout cœur, et certes ils ne s'en cachaient guère, la défaite de la Russie, une défaite rapide, intégrale.



J'avais été l'hôte des Russes qui m'avaient, somme toute, fort bien accueilli, parmi lesquels je comptais de nombreux et très chers amis. Ce n'est pas lorsqu'ils étaient battus qu'il convenait de trop insister sur leurs malheurs. Au travers de mes réticences cependant, les Polonais qui buvaient mes paroles, en même temps que le champagne de leurs coupes, discernaient cependant le fond de ma pensée. L'armée russe, en dépit de son endurance et de sa ténacité, ne viendrait certainement pas à bout des Japonais, pour qui cette guerre était une guerre nationale, alors qu'elle était pour leurs ennemis une simple guerre coloniale. Des deux forces opposées, l'une, celle des Japonais, devait donc, en fin de compte, l'emporter sur l'autre.

A cet espoir, je voyais le visage de mes interlocuteurs s'illuminer de joie. Un vieux monsieur, un des plus acharnés à me questionner, énonça lui-même la conclusion :

— La guerre, somme toute, me dit-il, vous paraît définitivement perdue pour les Russes. Il n'y a pas de plus grand bonheur qui puisse arriver à la Pologne. Seul l'écrasement de nos oppresseurs peut entraîner notre libération. Une défaite en Mandchourie aura sa répercussion immédiate sur la Russie d'Europe, où des

troubles, des désordres sont probables, sinon certains, peut-être même une révolution. Soyez remercié pour ces bonnes nouvelles!

Là-dessus de lever son verre en mon honneur.

Ces troubles, ces désordres se produisirent quelques mois plus tard, en effet. La Russie tout entière fut secouée, ébranlée d'une commotion telle qu'on put se demander, pendant assez longtemps, si le régime tsariste n'allait pas s'effondrer. Les révolutionnaires, à peu près les mêmes qui devaient le jeter par terre douze ans après, l'attaquèrent avec une extrême violence. Mais le tsar, sa famille, n'étaient pas, à cette époque, aussi discrédités, aussi abandonnés qu'ils le devinrent par la suite. Tous ceux qui avaient intérêt à protéger le régime se serrèrent autour de lui, ils firent tête avec énergie; l'émeute fut finalement écrasée. Il fallut une nouvelle guerre, européenne cette fois, beaucoup plus épuisante, accablante, pour ébranler de nouveau, disloquer cet Etat, dont la structure restait rudimentaire, pour permettre aux révolutionnaires d'en venir à bout.

Je devais rester un jour à Varsovie. La gentillesse, l'hospitalité des Polonais étaient telles que j'y passai près d'une semaine. Le lendemain, à la première heure, me faisant conduire dans un grand magasin, je fis peau neuve, je me débarrassai, en quelques instants, de mes

défroques mandchoues pour une tenue plus occidentale.

Ce ne fut, huit jours durant, qu'une suite incessante de dîners, de soupers, d'invitations au théâtre et au cabaret.

Varsovie me fit l'effet d'une des villes les plus brillantes, les plus animées de l'Europe. L'argent y coulait à flots. Tous les officiers russes de la garnison, ceux des garnisons voisines qui venaient y faire la fête le jetaient littéralement par les fenêtres; car il n'est personne comme les Russes pour dépenser gaiement ce qu'ils ont et même assez souvent ce qu'ils n'ont pas. L'aristocratie polonaise, les grands propriétaires, qui n'étaient pas ruinés comme aujourd'hui, rivalisaient avec eux. Je n'ai jamais vu, même à Saint-Pétersbourg et à Moscou, une pareille intensité de vie nocturne.

Le miracle d'une résurrection

Les Polonais voyaient juste dans leurs prévisions, mais ils ne voyaient juste qu'à moitié. La liberté, l'indépendance qui leur avaient été ravies il y a plus d'un siècle, ne pouvaient à coup sûr leur être rendues qu'après l'effondrement de la Russie tsariste. Mais cette condition, à elle seule, ne suffisait pas. Car la Russie avait eu des complices dans l'assassinat, dans

le dépècement de la Pologne. L'Autriche, surtout l'Allemagne, s'étaient associées à ses rapines. Il fallait donc, pour qu'elles consentissent à rendre gorge, qu'elles fussent vaincues, elles aussi.

C'est justement cela qui paraissait difficile, sinon impossible, à obtenir. C'est en quoi consiste le miracle, car c'en est un, de la résurrection polonaise.

Tant que la Russie, telle qu'elle était avant la Grande Guerre, conserverait quelque force, quelque consistance, il est certain qu'elle n'atténuerait pas son emprise sur la Pologne.

La guerre déclarée, chaque fois que la France s'avisa de conseiller au gouvernement russe une politique plus libérale envers les Polonais, elle se heurta à un refus catégorique, on peut même dire brutal. M. Paléologue, notre ambassadeur à Pétrograd, raconte dans ses *Mémoires* un entretien qu'il eut à ce sujet avec M. Sazonof, ministre des Affaires étrangères. Comme il lui parlait de concessions aux Polonais, Sazonof lui signifia sèchement que c'étaient là des affaires de politique intérieure, concernant uniquement les Russes, et dont les Français n'avaient aucunement à se mêler. Il se permit même de lui rappeler que l'ingérence de la France dans les rapports entre la Pologne et la Russie ne lui avait jamais porté bonheur. C'est la politique polonaise de Napoléon III qui scella fortement l'alliance entre le

tsar et le roi de Prusse, permettant à Bismarck d'écraser les Français en 1870, sans que le gouvernement russe consentît à lever le petit doigt pour nous défendre.

La haine du Russe

Plus je voyais de Polonais, plus je sentais à quel point les événements de Mandchourie, la prolongation de cette guerre, où la Russie dépensait, consumait sans arrêt sa force militaire, excitaient leurs espoirs et leurs revendications. Chacun croit aisément ce qu'il désire.

Or, que désiraient les Polonais? Avant tout l'affaiblissement des Russes, qui pouvait, qui devait provoquer, croyaient-ils, la libération de leur pays. Attentifs à tout ce qui se passait dans cet immense empire, surveillant, épiant avec passion les moindres signes avant-coureurs des désordres prochains, les mécontentements, les grèves, la désorganisation économique, ils en tiraient aussitôt des déductions, des prophéties pleines des espoirs les plus alléchants. Si une révolution venait à éclater en Russie, aucun événement, croyaient-ils, ne serait plus avantageux pour leur cause.

Dans l'échelle, dans la hiérarchie de leur haine, parmi les trois ennemis qui avaient, plus d'un siècle auparavant, anéanti, puis démem-

bré leur pays, le Russe occupait de beaucoup le premier rang.

L'Autrichien, le plus faible de tous, n'était à leurs yeux qu'un comparse. Il s'était associé à cet acte de spoliation et de brigandage, désireux de ne pas laisser échapper une excellente occasion de se garnir les mains. Mais l'initiative ne venait pas de lui. C'étaient les Russes d'abord, les Prussiens ensuite, qui l'avaient entraîné. Les dirigeants de Vienne, au demeurant, parce qu'ils étaient plus humains, plus véritablement civilisés que les deux autres complices, pratiquèrent envers la Pologne une politique relativement libérale et tolérante. De toutes les provinces qui constituaient l'ancienne Pologne, la Galicie était de beaucoup la plus heureuse, en tout cas la moins malheureuse. Il existait une grande Université polonaise à Cracovie. Ni la religion ni la langue, ces deux piliers de la nationalité, n'étaient persécutées. L'Autriche était catholique, ce qui créait entre elle et la Pologne un puissant trait d'union.

Les Russes, au contraire, s'ingéniaient, sans y parvenir, à affaiblir par tous les moyens le sentiment national des Polonais. Le russe était la seule langue qu'on eût le droit de parler et d'apprendre dans les écoles publiques. Sur la plus grande place de Varsovie, la Russie avait fait édifier, aux frais de la Pologne, bien entendu, une imposante et massive cathédrale or-

thodoxe qui était la marque, le symbole même de sa tyrannie. Les Polonais, tout de suite après leur libération, n'eurent rien de plus pressé que de la faire sauter à la dynamite, ce dont nul, certes, ne saurait les blâmer.

La Russie, obligée de lutter dans des conditions très inégales, à plus de dix mille kilomètres de la métropole, dépensait sans compter, en Mandchourie, ses soldats et son argent.

Les plus ardents, les plus impétueux des patriotes polonais, prompts à saisir toutes les chances et même à les faire naître, songeaient à mettre à profit, dans l'intérêt de la Pologne, les difficultés grandissantes de leurs oppresseurs.

Un des plus actifs, des plus audacieux, Pilsudski, le futur maître de sa patrie ressuscitée, partit dès les premiers mois de cette guerre, durant l'été de 1904, pour le Japon, afin d'offrir ses services à l'état-major nippon, promettant de tenter en Europe une diversion qui pouvait être très profitable aux Japonais. C'est un épisode peu connu de sa carrière et fort significatif. Il était accompagné dans le voyage par un de ses jeunes lieutenants, Filipowicz, qui devint plus tard ambassadeur de Pologne à Washington. J'eus, il y a quelques années, le plaisir de faire sa connaissance au cours d'une traversée du Havre à New-York.

Pilsudski s'abouchant avec les Japonais leur

proposa d'organiser une légion polonaise pour laquelle ils fourniraient des armes et des munitions, avec promesse de leur part de poser la question polonaise au moment des négociations de paix.

Cette idée, que Pilsudski devait réaliser plus tard, s'était, on le voit, présentée de bonne heure à son esprit. Malheureusement pour lui, les circonstances n'étaient pas à cette époque très favorables. Le projet ne parut pas aux Japonais très réalisable. L'exécution en était difficile et les résultats problématiques. L'ambassadeur du Japon à Londres se mit en travers, objectant qu'une diversion européenne, avec toutes ses conséquences possibles, mécontenterait sûrement l'Angleterre, alliée du Japon.

Rien de plus intéressant, pour la psychologie de Pilsudski et de son peuple, que cet épisode à peu près ignoré.

La grande idée de Pilsudski, celle qui l'a mené, inspiré tout le long de sa carrière, pendant la période militante de sa vie, est que la Pologne, tout en utilisant pour sa libération les appuis, les concours extérieurs, doit d'abord compter sur elle-même. Il faut de toute nécessité qu'elle se donne une force militaire, si petite soit-elle; c'est autour de ce noyau de combattants que la nation viendra s'agglomérer, s'agglutiner. La Pologne, à ses yeux, c'est avant tout une armée.

Cette haine des Russes, que je retrouvais

partout à Varsovie, dans tous les milieux, dans toutes les classes, durant mon premier séjour, n'a pas disparu, loin de là. Elle était plutôt instinctive que raisonnée. Tout Polonais, si l'on peut dire, la respirait en venant au jour. Elle enveloppait désormais, elle imprégnait toute son existence.

Les Allemands, sans doute, étaient détestés eux aussi. Mais la haine qu'on leur portait n'était pas de même ordre, de même nature. L'Allemand s'attaquait au côté matériel de la nationalité polonaise. Il ne cherchait pas à atteindre ce qu'on pourrait appeler le côté spirituel. Il s'inquiétait des corps plus que des âmes. Le Russe, lui, en persécutant la langue et la religion, cherchait à anéantir l'âme polonaise et c'est justement ce que les Polonais ne pouvaient pas, ne pourront jamais lui pardonner.

La haine qu'on leur vouait s'augmentait d'un certain mépris. L'Allemand leur apparaissait comme un grand peuple européen, doté d'une civilisation supérieure. Le Russe était à leurs yeux un Asiatique d'une civilisation nettement inférieure.

Ces sentiments ne sont pas éteints. Lorsqu'un peuple a souffert longuement, pendant plus d'un siècle, le souvenir de ses tribulations, de ses misères ne le quitte pas de sitôt.

Sans doute la Russie bolchevique paraît-elle aux Polonais sensiblement moins dangereuse

pour eux que la Russie des tsars, mais ils continuent à ressentir à son égard une défiance, une animosité invincibles.

Quiconque devient l'ami, à plus forte raison l'allié des Russes, ne peut pas être entièrement l'ami des Polonais.

Nous serons sages de ne pas oublier cette incontestable vérité.

Et si, par ailleurs, la Russie soviétique est moins à craindre sur le terrain militaire, elle demeure très dangereuse, pour la Pologne, sur ce qu'on pourrait appeler le terrain ethnique, en ce qui concerne la lutte des nationalités. Presque un tiers de la nation polonaise est composé de non-Polonais, d'allogènes, le plus gros élément parmi ces étrangers étant constitué par les Ukrainiens. Or, entre les Russes et les Ukrainiens, dont une bonne partie sont orthodoxes, la distance est certainement moins grande qu'entre ces derniers et les Polonais.

L'influence, la propagande des Russes, si elle venait à s'exercer sur les Ukrainiens, risquerait de rendre plus compliqués en Ukraine l'administration, le gouvernement des Polonais.

La Pologne et les trois tableaux

Je dîne à Varsovie dans le palais des comtes X..., situé dans l'avenue la plus animée de la

ville. La demeure a grande allure avec son portail imposant, sa vaste cour, la belle façade du bâtiment principal, flanqué à droite et à gauche des dépendances et des communs : pièces très spacieuses, beaux tableaux de famille, déroulant, pendant des siècles, la longue lignée des ancêtres, revêtus de somptueux costumes, trophées de chasse rapportés de tous pays.

La conversation venant à tomber sur la Grande Guerre, une des dames présentes, appartenant à une des grandes familles, me parle de la situation tragique dans laquelle elle et ses nombreux parents se trouvaient.

Nous étions, me dit-elle, littéralement coupés en trois. Mon fils était officier dans l'armée russe, car la plupart de nos domaines étaient situés en Russie; un de mes beaux-frères servait chez les Allemands, plusieurs de mes cousins chez les Autrichiens, pour ne rien dire d'un parent qui, résidant à Paris, s'était, dès le début de la guerre, engagé dans l'armée française. Notre famille était ainsi écartelée. Nous en arrivions à ne plus savoir de qui il fallait souhaiter le triomphe.

— C'était l'image même de la Pologne, réplique un des assistants. Des deux blocs opposés, lequel, s'il est victorieux, apportera le plus d'avantages à notre patrie? Il nous était bien difficile sinon impossible de répondre à cette question. S'il n'y avait pas eu la Russie, nous aurions certes souhaité de tout cœur la victoire

de la France, que nous avons toujours aimée, que nous ne cesserons jamais d'aimer. Mais une victoire de la France et de l'Angleterre signifiait du même coup celle de la Russie, leur alliée, qui devait fatalement se montrer encore plus intransigeante après qu'avant. Vous pouvez vous rendre compte, par cela, de nos souffrances, de nos angoisses.

Il fallut, en effet, pour que la Pologne rede-vînt libre, un extraordinaire concours de circonstances, un enchaînement de faits qui, parce qu'il était miraculeux, échappait, par cela même, à toute prévision. Le Russe, principal ennemi, grand oppresseur de la Pologne, devait d'abord et avant tout être vaincu. Mais cette défaite ne suffisait pas. Il était nécessaire et indispensable que l'Allemagne et aussi l'Autriche, son alliée dans la guerre, fussent battues également. Tant qu'elles ne le seraient pas, tant qu'il leur resterait le moindre pouvoir, elles s'opposeraient à la résurrection d'une Pologne libre : elles s'arrangeraient, d'une manière ou d'une autre, pour l'empêcher.

Mais comment la Russie, d'une part, l'Allemagne et l'Autriche de l'autre, pouvaient-elles être également vaincues, au cours de la même guerre où elles combattaient dans des camps opposés ? La défaite d'un des adversaires signifiait inévitablement la victoire de l'autre.

Tel était le casse-tête chinois devant lequel se trouvaient les Polonais. Il était fait pour dé-

courager les espérances, même les plus tenaces.

Seul un hasard inespéré, un véritable miracle leur apporta la libération.

La Russie fut vaincue la première, non point par la force de ses ennemis, mais par sa propre faiblesse, à la suite d'une révolution intérieure, qui, jetant à bas le régime tsariste, amenant au pouvoir les bolcheviks, la conduisit à mendier une paix séparée, à accepter pour cela toutes les conditions de ses ennemis, même les plus dures, les plus humiliantes. La paix séparée de Brest-Litovsk, qui constituait une trahison à l'égard de ses compagnons d'armes français et anglais, délivrait ces derniers de tous les engagements pris envers les Russes. Elle leur rendait toute liberté en ce qui concernait les Polonais.

Ce premier résultat atteint, il fallait maintenant réaliser le second, tout aussi important et beaucoup plus difficile. Il fallait la défaite des Empires centraux. C'est seulement lorsqu'ils furent battus, définitivement battus, que la Pologne put, grâce aux Alliés, surtout à la France, qui défendit inlassablement sa cause, recouvrer son indépendance et son territoire national.

Mais qui, parmi les Polonais, pouvait prévoir, construire par avance, un si prodigieux déroulement des faits?

CHAPITRE II

LES PREMIERS EFFORTS DE PILSUDSKI

Un seul homme s'en montra capable, semble-t-il : Pilsudski.

Ses biographes s'accordent pour affirmer que, en 1914, quelques mois avant la guerre, Pilsudski, au cours d'une conférence faite à Paris, énonça par avance, avec une extraordinaire précision, la suite des événements qui permettraient la résurrection de la Pologne : la défaite des Russes suivie par celle des Austro-Allemands. S'il formula vraiment cette étonnante prophétie, il sied de lui reconnaître, en même temps qu'une force d'esprit peu commune, un véritable don de double vue.

Si l'on veut comprendre quelque chose à la Pologne d'aujourd'hui, il est absolument indispensable de savoir ce qu'était la Pologne d'avant guerre, comment elle vivait, souffrait, la vie étant pour elle synonyme de souffrance.

Ici, plus encore que partout ailleurs, le passé, tout au moins un passé récent, rend seul possible l'explication du présent.

Plutôt que de résumer des faits historiques, besogne toujours aride, un peu rebutante, mieux vaut suivre le déroulement de l'histoire polonaise autour d'un grand homme qui a plus qu'aucun autre influé sur ses destinées : le maître, le dictateur Pilsudski.

Durant les trente dernières années de son histoire, pas un événement important auquel il n'ait été directement ou indirectement mêlé.

Au cours du siècle dernier, surtout pendant les cinquante années qui suivirent la période napoléonienne, il y eut toujours un certain romantisme dans l'histoire de la Pologne. C'est d'ailleurs en pleine période romantique que la Pologne provoqua chez nous le plus vif engouement. Les malheurs et les souffrances de cette nation démembrée, coupée en trois morceaux, touchaient le cœur, l'imagination des Français. Tout ce qui se passait en ce pays éveillait dans le nôtre un écho immédiat et profond.

Nos pères ont chéri, plaint, admiré la Pologne pour bien des raisons, mais surtout parce que, au milieu de ses plus dures souffrances, elle ne perdit jamais l'espoir, la confiance en elle-même. Elle aurait pu reprendre à son compte le mot fameux du prince d'Orange :

« Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. »

Plutôt que de s'abandonner, de se résigner, elle faisait vaillamment, héroïquement, tête à l'infortune. Elle engageait, même dans les conditions les plus inégales, la lutte contre son oppresseur. A des intervalles réguliers, tous les trente ans environ, soit un peu plus d'une génération, elle se soulevait contre les Russes. Une première fois, vers la fin du XVIII^e siècle, peu après le partage de son territoire; puis en 1830; une dernière fois en 1863. Les fils prenaient vaillamment la place des pères. Ils déployaient les mêmes efforts, les mêmes miracles, puis, finalement, comme eux, ils étaient battus...

Ce romantisme de l'histoire polonaise se retrouve, se reflète pour une bonne part dans l'histoire d'un de ses plus grands fils : Pilsudski. Il n'est pas d'existence aussi mouvementée, aussi impétueuse, aussi extraordinaire que la sienne. C'est un véritable roman d'aventures qui a ceci de particulier, d'original : une forte dose de réalisme vient constamment s'y mêler. Parmi toutes ses expériences les plus prodigieuses, les plus invraisemblables, on sent, on retrouve, tel un fil conducteur, l'ascendant d'une âme forte, d'une volonté toujours tendue que les revers, les infortunes n'arrivent jamais à abattre.

L'enfance de Pilsudski

Pilsudski, en qui s'incarne aujourd'hui la Pologne, n'est pas, chose curieuse, paradoxale en apparence, né dans la Pologne proprement dite, mais en Lithuanie, constituée depuis la guerre en Etat indépendant, non seulement distinct de la Pologne, mais aujourd'hui séparé d'elle par un large fossé de méfiance, d'hostilité et même de haine.

Dans ces immenses plaines du centre et du nord-est de l'Europe, les frontières n'ont jamais eu la même rigidité, la même consistance qu'ailleurs. Au lieu d'être fixes, déterminées, elles sont au contraire mouvantes, qu'il s'agisse de la Pologne, de la Hongrie, de la Russie. Tout d'abord la frontière ethnique ne se confond pas toujours avec la frontière politique; les races chevauchent assez souvent sur les lignes chargées de séparer, de démarquer les Etats; elles se retrouvent plus d'une fois des deux côtés des poteaux frontières et ces derniers, au cours des guerres, très nombreuses, ont été constamment déplacés, souvent à des distances très considérables, comme conséquence des victoires ou des défaites.

La Lithuanie a été, pendant deux cents ans, réunie par un lien dynastique et politique à la Pologne, jusqu'au jour où, suivant le triste sort

de cette dernière, elle fut annexée comme elle par un voisin plus puissant : le Russe. Cette réunion prolongée laissa des traces profondes, durables, les deux pays ayant été longtemps confondus dans la même histoire, heureuse ou malheureuse.

Cela explique que quelques-uns des plus grands hommes de la Pologne soient nés en Lithuanie, Kosciuszko, le héros de la première guerre d'indépendance vers la fin du XVIII^e siècle; Mickiewicz, le plus grand des poètes et des littérateurs polonais; Pilsudski enfin.

Ce n'est pas au cœur de la terre polonaise, mais dans les confins, les « marches », que se trouvaient et que se trouvent les plus vigoureux représentants de cette race. Le sentiment du danger, le désir ou plutôt le besoin de lutter contre l'ennemi forgent puissamment les caractères, leur donnent la solidité et la vigueur.

Ce que fut cette terre lithuanienne, du temps où elle vivait de la vie polonaise, partageait ses joies, ses tristesses, ses espoirs, un livre extraordinaire nous l'apprend : *Pan Tadeusz* (*Monsieur Thadée*), de Mickiewicz.

L'histoire de la Provence, son passé, son présent, son âme, Mistral, mieux que personne, en donne la clef.

Or, *Monsieur Thadée* c'est la *Mireille* des Polonais.

Rien de tel que les poètes pour évoquer puis-

samment les paysages, les mœurs, les coutumes, les types humains.

Cette petite noblesse polonaise, procédurière et batailleuse, grande amie des chasses, des luttes et des festins, elle revit dans ce poème de la manière la plus colorée.

Nous sommes vers la fin du XVIII^e siècle, dans une des provinces de Lithuanie où l'influence, la culture, la civilisation de la Pologne se font de plus en plus sentir. Dans ce milieu de petite noblesse terrienne qui constitue l'élément le plus puissant, l'armature de cette société, un interminable procès met aux prises deux familles, tel qu'il s'en produisait souvent chez ce peuple amoureux de la procédure et des combats, les procès n'étant qu'une autre forme des batailles.

Parmi ces petits gentilshommes vivant d'une existence pauvre mais digne, voici quelques personnages très typiques : le juge, le chambellan. Les moindres réunions servent de prétexte à d'interminables festins, que rendent faciles la fertilité de la terre et le bon marché de la vie, chacun, en dehors du vin, le tokai, importé de Hongrie, ne consommant que les produits de ses champs. Chasses au lièvre et chasses à l'ours, discussions sur l'habileté des tireurs, sur les mérites de tel ou tel chien, récits d'exploits cynégétiques ressassés cent fois, personne, en dehors des hommes de cheval n'étant plus hâbleur, plus rabâcheur que les chasseurs.

Quelques figures de femmes se mêlent à ces peintures : une précieuse, maniérée, sucrée, sorte de Célimène nordique, fière de ses connaissances, de ses fréquentations dans la haute société de Saint-Pétersbourg; un admirable type de jeune fille.

En regard de ces petits gentilshommes, voici le grand seigneur, le comte, à qui son immense fortune permet de vivre presque entièrement à l'étranger.

Le tableau le plus étonnant, chargé d'un sens profond, c'est la réaction de cette noblesse lorsque tombe sur elle, tel un coup de foudre, l'étonnante nouvelle de l'approche de la Grande Armée, conduite en personne par le dieu des batailles, Napoléon, avant la campagne de Russie et la marche sur Moscou. Chez ce peuple batailleur, prompt à s'échauffer, toujours prêt à partir en guerre contre les Russes, l'approche des Français avec un héros à leur tête provoque un extraordinaire enthousiasme.

La Pologne va-t-elle rester passive, inerte, alors que la Grande Armée est là, toute proche, à la veille d'attaquer son ennemi traditionnel? Une assemblée s'improvise, vibrante d'ardeur et d'émotion. La flamme guerrière, patriotique s'allume instantanément. La participation à la guerre est votée par acclamation. Partout des bataillons, des régiments sont constitués.

Mickiewicz manie les foules avec la même aisance, la même force que Shakespeare. Le ta-

bleau de cette réunion tumultueuse est d'une extraordinaire puissance. Il est dominé par la rumeur des batailles prochaines.

L'ossature de la Pologne : la Szlachta

Pilsudski, surtout par sa mère, appartenait à l'une des meilleures familles de Lithuanie. Mais son père, ayant éprouvé des revers de fortune, fut obligé de diminuer son train de vie.

L'enfant grandit et vécut dans l'entourage de cette moyenne noblesse, de cette « gentry » polonaise, en qui se perpétuent les traditions patriotiques, le culte national et le désir d'indépendance, qui fut l'âme de tous les soulèvements.

Les paysans étaient trop malheureux, trop courbés vers la glèbe; la haute aristocratie possédait d'immenses domaines, grands comme un de nos départements, qui la rendaient forcément esclave du pouvoir établi. Les uns étaient trop riches et les autres trop pauvres.

La noblesse moyenne, au contraire, avait assez de biens pour n'être pas écrasée par les préoccupations matérielles et la misère; ce qu'elle avait, d'autre part, elle était prête à le risquer sans crainte dans les insurrections et les batailles. C'est cette classe qui, pendant plus d'un siècle d'esclavage, d'oppression, a le

plus durement, le plus constamment souffert. La lourde poigne des Russes s'abattait sur elle sans pitié. Après chaque soulèvement, des centaines, des milliers de gentilshommes, de propriétaires polonais étaient ou pendus ou bien expédiés, après confiscation de leurs biens, en Sibérie.

Celui qui a décrit avec le plus de force et de pitié leurs malheurs, leurs souffrances, est un Russe, Dostoïewski, dans cet admirable livre, un chef-d'œuvre de la littérature russe et de toutes les littératures : *Les Souvenirs de la Maison des morts*.

Dostoïewski, envoyé tout jeune lui aussi en Sibérie pour avoir pris part à une conspiration contre le Gouvernement, retrouva au bagne un grand nombre de Polonais : bien qu'ils ne fussent coupables que d'attentats politiques, ils étaient mélangés pêle-mêle avec les voleurs et les assassins. Les prisons sibériennes en étaient pleines. Ils y constituaient une catégorie à part ; par la dignité de leur tenue, la noblesse, la fermeté de leur caractère, ils arrivaient à impressionner leurs camarades de chaîne et leurs gardiens.

Les traditions nationales subsistent dans ce pays lithuanien avec une force singulière. Pilsudski les respire en naissant. Quand il vient au monde, en 1867, soit quatre années seulement après la grande insurrection de 1863, les souvenirs de ce tragique événement sont en-

core tout récents. Son père, une partie de sa famille y ont participé. La répression a été terrible. *Mouraviev le Pendeur* y a acquis sa triste réputation. L'enfant grandit ainsi dans cette atmosphère de haine violente contre les Russes. Sa mère, ardente patriote, appelant autour d'elle ses frères et ses sœurs (il en a neuf), leur lit des pages de livres qu'elle tire avec les plus grandes précautions d'une cachette : ce sont les œuvres des grands poètes polonais.

La haine du Russe ne fait que s'accroître quand le jeune garçon, Joseph, « Ziuk », comme on l'appelle, est obligé de fréquenter l'école russe, toutes les écoles polonaises ayant été fermées.

Le professeur est russe, l'enseignement se fait entièrement en russe et il suffit qu'un des élèves prononce quelques mots de polonais pour qu'il soit aussitôt mal noté, considéré comme un rebelle, inscrit sur une liste noire, ce qui lui ferme automatiquement les collèges et les universités. D'autres s'inclinent, se soumettent, acceptent sans trop de peine ces persécutions, ces humiliations. Pilsudski les ressent au plus profond de son âme.

— Pour moi, disait-il — rapporte un de ses biographes, Jacques de Carency — cet effroi perpétuel, ces mensonges incessants étaient quelque chose d'affreux. Pendant tout le temps que j'ai passé au lycée, j'ai souffert infiniment

et même quelque temps après, quand j'avais un cauchemar en dormant, il prenait l'aspect d'un professeur russe!

Après son baccalauréat, il va commencer à l'Université de Kharkov ses études de médecine. Il en est expulsé. Il retourne à Vilno avec le désir de se rendre prochainement dans une Université étrangère. Mais une grave affaire éclate qui a pour résultat de lui faire prendre, pour assez longtemps, une tout autre direction.

La Russie souterraine

C'est l'époque où la Russie tout entière est pleine de conspirateurs et de conspirations. Cette « Russie souterraine » est dans un état d'agitation, de fermentation incessante. Un groupe de révolutionnaires russes est en train de fomenter un attentat contre le tsar Alexandre III. Le tsar précédent, Alexandre II, ayant été pulvérisé par une bombe, les révolutionnaires se disent qu'il n'y a aucune raison de ne pas infliger au fils le même traitement qu'au père. Certains essayent de mêler à leur conspiration des révolutionnaires polonais. Un de leurs délégués se rend de Saint-Pétersbourg à Vilno. Il est arrêté par la police qui découvre dans ses papiers l'adresse de Joseph Pilsudski, le futur maréchal, indiquée par le frère de ce

dernier, Bronislav, alors étudiant à Saint-Pétersbourg. Il n'en faut pas davantage pour faire condamner à des peines très sévères les deux frères, bien qu'ils soient absolument étrangers, l'un et l'autre, à l'attentat projeté.

Comme le disait Joseph Pilsudski, la vie et la mort de tel ou tel tsar était entièrement indifférente aux Polonais. Il n'en est pas moins condamné à cinq ans de déportation en Sibérie orientale, tandis que son frère, reconnu plus coupable, se voit infliger dix-huit ans de travaux forcés et l'exil à Sakhaline, un des bagnes les plus terribles de la Russie.

Voilà le jeune homme obligé d'aller passer cinq ans en Sibérie. Les natures vigoureuses comme la sienne ne sont pas accablées par l'infortune, mais, au contraire, trempées, fortifiées par elle.

Pendant longtemps les Polonais, condamnés à l'exil ou au bagne en Sibérie, effectuaient à pied, les menottes aux mains, à travers toute la Russie d'Europe et d'Asie, cet interminable trajet qui durait souvent près d'une année. On peut imaginer les souffrances, les misères de ce voyage.

Le terrible Nicolas I^{er}, qui n'aimait pas la Pologne et qui ne manquait pas une occasion de lui témoigner sa haine, comme un prince polonais appartenant à l'une des plus grandes familles venait d'être condamné à la déportation en Sibérie, envoya, par courrier spécial,

l'ordre de lui appliquer, dans toute sa rigueur, le règlement le plus sévère, comportant le voyage à pied, par étapes, les mains enchaînées. Il désirait se mettre ainsi à l'abri de toutes les prières et des supplications qui ne manqueraient pas de lui être adressées par les parents et les amis du condamné, afin d'implorer, à défaut d'une grâce, l'atténuation de la peine. Il voulait, par avance, s'interdire toute pitié.

A l'époque où Pilsudski fut condamné, le trajet se faisait moitié en chemin de fer, moitié en bateau ou à pied.

Les condamnés, groupés ensemble, constituaient une sorte de « chaîne » soumise entièrement aux fantaisies de l'officier qui commandait le convoi. Pour ce genre de missions, considérées comme quelque peu dégradantes, ce n'était pas les meilleurs officiers que l'on choisissait. Après toute une journée de marche fatigante, par le froid l'hiver, la grande chaleur l'été, les condamnés couchaient pêle-mêle dans les maisons d'étapes, dans les plus infâmes auberges, remplies de vermine, privées de lumière, d'air et de feu.

Ils étaient répartis en deux catégories : les plus coupables, les criminels, étaient envoyés au bagne (*katorga*). Si l'on veut avoir de ce bagne une idée saisissante, il suffit de lire ou de relire Dostoïewski; les moins coupables, les condamnés politiques, étaient relégués dans de petites villes, des bourgades, des villages per-

dus au milieu des étendues désertiques de la steppe sibérienne.

Toute fuite était à peu près impossible. Il aurait fallu parcourir des centaines et des milliers de kilomètres, risquer le froid, la rencontre des brigands, des paysans sibériens qui touchaient une prime chaque fois qu'ils rattrapaient un évadé.

Le convoi de Pilsudski, par Moscou, Tomsk, parvient enfin à Irkoust, où il séjourne un certain temps.

Il faut avoir, comme l'auteur de ces lignes, effectué en chemin de fer, dans un coupé très confortable, spacieux et bien chauffé, ce long, cet interminable voyage, pour se rendre compte de ce qu'il devait être quand il s'accomplissait à pied.

Le domaine de l'éternelle nuit

Tandis que Pilsudski et ses compagnons, enfermés dans une prison d'Irkoust, attendent de connaître leur ultime destination, les soldats qui les gardent, prenant prétexte d'un semblant de mutinerie, envahissent un soir leur cachot, se ruent sur eux à coups de pied, de crosse, les laissant à demi assommés.

Pilsudski finit enfin par savoir l'endroit de son exil : Kirensk, misérable petit hameau situé dans une île de la Léna, à mille kilomètres

au nord d'Irkoust. Nouveau voyage en plein hiver, le plus souvent par traîneau, sur le grand fleuve glacé. Un bureau de poste, une cabane du fisc, un hôpital rudimentaire, c'est Kirensk.

Kirensk, comme toutes ces régions désolées de la Sibérie nordique, représente, pendant la durée de l'hiver, *le domaine de l'éternelle nuit*. Le soleil, un pâle soleil décoloré, se montre à peine vers le milieu de la journée pour disparaître presque aussitôt. Comment faire pour occuper, pour animer ces ténèbres perpétuelles? La lecture à la lueur d'une lampe fumeuse, la conversation avec les autres détenus, le sommeil prolongé.

Pilsudski reste là deux ans et demi. Grand chasseur, aussitôt le beau temps revenu il parcourt la taïga sibérienne, pleine de gibier de toute sorte : loups, lynx, ours.

Pendant l'été de 1890, en raison de son état de santé, il est transporté plus au sud, à Tounka, à deux cents kilomètres d'Irkoust. Cette nouvelle résidence lui fait l'effet d'un véritable paradis : le climat est plus doux, le froid moins vif, les nuits d'hiver moins longues.

C'est un petit village peuplé de Bourriates, à la frontière du pays mongol. L'agriculture est florissante, les vivres abondants. Tounka est comme la porte de l'Orient. Les Polonais, comme toujours, n'y manquent pas. On y

trouve les survivants des prêtres catholiques révoltés pendant l'insurrection de 1863. Ils portent presque tous la longue barbe, s'habillant à la sibérienne; certains, assure-t-on, se sont mariés avec des femmes du pays, dont ils ont de nombreux enfants.

Pilsudski y arrive, par étapes, pendant l'automne, la saison la plus agréable en ces contrées. Il passe désormais tout son temps à chasser. La chasse la plus fructueuse se fait en hiver, avec des skis, qui permettent au chasseur de se lancer à toute allure à la poursuite du gibier et de l'atteindre aisément.

Dans ce climat plus humain, Pilsudski lit d'innombrables livres et brochures. Il songe de plus en plus à s'ennôler dans le parti socialiste, mais un parti où les soucis, les intérêts nationaux tiendraient plus de place que les théories marxistes.

Pour comprendre cette évolution amenant Pilsudski, gentilhomme de naissance, appartenant à une famille de possédants, à se tourner de plus en plus vers le peuple, à compter sur le prolétariat pour réaliser ses desseins et relever la Pologne, il faut comprendre l'état moral et matériel du pays durant toute la période qui suivit l'insurrection de 1863.

Tout projet de lutte violente, à main armée, contre les Russes, était, d'un accord à peu près unanime, reconnu comme chimérique. Seuls, des illuminés, des fous pouvaient nourrir, à cet

égard, la moindre illusion. La petite noblesse, l'âme de tous les soulèvements, avait été non seulement décimée par les oppresseurs, mais ruinée. Les Russes, perfidement, avaient déchaîné contre elle les convoitises des paysans, à qui ils faisaient entrevoir le partage des terres. L'affranchissement des serfs avait porté à ces propriétaires un coup très sensible. La Pologne, d'autre part, était en train de devenir un pays industriel, ce qui augmentait l'importance et la force du prolétariat. De grandes, de nombreuses usines étaient créées partout.

La transformation morale était tout aussi importante, sinon plus. Toute une classe de penseurs, de philosophes, d'historiens s'ingéniaient à représenter leur pays comme le premier responsable de ses malheurs. S'il avait été vaincu, démembré, c'était en punition de ses défauts, de ses discordes, par son manque de discipline et d'esprit national.

Il ne fallait pas songer, désormais, à recouvrer l'indépendance politique. Tous les efforts devaient être tournés dans un autre sens. L'esprit révolutionnaire, le romantisme étaient condamnés. Il s'établissait un peu partout ce qu'on a appelé : *le positivisme varsovien*, à savoir le désir, le souci de s'accommoder tant bien que mal des réalités politiques — le gouvernement des Russes — contre lequel nul ne peut rien.

C'est contre cet ensemble de sentiments et d'idées que Pilsudski réagit violemment. Cette réaction l'amène à chercher désormais son appui non au sein des anciennes classes : noblesse, bourgeoisie, intellectuels, plus ou moins infectées, selon lui, par ces doctrines de passivité et de résignation, mais parmi le peuple, chez les ouvriers, plus énergiques, plus disposés à la lutte.

L'essentiel est de créer cet esprit révolutionnaire polonais. C'est à quoi Pilsudski va s'appliquer de toutes ses forces. Les cinq années sibériennes touchent à leur fin. Il est libéré et il retourne en Pologne.

Cette fréquentation prolongée des Russes ne semble pas, somme toute, lui avoir laissé de trop mauvais souvenirs. Les révolutionnaires polonais, ils en ont certes le droit, n'éprouvent que de l'horreur pour la forme de gouvernement, le régime tsariste. Ils détestent le système mais ils n'étendent pas leur haine aux individus, nullement responsables des fautes commises par leurs dirigeants. Les Polonais, en tant qu'hommes, s'entendent le plus souvent fort bien avec les Russes. Ils les connaissent à merveille; on peut même dire que nul ne les connaît aussi bien. Ils s'accommodent, ils s'arrangent de leurs défauts. Ils réussissent fort bien chez les Russes, qui finissent par ne plus pouvoir se passer d'eux, qui leur confient les

besognes les plus délicates et souvent les plus rémunératrices.

Pendant mon séjour en Mandchourie et en Sibérie, toutes les fois que le chemin de fer franchissait un pont :

— Il a été construit par un ingénieur polonais, me disait-on inmanquablement.

Or, il faut savoir qu'un pont de quelque importance rendait, pour tout le restant de sa vie, riche l'heureux mortel qui l'avait construit. C'était ainsi du temps de la Russie tsariste.

Quand il revient en Pologne, à vingt-cinq ans, Pilsudski n'a pas plus tôt repris contact avec sa famille, ses amis, que la propagande révolutionnaire le ressaisit tout entier. Il a dit lui-même dans un de ses livres que « la Pologne était le pays de la conspiration et de la révolution ». C'est surtout vrai de Pilsudski, le plus représentatif, le plus typique des Polonais.

Mais comment conspirer ou plutôt quels résultats positifs, pratiques, attendre de ces conspirations? Pilsudski est le plus réaliste des hommes. Il n'y a rien en lui d'un songe-creux s'attardant à la poursuite de chimères. Il voit la réalité telle qu'elle est, sans la moindre déformation. S'il se bat, il veut savoir pourquoi ou plutôt contre quoi. Il veut surtout être sûr qu'il y aura quelque profit, quelque avantage à retirer de cette lutte.

Le temps des insurrections au grand jour, à main armée, est finie. Là-dessus, tous les Polonais sont d'accord. La dernière, celle de 1863, a laissé des souvenirs trop cuisants pour que nul, à moins d'être fou, songe à renouveler cette fâcheuse expérience. Les effectifs, la puissance meurtrière des armes dont dispose l'opresseur sont tels que tout essai de soulèvement est voué d'avance à un insuccès total. Ce serait faire tuer des gens pour rien. Il faut saper, par d'autres moyens, par d'autres voies, la puissance moscovite.

Le mouvement, la propagande révolutionnaire sont tout indiqués pour cela. Les socialistes, ceux de Russie comme ceux de Pologne, donnent l'exemple. Pilsudski se fait socialiste, surtout, on peut même dire uniquement, parce que le socialisme lui semble être l'arme la plus dangereuse pour le régime tsariste. Le collectivisme, les théories de Karl Marx n'ont rien à voir là dedans. Il s'agit d'une œuvre avant tout nationale, patriotique.

Mais comment s'exercera cette propagande socialiste? Comment réussira-t-elle à atteindre les masses? Toutes les réunions publiques sont naturellement interdites; il est à peu près impossible d'en organiser une sans donner l'éveil à la police.

CHAPITRE III

PILSUDSKI JOURNALISTE ET AGITATEUR

La contrebande intellectuelle

A défaut de la parole, il reste la plume. C'est par les écrits clandestins, les livres, les brochures, surtout les périodiques, paraissant à des intervalles assez rapprochés, que la croisade révolutionnaire ou plutôt anti-russe peut et doit être prêchée.

Voilà Pilsudski amené à organiser, diriger, animer un journal révolutionnaire, possédant une assez large diffusion. Ce journal, qui est son œuvre, s'appelle le *Robotnik* (L'Ouvrier). Pilsudski se jette dans cette besogne avec son impétuosité accoutumée. Mais, et c'est là la clef de sa nature, cette impétuosité, cette énergie, cette bravoure, ce mépris du danger se doublent de qualités pratiques, du don de calculer et de prévoir.

Pilsudski est un conspirateur-né et, comme il arrive à tout conspirateur, cette œuvre souterraine, cette chasse de tous les instants finissent par le passionner en dehors des avantages politiques qu'il en attend. Le vrai chasseur en arrive à aimer la chasse pour elle-même, sans se préoccuper outre mesure du gibier.

Pilsudski est un écrivain de grande classe, ayant le don des formules pittoresques, une verve à l'emporte-pièce, le sens de la plaisanterie et de l'humour. Il a raconté cette période mouvementée de son existence dans un livre publié d'abord sous une forme anonyme, en feuilleton, dans un journal de Cracovie: *Biboula ou Les Souvenirs d'un révolutionnaire*.

« Biboula », dans l'argot des conspirateurs, désigne tout imprimé illégal, ne possédant pas le permis sacramentel de la censure russe.

Rien n'est plus amusant que le récit mouvementé de ses expériences comme rédacteur et imprimeur clandestin. Le plus difficile, à savoir l'imprimerie elle-même, c'est lui qui s'en charge, et fort allégrement.

Il installe cette imprimerie clandestine tout d'abord à Vilno, où elle fonctionne pendant quatre ans. Durant l'automne de 1899, il la transporte à Lodz, le grand centre industriel polonais: une cuisine et quatre pièces dans l'une desquelles on aménage l'imprimerie. Un grand sofa sert à dissimuler le papier. La presse et les caractères sont enfermés dans une

armoire. Le travail commence dès neuf heures du matin. Un ancien étudiant de l'Université de Moscou remplit le rôle de technicien typographe. La grande affaire est de ne pas donner l'éveil à l'unique servante qui a été engagée dans un bureau de placement. Il est indispensable pour cela de multiplier les précautions et les ruses.

Pilsudski rédige lui-même la presque totalité des articles et des informations que son compagnon se met aussitôt à composer. Un numéro de douze pages représente quinze à seize jours de travail, à raison de dix heures par jour.

Le seul énoncé de ces chiffres montre de quelle énergie, de quelle endurance sont doués ces révolutionnaires qui, jouant littéralement avec le feu, doivent se dire chaque soir qu'ils seront arrêtés et emprisonnés le lendemain.

Quand, en avril 1897, le tsar Nicolas II se rend à Varsovie, un comité polonais se charge d'organiser sa réception, de lui donner le plus d'éclat, le plus de retentissement possible; tandis que la bourgeoisie, une partie de l'aristocratie multiplient de la sorte les preuves de leur soumission, de leur loyalisme, un homme aux longues moustaches, à la barbe broussailleuse, penché sur son écritoire, dans sa cachette de Vilno, leur jette à la face ses sarcasmes et ses imprécations :

« Loin de nous cette honte! Qu'elle reste l'apanage de ceux qui cherchent chez les

Russes leur appui pour atteindre l'objet de leurs ambitions. »

« Hommes chargés d'années, décrépits, pleins de boisson et de nourriture, cédez la place aux jeunes, aux affamés, aux forts ! »

On croirait entendre certaines apostrophes véhémentes de Mussolini avant la marche sur Rome.

Le numéro composé, il faut le tirer. La machine est naturellement toute petite, capable d'imprimer un petit nombre d'exemplaires par heure. Il importe de faire très attention, de diminuer sinon de supprimer le bruit causé par son fonctionnement. Il n'en faudrait pas davantage pour que tout fût découvert. Toutes les pièces qui frottent les unes sur les autres sont enveloppées de caoutchouc, de courroies, de morceaux de drap.

Dès que la domestique, pour les besoins de son service, approche de la chambre à imprimerie, la femme de Pilsudski se met à fredonner un air convenu pour donner l'alarme et arrêter net le travail.

C'est au milieu de ces efforts, de ces tribulations que s'impriment les quelques milliers d'exemplaires et, quand ils sont prêts, la tâche n'est pas terminée, loin de là. Elle ne fait que commencer. Il reste alors à les sortir de la maison, à les transporter, surtout à les distribuer.

Pendant des semaines, des mois, des ans, le

journal poursuit sa carrière, à la grande fureur, à la rage de la police russe qui, malgré ses efforts, n'arrive pas à le découvrir. Le colonel des gendarmes, désireux d'échapper à ses responsabilités, a tout d'abord affirmé à ses chefs que le journal n'était certainement pas imprimé en Pologne russe, mais à l'étranger, d'où les contrebandiers lui faisaient franchir la frontière. Le numéro suivant contenant la nouvelle d'un événement qui s'est passé cinq ou six heures auparavant, force est bien de reconnaître que l'imprimerie se trouve en Pologne.

Arrestation et évasion

Un jour arrive où, à force pour les conjurés de courir des risques, la catastrophe se produit.

Le 22 février 1900, en pleine nuit, les gendarmes faisant subitement irruption dans l'appartement, se livrent à une perquisition minutieuse et découvrent l'imprimerie. Ainsi qu'il arrive fréquemment, cette découverte est due, non pas au flair des policiers, mais au hasard. Deux jours auparavant, un ouvrier typographe, Molinowski, entrant dans une boutique, achète une assez grande quantité de papier à imprimer, sans prendre garde à la présence d'un espion. Le soir même, il est arrêté; l'éveil est donné, les gendarmes décident de perquisition-

ner le lendemain, pendant la nuit, dans la maison où le papier doit être livré.

Pilsudski, qui avait travaillé jusqu'à deux heures du matin, venait de se coucher. La porte de sa chambre s'ouvre brusquement; la police est entrée par la cuisine, afin de ne pas donner l'éveil. En un instant, tout l'appartement est plein de gendarmes. La machine, les caractères d'imprimerie, un numéro tout fabriqué sont saisis. La première page de ce numéro contenait un article intitulé : « Le triomphe de la liberté de parole. » Il racontait cette curieuse anecdote :

« Orlof, chef des gendarmes de Nicolas I^{er}, qu'on se plaisait à appeler « le gendarme de l'Europe », conduisant à la gare un de ses amis qui partait pour l'étranger, le pria de lui rendre un petit service : « Puisque vous passez par Nuremberg, dit-il, arrêtez-vous devant le monument de Gutenberg, inventeur de l'imprimerie, et n'hésitez pas à cracher dessus. C'est de lui que vient tout le mal en ce bas monde. »

Pilsudski est saisi d'un accès de rage quand il voit la petite machine, cet instrument précieux qu'il a eu tant de peine à se procurer, entre les mains du commissaire.

La perquisition dure jusqu'à midi. Quand elle est terminée, Pilsudski et sa femme, une camarade socialiste, fille d'un médecin réputé de Vilno qu'il avait épousée quelques mois

auparavant, sont conduits en prison et transférés, peu de temps après, dans la citadelle de Varsovie.

Coupable d'avoir longtemps dirigé un journal clandestin, Pilsudski est menacé d'une condamnation à huit ans de bague en Sibérie. Il importe de le sauver à tout prix. C'est ce à quoi tous ses amis vont s'employer sans retard. L'adjoint au commandant de la citadelle est un Russe, marié à une Polonaise, plein de sympathie pour les révolutionnaires qui représentent à ses yeux « l'élément chevaleresque d'une société dépravée ». Les amis de Pilsudski parviennent, grâce à lui, à communiquer avec le prisonnier. Un médecin psychiatre sympathisant, lui aussi, avec la cause révolutionnaire, conseille à Pilsudski de simuler la folie. Son conseil est suivi. Pilsudski se répandant en gestes et en propos incohérents, refuse d'accepter aucune nourriture, accusant les gardiens de souiller ses mets. Après quelque temps de ce régime, il tombe dans un grand épuisement physique et nerveux. Un spécialiste est mandé pour examiner le malade. Resté auprès de lui en tête à tête, il s'aperçoit bien vite qu'il a affaire à un simulateur. Mais il se garde bien de révéler quoi que ce soit aux autorités. Il rédige une ordonnance d'après laquelle l'état du prisonnier exige qu'il soit transporté dans un hôpital de Saint-Pétersbourg.

La première moitié du plan a jusqu'ici fort

bien réussi. Il s'agit maintenant de réaliser la seconde. Les conjurés parviennent à trouver un complice tout-puissant : un médecin militaire qui demande et finit par obtenir un emploi dans cet hôpital. Une fois dans la place, il profitera de son service pour arranger tous les détails de l'évasion. Durant ses entretiens avec le prisonnier, différents projets sont envisagés. Celui qui est finalement choisi, le plus audacieux en apparence, le plus risqué, est conçu de toutes pièces par Pilsudski lui-même. Le jour où le médecin sera de service, il chargera l'infirmier de conduire dans son cabinet Pilsudski. Celui-ci une fois en sa présence, le médecin lui donnera l'ordre de remplir de sa main un questionnaire très long et très détaillé. Il renverra alors l'infirmier en lui disant : « Je vous ferai rappeler aussitôt que le malade aura fini d'écrire. »

Pilsudski s'empressera alors de revêtir des vêtements civils que le médecin aura pris la précaution d'apporter un à un dans son bureau et qu'il aura cachés soigneusement dans une armoire. Puis les deux hommes, sortant tranquillement, franchiront les cours et la porte de l'hôpital.

Le jour fixé, le scénario se déroula à peu près comme il avait été combiné. Pilsudski, en civil, franchit sans difficulté la porte, au côté du médecin. Un fiacre, commandé d'avance, attendait dans une petite rue voisine; il l'emporta

rapidement dans l'île Wassileff, où se trouvaient ses compagnons. Ceux-ci voulaient le garder toute la nuit près d'eux; mais Pilsudski, impatient de quitter la capitale, prit un train la nuit même pour Revel (aujourd'hui Tallin), capitale de l'Esthonie.

Le voilà hors de sa prison; il s'agit maintenant de franchir la frontière russe, ce qui n'est pas très facile, car tous les postes ont été alertés. Pilsudski se réfugie dans un vieux manoir abandonné, au fond d'une province, où il attend quelques semaines que la surveillance commence à se relâcher. Il part. Un court arrêt à Kiev, où l'imprimerie du journal a été réorganisée. Il réussit à franchir la frontière et à se réfugier à Lvow.

Les longs mois passés en prison ont provoqué chez lui un très grave affaiblissement. Il est pendant longtemps incapable de tout travail. Son médecin songe à l'envoyer en Suisse, dans les environs de Fribourg, où il compte retrouver son vieil ami Ignace Moscicki, aujourd'hui président de la République polonaise. Il renonce à ce projet et se rend à Zakopane, dans le Tatra polonais, d'où il va ensuite à Londres. Son état s'améliore; il est capable de reprendre son activité.



Si Pilsudski a pu échapper de la sorte au châtement qui le menaçait, c'est sans doute grâce à ses efforts, son énergie, son courage, au dévouement sans limites de ses amis, mais aussi au concours de ceux-là mêmes qui étaient chargés de le surveiller.

A tout instant les condamnés révolutionnaires, qu'ils soient russes ou polonais, trouvaient parmi leurs gardiens des complicités bienveillantes sans lesquelles leur évasion aurait été difficile, sinon impossible. Il faut insister sur ce point capital. Si vous prenez un par un les premiers chefs, les fondateurs de la Russie soviétique, vous constaterez qu'ils ont tous, ou presque, été arrêtés par les autorités, condamnés, beaucoup d'entre eux plusieurs fois; mais ils ont à peu près tous réussi à s'évader, à fausser compagnie à leurs gardiens, en Russie ou en Sibérie. Comment ne pas en conclure que la surveillance dont ils étaient l'objet devait être assez relâchée? Il y avait des brèches nombreuses dans les barrières dont on les entourait.

C'est un trait essentiel de l'âme russe que cette compassion très vive, très ardente à la souffrance et au malheur. Le condamné, coupable ou non, inspire de la pitié à tous ceux qui l'approchent. Il est un malheureux, méri-

tant qu'on s'intéresse, quelquefois même qu'on se dévoue à lui. Cet intérêt, ce dévouement s'accroissent lorsqu'il est puni non point pour des vols, des crimes, mais des actes désintéressés, qui lui ont été dictés par sa conscience. Au lieu de voir contrecarrer ses tentatives de libération, il se trouve toujours à point nommé quelque gardien pour les seconder.

Tolstoï et l'âme russe

Les œuvres des grands écrivains de la grande époque russe, Dostoïewski, plus encore Tolstoï, sont pleines de cette compassion envers les condamnés, coupables ou non, de cette pitié ardente pour leurs souffrances et leurs malheurs. Tolstoï, notamment, pousse si loin cette philosophie qu'elle en arrive à saper, à détruire tous les principes, toutes les règles de la justice répressive, sans lesquelles une société, un régime, désarmés contre les malfaiteurs et contre les criminels, ne peuvent plus subsister. Non seulement Tolstoï dit : « Tu ne tueras point ! » mais il n'est pas loin de dire : « Tu ne jugeras point ! » le juge étant souvent, selon lui, aussi coupable, aussi méchant moralement que le prévenu qu'il s'arroge, sans aucune raison valable, le droit de juger.

C'est, au fond, toute la philosophie d'un de ses chefs-d'œuvre : *Résurrection*.

Poussez plus loin ces théories destructives, vous arrivez à la grande idée tolstoïenne : la non-résistance au mal.

La Russie tout entière, intellectuels, hommes politiques, vers la fin du siècle dernier et au commencement de ce siècle, finit par être imprégnée, disons infectée, de cette philosophie tolstoïenne qui aboutit à l'anarchie pure et simple. Les armes qu'elle pourrait employer pour se défendre lui sont, par avance, si l'on peut dire, ôtées des mains.

Quand arrivent les bolcheviks, prêts à donner un assaut furieux au régime, les dirigeants, le premier de tous, Kerensky, au lieu de lutter contre leurs attaques, s'abandonnent purement et simplement. Le résultat, dès lors, ne peut plus faire aucun doute.

CHAPITRE IV

PILSUDSKI ET L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Pilsudski et Mussolini

Ayant recouvré la liberté, quel usage va-t-il en faire? Découragé, refroidi par cette expérience qui aurait pu fort mal tourner, se tiendra-t-il tranquille, pendant quelque temps tout au moins? Ce serait mal le connaître.

Il se rend à Londres, où se sont réfugiés les révolutionnaires polonais, à qui la police russe rendait la vie par trop dure. Ils y publient un périodique intitulé *L'Aurore*. Bientôt ses camarades le pressent de revenir en Pologne. Il s'installe pendant quelque temps à Cracovie.

Le gouvernement autrichien, plus doux, plus libéral que ceux de Russie et d'Allemagne, peut-être aussi plus insouciant, maintient en Galicie, la province polonaise qu'il s'est appro-

priée lors du partage, un régime sensiblement moins rigoureux. On respire un peu dans cette province, alors qu'on étouffe dans les autres, en Posnanie, en Pologne russe, le « Royaume », comme on l'appelle. Cette demi-liberté dont jouit la Galicie n'est pas cependant sans inconvénients. Les caractères risquent de s'amollir. Or Pilsudski est un lutteur, un conspirateur dans l'âme. La vie telle qu'il la conçoit, c'est avant tout la lutte, la révolte contre les Russes.

Quand éclate, au début de 1904, la guerre russo-japonaise, il y voit une occasion inespérée pour la Pologne. Il désire saisir avidement cette occasion, la presser, l'utiliser au grand bénéfice de la cause nationale. Ce qu'il faut tout d'abord, selon lui, c'est empêcher, par tous les moyens, en tout cas retarder la mobilisation. Il est insensé, criminel que des Polonais, tels des moutons conduits à l'abattoir, se laissent emmener au fin fond de l'Asie afin de se battre pour une cause qui ne leur est rien. Mais il se heurte à l'indifférence, parfois même à l'opposition de ses camarades. Déjà il se sent à l'étroit dans les cadres de ce parti socialiste, formaliste, empêtré dans ses doctrines, faisant constamment passer les dogmes, le catéchisme collectiviste, les théories de Karl Marx, la lutte de classe, avant les intérêts nationaux et patriotiques.

Karl Marx, le collectivisme, Pilsudski s'en

moque comme un poisson d'une pomme. Ce qu'il désire, ce qu'il recherche avant tout, c'est la libération de sa patrie.

Il lui arrive ce qui, quelque dix ans plus tard, devait arriver à Mussolini. Ces deux hommes qui offrent entre eux certaines ressemblances, futurs dictateurs l'un et l'autre, tendent à s'évader des formules du catéchisme trop étroit dans lesquelles leur parti prétend les enfermer.

Pilsudski, c'est un trait essentiel de sa nature, a porté de bonne heure le plus vif intérêt aux questions militaires. Il en a fait une étude précise, incessante, exactement comme s'il prétendait devenir un militaire professionnel, un chef d'armée. Une pensée maîtresse, une idée force qui s'emparera complètement de lui par la suite, commence à lui apparaître avec une évidence croissante : la Pologne ne recouvrera son indépendance que si elle possède une armée, ne fût-ce qu'à l'état embryonnaire. Dépourvue de soldats, elle est, par cela même, vouée à l'impuissance. Tout ce qu'on pourra faire par ailleurs ne suffira jamais à remplacer cette condition essentielle de sa résurrection.

Son voyage à Tokio, ses pourparlers avec l'état-major japonais tendent avant tout à créer, grâce au concours de l'étranger, au milieu d'événements qui lui paraissaient éminemment favorables, ce noyau de la future armée polonaise. Il échoue cette fois. Mais les échecs, nous

l'avons vu, ne sont pas pour le décourager. Quelques années plus tard, il reprendra ses efforts. Il s'occupera de créer, de recruter des légions polonaises. Il étudiera avec leurs chefs tout ce qui concerne la guerre moderne, il se plongera avec joie dans les travaux stratégiques.

De même Mussolini, pour des raisons analogues, dès que la Grande Guerre éclate, en 1914, se jette tête baissée dans une ardente propagande en faveur d'une intervention immédiate de l'Italie. Les chefs officiels du parti socialiste étant à ce moment d'un avis tout à fait différent, il s'insurge violemment contre eux, il leur reproche d'être des inconscients, des traîtres. Il rompt avec eux d'une manière éclatante. Quand l'Italie déclare la guerre à l'Autriche, il part pour le front comme simple soldat dès que sa classe est appelée. Il passe dans les tranchées deux années qui auront, sur la suite de sa carrière, une influence décisive. Il apprend à connaître, dans une communion de tous les instants, cette force qu'il maniera plus tard avec une maîtrise, une virtuosité étonnante, les combattants, ses frères d'armes. C'est grâce à cet apprentissage qu'il organise, quelques années après, les milices fascistes avec lesquelles il s'empare, sans coup férir, du pouvoir.

La technique du coup d'Etat

Le coup d'Etat suppose, pour réussir, une force matérielle organisée, disciplinée, se développant dans les cadres des institutions militaires, comprenant une troupe nombreuse prête à l'obéissance et au sacrifice, ayant sa cohésion, sa puissance de choc, ses armes, ses chefs. Cette troupe ne se constitue pas en un jour : il y faut au contraire des efforts ininterrompus, une lente préparation matérielle et morale, beaucoup de temps et beaucoup d'argent. Tant qu'elle n'existe pas, un coup d'Etat a peu de chances de réussir. Il ne peut guère provoquer que des désordres et la guerre civile. Pour rendre cette guerre civile impossible, la force assaillante doit manifester sa supériorité sur l'adversaire par une suite de rencontres, de combats au cours desquels elle le maîtrise, le domine, affirme sur lui son ascendant. Quand cette affirmation s'est répétée de multiples fois, les adversaires, socialistes ou communistes, se sentent matés, n'osent plus bouger. Le gouvernement lui-même, en proie à des difficultés de plus en plus grandes, montrant une faiblesse croissante, finit, en désespoir de cause, par transiger, par pactiser avec l'apprenti dictateur. Il lui ouvre lui-même le chemin du pouvoir. Quand il l'y a installé ou qu'il

l'a laissé s'installer, il suffit à ce dernier d'une simple chiquenaude pour renverser un régime déjà à moitié démoli, pour faire rentrer dans l'ombre les parlementaires et s'emparer du pouvoir.

C'est à peu près ainsi que les choses se sont passées en Italie et en Allemagne.

Il existe une autre formule de coup d'Etat, celle qui a été employée par Pilsudski en Pologne : l'emploi de l'armée, permettant à celui qui en est devenu le maître d'engager la lutte contre le pouvoir établi, de le vaincre, au cours d'une véritable bataille.

Mais, dans l'un ou l'autre cas, la force matérielle, que ce soit l'armée proprement dite ou les troupes d'assaut, est, comme on le voit, absolument indispensable.

Caractère de Pilsudski

Dans l'existence mouvementée, dramatique de Pilsudski, ce qu'il y a de plus intéressant, c'est qu'elle marque très nettement la transition d'une époque à une autre.

La grande idée de Pilsudski, c'est sa conviction intime, ardente que la Pologne, si elle doit se refaire, ne sera refaite que par l'épée.

Tous les autres moyens sur lesquels elle

pourrait compter pour réaliser son indépendance sont illusoires, chimériques.

Or, cette idée, à l'époque où Pilsudski la conçoit, est profondément originale. Il est à peu près seul de sa génération à l'avoir. Son opinion sur ce sujet n'est partagée par personne. La Pologne, en effet, a essayé par trois fois de rompre, les armes à la main, ses chaînes. Chaque fois elle a échoué. Chacune de ces tentatives a été marquée par une répression plus violente; chacune, loin de lui apporter le moindre avantage, lui a fait perdre un peu plus de ce qui lui restait encore.

Après les guerres napoléoniennes, il subsiste pendant quinze années un semblant d'indépendance polonaise. La Pologne russe conserve quelques droits, quelques privilèges, une certaine autonomie.

La révolte, l'insurrection de 1830 lui enlèvent presque tout, sauf certains droits pour l'enseignement et la pratique du culte.

Après celle de 1863, il ne lui reste plus rien. La lourde poigne des Russes s'est abattue définitivement sur elle. Toutes ses libertés sont confisquées.

Napoléon III, avec sa politique sentimentale, a paru tout d'abord s'intéresser à la cause polonaise. Les Polonais ont pu croire qu'ils seraient soutenus par la France dans leur soulèvement contre les Russes. Ils ne l'ont pas été. Abandonnés à leur malheureux sort, tout ce

qu'il y avait de meilleur, de plus énergique, de plus viril a été détruit, tué, condamné au baigne. Après une hémorragie aussi violente, la Pologne, anémiée, exsangue, s'est vidée de tous ses éléments combattifs, belliqueux, ses globules rouges, si l'on peut ainsi parler.

Comment s'étonner, dès lors, que ce peuple se soit laissé envahir par un sentiment de passivité, de résignation de jour en jour croissant?

Les calculateurs, les raisonnables, les réalistes ont entièrement pris le pas sur les exaltés, les violents.

— Il n'y a rien à tenter, disent-ils, rien à espérer de la force. L'indépendance est un rêve, une chimère. Il est temps, grand temps de descendre du ciel sur la terre, de s'attacher non plus à des illusions, mais à des réalités.

Or, la réalité, c'est la domination russe, à laquelle la Pologne ne pourra jamais s'arracher.

Au lieu d'entrer en lutte contre les Russes, ce qui revient à se battre contre des moulins à vent, pourquoi ne pas essayer de s'entendre avec eux? La chose, après tout, n'est pas absolument impossible, sinon sur le terrain politique où les Russes se montreront intransigeants, irréductibles, du moins sur le terrain économique, où ils sont prêts à de larges concessions.

La première chose à faire, et même la seule pour la Pologne, consiste à devenir de plus

en plus prospère, de plus en plus riche. Elle doit développer ses ressources naturelles, améliorer son agriculture, son industrie, former des savants, des ingénieurs qui trouveront à exercer leur activité, non pas seulement dans la Pologne elle-même, mais dans la Russie tout entière, représentant un immense champ de colonisation.

— Enrichissez-vous! disait un des ministres de Louis-Philippe.

Les dirigeants polonais reprendraient volontiers ce conseil à leur compte. La Pologne s'enrichit, en effet. Un grand nombre de ses fils poursuivent en Russie de brillantes et fructueuses carrières.

Toute la littérature de l'époque reflète cet état d'esprit.

Le romantisme polonais paraît fini, bien fini.

Or, juste à ce moment, voici que se dresse, que s'insurge contre ce courant d'opinion, un romantique attardé : Pilsudski.

Il est criminel, selon lui, de laisser les énergies nationales s'étioler, s'anémier, se dissoudre dans un matérialisme dépourvu de toute grandeur, de tout idéal. La Pologne, si elle ne veut pas mourir, doit continuer la lutte. Mais par quels moyens, avec quelles armes, quels soldats?

Pilsudski socialiste

Ici encore, Pilsudski qui, sous des dehors romantiques, cache une vision très nette des réalités, manifeste sa clairvoyance, l'originalité de son esprit. Si l'on veut, d'après lui, combattre efficacement les Russes, il faut s'appuyer désormais sur des forces toutes nouvelles. La noblesse moyenne et petite, la *szlachta*, a été jusqu'ici l'âme de toutes les insurrections. Mais cette force, pour avoir été trop souvent employée, est sinon détruite, du moins terriblement amoindrie. Réduite à elle seule, elle ne peut pas, de toute évidence, fournir le noyau d'une résistance sérieuse, encore moins d'une insurrection. Il faut appeler à la rescousse le peuple, le prolétariat. C'est la raison profonde pour laquelle ce gentilhomme de naissance se tourne vers le peuple, devient socialiste, s'enrôle dans le parti révolutionnaire.

Voici, pour le parti socialiste polonais, une nouvelle et importante recrue. Dans quel état se trouvait-il alors ?

Deux tendances principales s'y faisaient jour : l'une orientée vers le marxisme, l'orthodoxie rigoureuse de l'Internationale. Elle inclinait nettement vers le bolchevisme. La plupart de ses dirigeants sont devenus bolchevi-

ques, en effet; certains sont passés en Russie, où ils se sont enrôlés dans le grand état-major de Lénine, Radek, par exemple, rédacteur en chef du plus grand journal soviétique, Dzerjinski, un des fondateurs de la Tchéka.

Le second groupe était constitué par les socialistes polonais, ressemblant, à beaucoup d'égards, à nos socialistes de 1848, Proudhon, Blanqui.

Pilsudski fut un de leurs chefs.

Son programme pourrait se résumer dans un article : l'indépendance de la Pologne, une Pologne intégrale, ayant recouvré tous ses anciens territoires, redevenue une et indivisible.

Dès son retour de Sibérie, après ses cinq années d'exil, Pilsudski mène pendant très longtemps la vie d'un pur révolutionnaire. Les voies légales étant fermées à son activité, il se jette allégrement, courageusement dans les voies illégales.

Il occupe dans le parti une place éminente. Il devient le dirigeant, l'animateur de la Section de combat. Le parti, pour lui, est une armée qui conduit, par les seuls moyens en son pouvoir, une lutte incessante, acharnée contre les Russes.

L'enlèvement du convoi

Nous entrons dans la période terroriste de sa vie, pendant laquelle Pilsudski, avec un mépris total du danger, ayant fait une fois pour toutes le sacrifice de son existence, multiplie contre les Russes les coups de main et les attentats. Ces attaques sont conduites exactement comme des actes de guerre. Elles exigent la formation d'une troupe de choc entraînée, disciplinée, obéissant au doigt et à l'œil aux ordres de son chef. Elles exigent aussi une étude précise, minutieuse, détaillée des objectifs à atteindre, une tactique savante dans l'emploi judicieux des armes et des soldats.

Il ne s'agit pas d'engager la bataille à la légère et de se faire tuer pour rien. Ces hommes et leur chef sont prêts à donner leur vie d'une minute à l'autre. Mais ils entendent ne la donner qu'à bon escient.

Chacun de ces coups de main fait l'objet d'une longue préparation.

Il suffit d'en observer un ou deux, les plus typiques, pour se faire une idée des difficultés, des dangers qu'ils représentent.

Voici l'enlèvement à main armée, à Bez-dani, du train transportant à Saint-Pétersbourg l'argent du trésor public, soit plus d'un mil-

lion de roubles. Tous les mois, un convoi spécial, escorté par un plein wagon de soldats, part pour la capitale russe avec les fonds des caisses publiques.

Comment enlever, en faisant tuer le moins de monde possible, le trésor qui servira très utilement la propagande polonaise?

Le problème à résoudre consiste à réaliser, sans donner l'éveil, la concentration des effectifs nécessaires, à mettre la main, par un coup de force, sur l'argent, puis à se disperser.

Les trois phases de l'opération ont chacune leur importance et leurs difficultés.

Les effectifs tout d'abord : il faut assez d'hommes pour décourager d'avance toute tentative de résistance. Mais il n'en faut pas trop. Car plus ils seront nombreux et plus les risques augmentent au moment de la concentration et surtout de la dispersion.

Vers la fin de l'après-midi, le train contenant l'argent arrive dans la gare de Bezdani. Le convoi est ainsi composé : après la locomotive et le tender, le wagon soigneusement scellé qui transporte les liasses de billets de banque et les pièces d'or, puis le wagon de l'escorte : une vingtaine de soldats commandés par un sous-officier, baïonnette au canon, les fusils chargés, puis deux ou trois wagons de voyageurs.

A peine le train s'est-il arrêté qu'une bombe est jetée sous la voiture de l'escorte, produi-

sant une formidable explosion, mais faisant beaucoup plus de bruit que de mal. Deux ou trois soldats seulement sont blessés. Cris, désarroi, les soldats ouvrent précipitamment les portes des deux côtés de la voiture pour descendre sur le quai. Mais les assaillants ne leur en laissent pas le temps. La fumée de l'explosion n'est pas encore dissipée que, dans l'embrasure de chacune des portes, une dizaine de revolvers se tendent automatiquement en même temps que retentit une voix impérieuse : « Haut les mains ! Que personne ne bouge ! »

Les soldats n'ont pas pu saisir leurs fusils. Toute résistance est impossible. Ils savent qu'au moindre geste de leur part une dizaine de revolvers partiront tout seuls. Le chef de l'expédition, soigneusement masqué, comme toute sa troupe, fait descendre les soldats un par un et leur ordonne de se ranger en ligne à côté du wagon. Deux assaillants, faisant aussitôt main basse sur les fusils, les cartouchières, les transportent dans le tender de la locomotive. Quatre hommes ont arrêté de même et, par les mêmes procédés, le chauffeur et le mécanicien du train qui, sur le quai, regardent avec une certaine indifférence se dérouler cette scène inattendue. Ils sont polonais l'un et l'autre et cette attaque, dont ils comprennent tout de suite la signification, n'a pas l'air de leur causer un très vif déplaisir.

Les voyageurs inquiets, affolés, montrant

leur tête à chaque fenêtre du compartiment, se demandent ce qui arrive.

— Il ne vous sera fait aucun mal, leur crie-t-on. Fermez immédiatement toutes les fenêtres et que personne ne bouge de sa place.

Deux des conjurés ont, pendant ce temps, détaché du restant du convoi la locomotive et le wagon du trésor. Le chef de gare avait tout de suite essayé de donner l'alarme en télégraphiant à la gare voisine; mais le télégraphe est muet, les fils ayant été coupés préalablement, pas en un seul endroit, mais en plusieurs, de manière à rendre la réparation longue et difficile.

Le mécanicien de la locomotive et son aide, abandonnés sur le quai en même temps que les soldats, tous les assaillants, une trentaine environ, grimpent immédiatement les uns sur la locomotive et le tender, les autres dans le wagon au trésor, dont ils ont fait, à coups de pince, sauter les fermetures.

Un autre mécanicien et son aide, tenus tout prêts, mettent en marche le convoi qui démarre et disparaît.

L'opération n'a pas duré cinq minutes. Le train ainsi délesté s'arrête à une quinzaine de kilomètres de là, au milieu d'une grande forêt. Les auteurs de l'attentat se partagent immédiatement le butin, chacun d'eux prenant sa charge égale de billets et de pièces d'or. Un reçu en règle est laissé dans le wagon mainte-

nant vide de son contenu. Il est ainsi libellé :

« Le parti révolutionnaire polonais vient de confisquer tant de liasses de billets, tant de rouleaux d'or volés par les autorités russes à la Pologne. Ils serviront à alimenter ses caisses. »

La nuit est tombée. Il s'agit maintenant de mettre à profit les quelques heures de répit qui restent, jusqu'à l'aube suivante, pour effectuer la dispersion. C'est de beaucoup la partie la plus dangereuse de cette opération. Le succès est maintenant une question de ruse et surtout de rapidité. Vers le milieu de la nuit, les soldats qui sont allés à pied jusqu'à la petite ville voisine ont réussi à donner l'alarme. Policiers et gendarmes sont alertés de tous côtés. Des battues sont organisées dans toute la région. Toutes les routes sont gardées. Tous les individus plus ou moins suspects sont arrêtés, interrogés, fouillés.

Ces coups de main étaient d'ordinaire si bien préparés que, sauf en de très rares exceptions, tous ceux qui y participaient réussissaient à se sauver, à passer à travers les mailles de ce filet.

Les auteurs de ces expéditions risquaient leur vie et ils ne l'ignoraient pas. Ceux qui étaient pris étaient pendus ou envoyés au bagne. Mais ils trouvaient presque toujours, de la part des populations, tous les concours, toutes les complicités dont ils avaient besoin.

Les uns se terraient dans les fermes isolées où ils restaient des jours, des semaines, en attendant que la surveillance fût relâchée; d'autres se déguisaient en marchands ambulants, en paysans; l'argent était quelquefois enterré dans une cachette très sûre pour être déterré plusieurs mois plus tard.

Pilsudski réussit ainsi un certain nombre de coups qui procuraient à son parti les fonds nécessaires pour la propagande, journaux, tracts, missions à l'étranger, etc.

Devenu maréchal, maître tout-puissant de la Pologne, vous l'auriez beaucoup étonné si vous lui aviez dit que les règles de la stricte morale ne sont pas sans réprover quelque peu ces sortes d'expéditions ressemblant par certains côtés à des actes de brigandage.

Pilsudski eût répondu qu'il se trouvait en état de guerre ouverte contre la Russie et que la guerre excuse tout.

Cette raison-là, pour lui primordiale, l'eût dispensé à coup sûr de vous en fournir aucune autre.

Une bombe sur le gouverneur

Voici maintenant un autre de ces actes terroristes conçu, exécuté d'une tout autre manière, pour un objectif tout différent.

Durant la période révolutionnaire qui a suivi la guerre russo-japonaise, alors que des actes d'insurrection se sont multipliés en Pologne, le gouverneur général de Varsovie, le général Skalon, s'est signalé par la cruauté, la férocité de sa répression. Il a fait pendre et fusiller un certain nombre de Polonais. Leurs camarades, réunis en comité qui prend la forme d'un tribunal, ont décidé qu'il méritait la mort et qu'il serait exécuté à la première occasion. Il a été prévenu de sa condamnation par une lettre officielle du parti. Il sait que cette menace n'est pas vaine et que tout sera fait par les révolutionnaires pour qu'elle soit mise à exécution. Enfermé, terré dans son palais, sous la protection d'une garde très forte de policiers, de gendarmes, de soldats, il reste pendant des semaines et des mois sans sortir. C'est le seul moyen, d'après lui, d'échapper à la bombe ou aux coups de revolver. Impatients, furieux, les révolutionnaires cherchent comment ils arriveront à le débusquer de son palais, à l'obliger à se montrer au dehors.

Après avoir longtemps cherché une solution, ils finissent par la trouver.

Dans le restaurant le plus élégant de Varsovie, plein de convives, hommes et femmes, un capitaine de la garde impériale s'arrête subitement devant une table où le consul général d'Allemagne était en train de dîner avec quelques amis.

Il l'insulte, l'outrage, le traite de malappris, de goujat, sous prétexte qu'il aurait trop fixément regardé pendant le repas une des dames de l'assistance.

Ce grave incident diplomatique produit immédiatement une vive émotion dans toute la capitale.

Le télégraphe joue quelques heures plus tard entre Varsovie et Berlin, puis entre Berlin et Saint-Pétersbourg.

Le Kaiser, qui ne plaisante pas en ces matières, intervient personnellement pour que l'outrage infligé à son représentant, ayant été public, une satisfaction publique soit immédiatement donnée à l'Allemagne avant même de connaître les résultats de l'enquête en cours. Le général Skalon reçoit de Saint-Pétersbourg l'ordre formel de se rendre immédiatement, en grand uniforme, au consulat général germanique pour y présenter les excuses du gouvernement russe.

Force lui est de s'exécuter.

C'est sur quoi comptaient les conjurés quand ils ont ourdi savamment ce coup, car le capitaine de la garde, cela va sans dire, était un des leurs, un révolutionnaire polonais déguisé en officier.

Or, quelques semaines auparavant, un jeune ménage appartenant en apparence à la meilleure société, avait loué tout le deuxième étage d'un luxueux immeuble qui se trouvait juste

au débouché d'une rue avoisinant le palais du gouverneur, sous les fenêtres duquel devait nécessairement passer sa voiture quand il entrait ou sortait de chez lui. La police, si soupçonneuse qu'elle puisse être, ne saurait trouver étonnant qu'un couple bien renté, ayant de nombreux domestiques, vienne s'installer dans cette maison.

Le lendemain du jour où l'altercation s'est produite, vers la fin d'une matinée ensoleillée, deux jeunes dames sont tranquillement assises sur un balcon de l'appartement. L'une ayant disposé devant elle une corbeille toute remplie d'écheveaux de laine, travaille comme si de rien n'était à sa tapisserie, l'autre la regarde faire et cause avec elle négligemment. Une certaine agitation se marque dans le palais gouvernemental. Les gardes sont renforcés, des gendarmes vont et viennent. Un moment après, la grande grille s'ouvre subitement; le général Skalon, entouré d'une imposante escorte, apparaît dans son grand landau d'honneur.

Au moment où sa voiture passe sous les fenêtres de l'appartement, la jeune dame à la tapisserie, se baissant, prend tranquillement dans la corbeille de laine, dissimulée sous les écheveaux, une bombe qu'elle laisse tomber avec un sang-froid étonnant, juste au milieu de la calèche. Cette bombe-là n'explose pas, comme par un miracle. Toujours avec le même sang-froid, elle en prend aussitôt une autre

qu'elle lance dans la même direction; mais ce retard de quelques secondes a permis à la voiture de poursuivre sa marche. La bombe, au lieu de tomber sur le milieu de la calèche, n'atteint que l'arrière de la capote. Une terrible explosion, quelques cavaliers de l'escorte sont tués, mais le général s'en tire avec une légère blessure.

Au milieu de l'agitation qui se produit, les deux jeunes dames, avec une décision étonnante, ont quitté leur appartement; descendant les escaliers quatre à quatre, elles ouvrent la porte principale de la maison juste au moment où s'y précipitaient les policiers.

— Pouvez-vous nous dire ce qui se passe? dit imperturbablement l'une d'elles au chef de la police. Nous arrivions dans l'escalier pour aller faire visite à nos amis et voici que nous entendons tout ce fracas.

Dérouté par cette assurance, le policier, sans faire plus attention à elles, se jette dans la maison à la tête de ses hommes.

— Fouillez de fond en comble la maison! s'écrie-t-il, cependant que les prétendues visiteuses, se glissant, se perdant dans la foule, disparaissaient.

Or, l'une de ces deux dames qui firent preuve de ce miraculeux sang-froid devait épouser, par la suite, un diplomate polonais

que j'ai eu le plaisir de rencontrer pendant un de mes nombreux voyages. Il était devenu ambassadeur ; il représentait son pays dans une grande capitale. Il était un des amis les plus intimes, un compagnon de lutte de Pilsudski.

CHAPITRE V

LA GRANDE GUERRE ET LA POLOGNE ÉCARTELÉE

28 juin 1914, assassinat de l'archiduc François-Joseph à Serajevo; trois semaines après, ultimatum de l'Autriche à la Serbie; dix jours plus tard mobilisations et déclarations de guerre.

Les événements se sont succédé sur un rythme si rapide que les Polonais comme les autres belligérants d'ailleurs, ont eu à peine le temps de se ressaisir, de se rendre un compte exact du terrible drame dans lequel ils vont, les uns et les autres, se trouver, pour une longue, très longue période, enveloppés.

« La guerre civile, a dit Anatole France, a cette supériorité sur la guerre étrangère que l'on sait au moins qui l'on tue. »

Pour les Polonais, la guerre commençante va être à la fois une guerre étrangère et une

guerre civile, puisqu'ils seront obligés de se battre les uns contre les autres, la Pologne russe contre la Pologne allemande et la Pologne autrichienne.

Le début des hostilités soulève pour eux toute une série de cas de conscience, véritablement angoissants.

Dans chacun des autres pays qui s'affrontent, les armes à la main, l'objet de la guerre est très clair, très précis. Pour les Polonais, au contraire, il demeure entouré d'un impénétrable mystère. Que leur rapportera la victoire ou la défaite de l'un des deux blocs puissants qui s'affrontent? A pareille question, il est difficile sinon impossible de fournir une réponse satisfaisante. Que vaut-il mieux pour la Pologne? Le triomphe de l'Entente ou celui des empires centraux?

Chacun se le demande et personne au fond n'en sait rien.

Pour expliquer en quel état matériel et moral va se trouver, pendant longtemps, ce pays, ses perplexités, ses hésitations, ses divisions, le choc des tendances opposées, il est d'abord et avant tout indispensable de renoncer à toute règle logique, de dépouiller tout esprit cartésien.

On risquerait sans cela de ne rien y comprendre du tout.

La première opposition qui se marque chez

les Polonais, qui met aux prises les uns et les autres, est celle des gens raisonnables, sensés, pratiques, positifs, contre les excités, les exaltés, les chimériques.

Elle est entre ceux qui veulent faire quelque chose et ceux qui ne veulent rien faire.

Nous en avons assez dit sur Pilsudski pour être sûr qu'il va s'enrôler très ardemment parmi les premiers. La Pologne, d'après lui, périra peut-être, mais il faut qu'elle s'affirme, qu'elle se manifeste. Ses droits à l'indépendance n'ont jamais été prescrits, parce qu'ils sont imprescriptibles. Par une chance inespérée pour elle, ses copartageants, ses ennemis de jadis et de toujours, après avoir été constamment d'accord depuis un siècle, vont maintenant, pour la première fois, se battre entre eux. Il faut que la Pologne profite de cette guerre. Son indépendance doit en sortir. Que les Russes luttent contre les Allemands, les Allemands et les Autrichiens contre les Russes! Les Polonais, eux, ne doivent se battre que pour la Pologne.

— C'est plus facile à dire qu'à faire, répondent les timorés, les sages, les partisans de l'inaction. Pratiquement cette attitude ne saurait aboutir qu'à une nouvelle insurrection, à un nouveau massacre, à une nouvelle saignée.

— Qu'importe? réplique Pilsudski. Nous succomberons peut-être; mais il nous restera l'honneur!

La querelle des orientations

Les premiers coups de fusil n'ont pas encore été tirés que déjà se pose pour la Pologne, dans les conditions les plus tragiques, ce qu'on pourrait appeler la querelle des orientations.

Que va faire, que doit faire, que peut faire la Pologne? Doit-elle se battre, doit-elle demeurer inactive, passive?

A cette question, Pilsudski et ses partisans qui lui sont dévoués corps et âme, répondent : « Elle doit se battre! »

Mais avec qui et contre qui?

Deux partis, deux états d'esprit qui se manifesteront durant toute la durée de la guerre apparaissent aussitôt.

A ceux qui souhaitent la victoire de l'Entente s'opposent ceux qui désirent sa défaite, parce qu'elle entraînera, du même coup, l'écrasement de la Russie.

Les habitants de la Pologne russe, dont Dmowski est le porte-parole, raisonnent de la sorte : « Si l'Entente et avec elle la Russie sont victorieuses, la Pologne tout entière se trouvera de nouveau réunie; l'unité nationale, détruite il y a cent cinquante ans, sera réalisée. Sans doute cette union s'accomplira-t-elle dans une absence de liberté, car la Russie victo-

rieuse ne relâchera pas, si peu soit-il, son étreinte. Mais les Polonais souffriront tous ensemble, ce qui représente malgré tout un certain avantage. Réunis sous le même joug, les mêmes lois, le même régime, ils seront mieux armés pour résister à leurs oppresseurs. »

Ainsi parlent les Polonais soumis à la Russie. Mais ceux de Galicie l'entendent tout autrement. Ils ne sauraient, de gaieté de cœur, se résigner à perdre les libertés très appréciables, le régime relativement privilégié dont ils jouissent depuis longtemps. Ils ne voient aucun avantage, mais au contraire de gros inconvénients à échanger le joug de l'Autriche contre le joug, beaucoup plus dur, de la Russie, Ils ont des droits, des privilèges, des universités que les Russes vainqueurs s'empresseront de confisquer. Ce qui s'est passé en Galicie au moment de l'avance moscovite leur donne entièrement raison. A peine les Russes avaient-ils la main sur Lvow qu'ils ne manquèrent pas de supprimer la grande université dont s'enorgueillissait cette ville.

C'est ainsi que, dès le début, se précisent, se heurtent les deux orientations.

Cette querelle, remarquons-le, se déroule sur le plan du raisonnement.

Pilsudski lui, et c'est là son originalité, sa force, se place dès le début sur un plan tout différent.

Entre la Russie d'une part, l'Autriche et

l'Allemagne de l'autre, il refuse obstinément de choisir. La question, selon lui, est mal posée. Les Polonais ne devront se battre pour aucun des deux adversaires. Ils doivent se battre seulement pour la Pologne.

Il refuse de s'enrôler et parmi les partisans de la Russie et parmi ceux de l'Autriche. Les premiers regardent du côté de Saint-Pétersbourg; les seconds du côté de Vienne. Parmi ces derniers figurent de nombreux et puissants personnages, tout le clan des députés polonais au Parlement autrichien, ayant à leur tête des hommes qui ont joué dans la politique autrichienne un rôle important. Bilinski, par exemple, pour n'en citer qu'un, qui a été ministre.

Non qu'ils souhaitent, d'une façon très vive, le triomphe de l'Autriche; mais ils désirent, ils appellent de tous leurs vœux la défaite de la Russie. Leurs aspirations, leur politique ne se fondent pas sur une affirmation, mais plutôt sur une négation.

Pilsudski, lui, se tient résolument en dehors de ces querelles.

Il est, par-dessus tout, un grand, un terrible réaliste. Les faits seuls l'intéressent, non les discussions abstraites, académiques.

Il reprendrait volontiers le mot fameux de Goëthe dans *Faust* : « Au commencement était l'action. »

Les hostilités ne sont pas encore engagées qu'il a déjà mobilisé sa petite armée. Elle est

des plus faibles, à coup sûr. Elle comprend des cadres plus que des soldats. Mais c'est un symbole, un noyau, autour duquel des forces plus importantes viendront, par la suite, s'agglomérer. L'essentiel est de montrer à tous, aux Polonais d'abord, aux Austro-Allemands ensuite, qu'il existe une armée polonaise, que les légions, qui n'avaient pas fait parler d'elles depuis les guerres napoléoniennes, sont en train de renaître à la vie.

Les puissantes, les colossales armées qui sont à la veille de se jeter l'une sur l'autre, achèvent à peine leur concentration que, désireux de frapper les premiers coups, Pilsudski, avec sa poignée de soldats, franchit allégrement la frontière et met rapidement la main sur Kielce, en Pologne russe. Son infanterie n'était pas très forte; quant à sa cavalerie, elle se composait en tout et pour tout de six hommes disposant de quatre chevaux.

Le caractère et le tempérament de Pilsudski se révèlent tout entiers dans ce premier coup de main, auquel il attache une grande importance à cause de sa valeur symbolique.

Doué d'une imagination très ardente, Pilsudski croit plus que personne aux symboles.

Connaissant bien les hommes, pour les avoir souvent maniés, il sait le secret des mobiles qui les mènent. Ce ne sont ni des idées abstraites, ni des mots, plus ou moins bien alignés, mais des faits, des actes. Pour les ébranler, les en-

traîner, il sied non point de s'adresser à leur raison, mais de toucher leur cœur.

Or, quoi de plus émouvant, de plus significatif que de voir une troupe polonaise, si faible soit-elle, composée uniquement, officiers et soldats, de Polonais, déployant un drapeau polonais, frapper le premier coup dans cette guerre, prendre vaillamment l'offensive au delà des frontières, pour s'emparer d'un territoire soumis depuis plus d'un siècle à la domination des Russes ?

Ce simple fait de guerre, fort mince en lui-même, ne peut pas ne pas s'imposer à l'attention de tous les Polonais d'abord, des autres belligérants ensuite.

C'est la preuve directe que la Pologne n'est pas morte, qu'elle ne demande qu'à ressusciter et qu'elle ressuscitera.

« Mes premiers combats »

Sur ses aventures, ses expériences à la tête de cette légion, nous possédons un document d'une importance capitale; il éclaire d'une façon saisissante la psychologie de ce chef : c'est un livre écrit par Pilsudski lui-même : *Mes premiers combats*, dans lequel il fait le récit détaillé, coloré, de cette extraordinaire expédition.

Après avoir connu, par deux fois, les geôles russes, Pilsudski, ne fût-ce que pour faire l'équilibre, devait, durant sa longue et tumultueuse vie de révolté, tâter des prisons allemandes.

C'est ce qui lui arrive en 1917. Pendant un an et plus, il est enfermé dans la forteresse de Magdebourg, coupé de toute communication avec l'extérieur. Pour un homme actif, impétueux comme lui, comment employer ces longues heures de captivité?

L'idée lui vient d'écrire par le menu l'histoire de sa légion pendant les premières semaines de la guerre. C'est un moyen, le seul en son pouvoir, de servir utilement la cause polonaise.

La guerre est presque toujours mieux racontée par les civils que par les militaires professionnels qui sont amenés fatalement à la voir, non pas dans le concret, mais dans l'abstrait, à la dépouiller de tout ce qu'elle a de vivant, d'humain, pour la réduire à un simple conflit de forces, aride, géométrique.

Pilsudski, quand il prend la plume, révèle un véritable talent d'écrivain. Il possède une vigoureuse logique, la clarté, une sensibilité frémissante. La joie, l'enthousiasme des premiers combats livrés contre les Russes débordent en lui. Il a de plus une sorte d'ironie froide et volontiers méprisante, surtout quand

il s'agit de raconter ses démêlés avec l'état-major autrichien.

Voici donc cette petite troupe, purement polonaise, armée de bric et de broc avec des armes démodées, dont les Autrichiens lui ont fait dédaigneusement cadeau, comme on jette un os à un chien : vieux fusils, deux ou trois canons, tirant à la poudre noire, ce qui, pour la première fois, étonne tellement les Russes qu'ils croient avoir affaire à une terrible ruse de guerre, contre laquelle ils multiplient les précautions. Les effectifs grossissent peu à peu, jusqu'à former une brigade.

C'est la fameuse *Première brigade* à laquelle tout Polonais est fier d'avoir appartenu. Composée de soldats dévoués corps et âme à Pilsudski, le « commandant », comme ils l'appellent, tous hardis et braves, ayant beaucoup d'entre eux risqué leur vie dans des complots et des conspirations, elle manifeste d'excellentes qualités militaires. Elle se bat avec beaucoup de courage et d'élan.

Quels seront ses rapports avec l'armée autrichienne, au milieu de laquelle elle se trouve?

Ces relations furent des plus étranges, telles que nous Français, avec notre esprit logique et clair, notre tendance à généraliser et à unifier, nous avons la plus grande peine à les concevoir. La forme de guerre moderne, où chaque unité combattante n'est qu'un rouage dans une immense machine, ne se prête guère à des

expériences de ce genre, permettant à quelques milliers d'hommes de constituer, au sein d'une armée, un organisme distinct et presque indépendant.

Il est indispensable d'abandonner toutes nos idées occidentales pour comprendre ce qui s'est passé là.

Le gouvernement, l'état-major autrichien ont évidemment toléré la formation, l'activité de cette première légion polonaise, à la tête de laquelle se trouve Pilsudski.

Pourquoi ont-ils accordé cette autorisation? Pourquoi laissent-ils se poursuivre cette étrange, cette paradoxale expérience? L'état d'esprit de ces dirigeants n'est pas, lui non plus, très clair ni très net. Ils sont partagés, tiraillés entre des désirs différents et même quelque peu contradictoires.

Ces soldats polonais brûlent du désir de se battre contre les Russes et tout fait croire qu'ils se battront fort bien. C'est un appui qu'il peut être intéressant d'utiliser. Pour lutter contre la puissante Russie, l'Autriche-Hongrie n'aura pas trop de toutes ses forces. Or la Pologne peut lui fournir une force supplémentaire.

Sans doute; mais cette force-là, si on la laisse par trop grandir et se développer, ne se retournera-t-elle pas un jour contre l'Autriche? Bien qu'ils ne soient pas d'ordinaire très intelligents ni très clairvoyants, les Autrichiens se rendent

tout de même compte que Pilsudski mène au milieu d'eux un jeu subtil, tortueux et un peu inquiétant. Ce n'est certes pas pour les beaux yeux de l'Autriche qu'il est en train de tirer l'épée. Quels sont ses desseins et où veut-il au juste en venir?

Au milieu de ces hésitations, de ces perplexités, l'Autriche se montre pendant longtemps incapable de prendre, en ce qui concerne ces légions polonaises, une décision franche, définitive. La clarté, la décision sont d'ailleurs contraires à sa nature, à son tempérament.

L'Autriche n'est pas une nation, mais un ensemble de nations, au milieu desquelles finit par s'établir, grâce à l'autorité, au prestige de la dynastie, un équilibre toujours plus ou moins instable. C'est le pays des compromis, des combinaisons, des demi-teintes. Quand il s'agit de ces combattants polonais, elle dit tantôt oui et tantôt non. Elle leur donne des armes et aussitôt après elle les leur retire.

Lorsque Pilsudski demande des canons, faute desquels il est impuissant, elle commence par les lui refuser; puis un officier, Polonais de naissance, incorporé dans l'armée autrichienne, lui abandonne quelques vieilles pièces hors d'usage.

Désireux d'étendre ses expériences, l'état-major autrichien décide de fonder quelques autres légions polonaises qui seront incorporées régulièrement dans son armée. Mais les

hommes et les chefs de la *Première brigade*, qui se considèrent comme une troupe plus qu'à demi indépendante, n'ont que mépris pour ces autres formations. Ils les désignent du nom injurieux de *kaka* (*Kaiserlich-Koeniglich*, impériales et royales). Quand on fait passer des chefs de ces légions dans la *Première brigade*, Pilsudski refuse de reconnaître leurs grades.

Un jeu de cache-cache

Alors commence entre l'état-major autrichien et la brigade de Pilsudski une invraisemblable, une effarante suite d'incidents. C'est un véritable jeu de cache-cache, où chacun cherche à surprendre l'autre et à le tromper. Les Autrichiens, qui tolèrent, sans plus, ce corps de francs-tireurs, s'efforcent de l'englober plus ou moins dans leur armée, quittes à le charger, en toute occasion, des missions les plus difficiles, les plus périlleuses.

Pilsudski, sans désobéir entièrement, sans trop tirer sur la corde, par crainte qu'elle ne casse, s'arrange pour n'obéir qu'à moitié. Il entend bien ne pas se laisser absorber; il prétend être un empire dans un empire, non pas une partie dans un tout. Il ne perd pas une occasion de montrer aux Autrichiens de quoi lui et ses soldats sont capables. Mais, cette preuve

administrée, il se garde de trop exposer ses hommes, de gaspiller leur existence pour une cause qui lui est parfaitement indifférente, et qui même, pour un peu, lui serait odieuse.

Lorsque l'accrochage des deux grandes armées se produit, les Russes, dès les premiers combats, marquent leur supériorité très nette sur l'armée autrichienne, manifestement incapable de soutenir leur choc. La retraite commence et voici Pilsudski, risquant d'être entraîné par elle, d'être emporté dans cette débandade. Il comptait bien se battre en Pologne russe : mais pour peu que les choses continuent de ce train, c'est vers l'Autriche ou vers la Hongrie que le flot des fuyards menace de l'emporter.

Pareille perspective n'est pas pour le tenter. Tous ses désirs, tous ses soucis visent maintenant à se dégager de l'armée autrichienne, à rompre les liens avec elle, à se cramponner, coûte que coûte, à la terre polonaise qu'il n'a aucun désir d'abandonner.

Aussitôt que la retraite des Autrichiens se précipite, un tragique cas de conscience se pose pour Pilsudski. Tandis qu'il suit à cheval la marche, à l'arrière de sa colonne, enveloppée, pressée de toutes parts par la longue ligne des convois autrichiens, il s'adresse à lui-même de très violents reproches.

« Eh ! oui, me répétais-je de dépit. Me voilà en train de servir deux maîtres à la fois, ce

qui n'est pas une décision. Ce n'est pas vers Cracovie que tu vas, mais droit sur Prague! »

La nuit tombe. Ses légionnaires, faute d'avoir trouvé un seul cantonnement, car tout a été pris par les Autrichiens, sont obligés de rester en plein air, au feu peu réchauffant du bivouac. Tandis que tous, officiers et soldats, recrus de fatigue, s'endorment d'un sommeil pesant, Pilsudski, pelotonné près du foyer dans son grand manteau, fumant cigarette sur cigarette, roule en lui de pénibles réflexions.

Voici une description nocturne, un tableau-tin de vie guerrière qui montre son talent d'écrivain :

« ...Le bivouac n'était d'ailleurs pas dépourvu de charme. La lune, déjà haute dans sa course, au milieu d'un ciel chargé de nuages, versait sur tous les objets des tons discrets d'un gris d'argent. A travers les branches, dans le lointain, scintillait la silhouette d'un vieux château en ruines sur la colline escarpée. Le murmure grave de la forêt nous arrivait sur les ailes du vent; les feux brillaient nombreux dans les broussailles, en donnant à tous les objets, par ses lueurs changeantes, des formes fantastiques. Au fond de mon âme affluaient, comme d'habitude, quand je me trouve au milieu des bois de pins, des souvenirs de jeunesse sur la Lithuanie, la Sibérie, les nuits de chasse passées comme ici, dans un demi-sommeil, près d'un feu allumé. Mais j'étouffai en moi cette

rêverie provoquée par le contact direct de la nature. Ma tête était sans cesse agitée des mêmes idées... »

Un général divisionnaire autrichien lui ayant donné l'ordre d'exécuter une reconnaissance, afin de couvrir la retraite de l'armée, une idée jaillit en lui : profiter de cette occasion inespérée pour s'échapper, s'évader de cette armée en retraite, fausser compagnie aux Autrichiens et se diriger vers Cracovie, capitale galicienne, à laquelle la légion polonaise restera obstinément accrochée.

Il lui suffit de jeter les yeux sur une carte pour découvrir que ce sera là une tâche difficile, sinon impossible à réaliser. Seule une chance providentielle, une marche de jour et de nuit extrêmement rapide, peut lui permettre d'accomplir ce tour de force. Il faut, en effet, qu'il se glisse, s'intercale entre les arrière-gardes autrichiennes et les avant-gardes russes qui sont déjà sur leurs talons. La moindre déviation, le moindre accident risquent de le faire tomber, lui et sa poignée d'hommes, entre les mains des Russes qui n'en feront qu'une bouchée.

La décision à peine prise, ce qui est très caractéristique de sa manière, il passe immédiatement à l'exécution. Toute cette région-là, fort heureusement, les plus petits chemins, les sentiers, les traverses, lui sont familiers, à ses hommes et à lui. Les populations polonaises,

hommes et femmes, habitants des villages, fermiers perdus à travers champs, s'ingénient à lui faciliter sa tâche. Après d'extraordinaires aventures, ayant failli, à diverses reprises, tomber entre les mains des Russes, s'étant même une fois intercalé entre les avant-postes et le gros d'une colonne russe appartenant à un des corps sibériens, il parvint à atteindre Cracovie.

Cette partie de la guerre est terminée pour lui. Que les armées autrichiennes poursuivent ou non leur retraite, il n'en a cure. Il a fait, pour le moment, quant à lui, sa paix séparée. L'effet recherché a été obtenu, la légion polonaise s'est affirmée sur les champs de bataille.

Le moment est venu de poursuivre le même objet patriotique, par des moyens différents.

Redevenant, après avoir été soldat, le vieux conspirateur, le révolutionnaire qu'il n'a jamais cessé d'être, Pilsudski fonde une organisation clandestine appelée P.O.W. (organisation militaire polonaise). C'est une ligue secrète, à la fois politique et militaire, tendant à couvrir la Pologne tout entière d'un réseau très serré de forces occultes, destinées à créer partout un corps de volontaires, prêts à tous les coups de main. Tant que l'ancienne Pologne russe est encore occupée par les armées moscovites, ses agents, hommes et femmes, sont obligés de passer, à chaque instant, d'un front dans l'autre, de franchir les lignes, afin de porter un peu partout les instructions du chef.

Pour ces sortes de missions extrêmement périlleuses risquant, pour ceux qui les remplissent, de se terminer devant un peloton d'exécution, il trouve des exécutants tant qu'il veut. Quand, au printemps de 1915, commence, sous les coups de Mackensen, l'ébranlement du front, puis la retraite des armées russes, la Pologne presque tout entière, Varsovie, l'ancienne capitale, sont réoccupées par les Austro-Allemands. Voici une nouvelle période, de nouvelles tribulations pour la Pologne. Le plus à craindre désormais, l'ennemi le plus dangereux, ce n'est plus le Russe qui est battu, mais l'Autrichien et surtout l'Allemand qui est victorieux.

Pilsudski rompt avec l'Allemagne.

Son arrestation

Vers la fin de 1916, la question des effectifs se pose pour l'Allemagne d'une manière angoissante. La bataille de la Somme a, sur le front occidental, soumis ses divisions à un véritable pilonnage, à une usure de plus en plus dangereuse. La campagne contre les Roumains la contraint à engager, à utiliser ses dernières réserves. Il ne lui reste plus d'hommes; et la preuve, c'est que Ludendorff s'apprête à opérer, pour la première fois, un vaste repli sur le front français. Si cette pénurie se main-

tient, et à plus forte raison si elle s'aggrave, l'Allemagne est menacée de perdre la guerre dans les premiers mois de 1917.

Elle l'aurait certainement perdue si le gouvernement français n'avait pas commis la faute de provoquer, juste à ce moment, une crise dans le haut commandement, de renvoyer le généralissime Joffre, ce qui entraîna comme conséquence l'ajournement pendant de longs mois de la grande offensive prévue, préparée par ce dernier pour le mois de février 1917.

Or, tandis que l'Allemagne, obligée de racler ses fonds de tiroirs, d'appeler ses classes les plus jeunes, trouvait de plus en plus difficilement des soldats, la Pologne, elle, au contraire, regorgeait de jeunes hommes qui auraient pu, s'ils l'avaient voulu, devenir d'excellents combattants.

Ludendorff mène de plus en plus le jeu. Le pouvoir civil lui est de plus en plus subordonné. C'est lui seul qui gouverne, comme il le fait bien voir, lorsqu'il impose la guerre sous-marine à outrance, bien qu'elle risque de faire automatiquement entrer l'Amérique dans le conflit. Il lui faut d'abord et avant tout des recrues. La Pologne lui fait l'effet d'un vaste réservoir de troupes inutilisées jusqu'ici. La grande, la seule affaire à ses yeux est de mettre la main sur ces soldats. L'Allemagne, tout entière à ces desseins, va faire de grandes promesses à la Pologne. Ces promesses, qui ne lui

coûtent guère, visent l'autonomie, l'indépendance qu'elle fait miroiter à ses yeux.

Une proclamation des empereurs constitue en Pologne un embryon de gouvernement indépendant. En attendant la désignation du futur souverain, pour lequel Vienne et Berlin risquent de ne pas s'entendre, il est constitué un Conseil de régence, composé de trois grands personnages polonais, dont le cardinal-archevêque de Varsovie. Les Allemands lui remettent un certain nombre d'administrations, notamment l'enseignement, avec cette réserve que les chefs militaires, les seuls maîtres, en conserveront le contrôle. Ils proposent — c'est surtout à cela qu'ils tiennent — la création d'une grande et puissante armée polonaise.



Voici pour la Pologne, particulièrement pour Pilsudski, une grave, une terrible question qui se pose subitement. Convient-il d'accepter cette proposition germanique, d'aider à la formation de cette armée nationale qui pourra par la suite jouer un rôle essentiel pour le rétablissement de l'indépendance polonaise?

Pilsudski n'a-t-il pas de tout temps désiré, poursuivi la réalisation de cette armée?

Sans doute, mais il y a armée et armée. Celle que les Allemands proposent sera-t-elle

vraiment polonaise ou simplement une annexe, une dépendance de l'armée germanique?

Pilsudski n'hésite pas un instant. Il décide de repousser cette proposition allemande. Sa consigne est : « Pas un homme pour cette armée! »

Fureur des Allemands qui ne s'attendaient pas à ce refus. Les incidents se multiplient. Le plus gros, le plus significatif est celui des légions qui, invitées à prêter serment au nouveau gouvernement, refusent à l'unanimité. Les relations, déjà tendues, se rompent. Pilsudski est arrêté par les autorités germaniques, emmené en Allemagne et emprisonné à la forteresse de Magdebourg. Quant à son ancienne légion, ses soldats sont enfermés dans un camp de concentration où ils subissent le rigoureux traitement que les Allemands, passés maîtres en cet art, savent infliger à tous ceux qui ont l'audace de contrecarrer leurs desseins.

Pour Pilsudski, son rôle de guerre est terminé. Désormais, pendant plus d'une année, jusqu'à l'armistice, il sera coupé de toute communication avec son pays.

La Pologne, pomme de discorde

Trois Etats de proie, Russie, Prusse, Autriche, se sont, pendant près d'un siècle et

deux, la Pologne russe ayant entièrement été reconquise par eux. Il semble qu'il doive être plus facile d'opérer un partage à deux qu'à trois, puisque chacun des deux est en état de recevoir une portion plus copieuse. Quelque paradoxal que cela puisse paraître, les difficultés cependant, par suite de l'élimination du Moscovite, ne sont pas diminuées, mais au contraire augmentées.

Autrichiens et Allemands se voient arrêtés par un obstacle insurmontable, dès qu'ils ont à se mettre d'accord sur ce problème polonais. Chacun d'eux propose une solution, que le partenaire s'empresse aussitôt de refuser. Le désaccord subsiste et même il ne fait que s'aggraver pendant toute la durée des hostilités.

Que veulent les Autrichiens, si tant est qu'ils le sachent exactement? Car leurs hommes d'Etat, presque toujours médiocres, arrivent malaisément à formuler, qu'il s'agisse de la Pologne ou de l'Italie, une politique nette, un programme d'action précis.

La Russie, elle, avait du moins ses idées sur la Pologne. Ces idées étaient mauvaises et même détestables; mais elles avaient le mérite d'exister. Elle entendait maintenir ce pays dans un état d'entière dépendance. Le manifeste du grand-duc Nicolas, généralissime des armées russes, au début de la guerre, n'avait donné le

change à personne, pas plus aux Russes qu'aux Polonais. Ceux-ci le considéraient comme une promesse vide de sens, une supercherie pure et simple. Le seul fait qu'il n'avait pas été signé par l'empereur lui enlevait par cela même toute valeur.

Les Autrichiens, dès que, grâce aux Allemands, ils remportèrent la victoire sur le front oriental, élaborèrent leur programme polonais. Il consistait à réunir à la Galicie toute la Pologne russe et à faire de l'ensemble un royaume distinct, dépendant, comme la Hongrie, de la couronne impériale, sous l'égide de l'empereur François-Joseph. L'Autriche-Hongrie, au lieu de constituer une monarchie *dualiste*, serait devenue *trilateraliste*. Elle aurait été constituée de l'Autriche, de la Hongrie, de la Pologne avec ses dépendances, l'élément slave venant ainsi balancer, pour le plus grand bien des dirigeants viennois, l'élément magyar, toujours plus ou moins indocile, difficile à manier.

Que valait cette conception? Était-elle réalisable? Les Hongrois l'auraient-ils acceptée? Les Tchèques se sentant frustrés n'auraient-ils pas manifesté leur mécontentement et leur fureur? Tout autant de questions auxquelles il est difficile et d'ailleurs inutile de répondre, puisque, par la simple opposition de l'Allemagne, ce plan-là était mort, avant d'avoir vécu. Jamais les Allemands n'auraient, un seul instant, consenti à lui accorder leur adhésion.

Il fallait aux dirigeants de Vienne une méconnaissance singulière de la mentalité germanique, pour s'imaginer que les civils comme les militaires accepteraient la seule idée d'une Pologne démesurément agrandie, passant sous l'influence de l'Autriche. Cette politique était entièrement contraire à leurs aspirations, à leurs intérêts.

Les Allemands ont toujours considéré l'Autriche comme un Etat profondément allemand, soumis à leur influence et destiné, par l'histoire, par la nature, à la subir de plus en plus. L'Autriche, c'est le « brillant second », comme le proclamait Guillaume II dans sa dépêche à François-Joseph. Plus on augmentait dans cet Empire disparate l'importance numérique des Slaves et plus on diminuait celle des Allemands, qui risquaient de se trouver submergés, anéantis au milieu de populations non germaniques. L'emprise de Berlin sur Vienne en serait affaiblie d'autant.

A ce plan autrichien, contre lequel ils se prononcèrent dès le début, ce qui lui enlevait toute chance de se réaliser jamais, les Allemands en opposaient un autre, consistant à créer un tout petit royaume polonais, composé de la Pologne russe, légèrement diminuée, à la tête duquel serait placé un souverain germanique, docile aux ordres de Berlin.

Les deux conceptions ainsi dressées l'une contre l'autre, jamais une entente ne put se réa-

liser entre Berlin et Vienne. La guerre avait beau se prolonger, aucun accord n'était en vue.

Faute d'une solution franche, nette, il fallut bien se contenter d'un compromis. Les deux empereurs lancèrent, en mars 1916, un manifeste annonçant la formation d'une Pologne soi-disant indépendante, pourvue d'un Conseil d'Etat, qui s'efforceraient de créer non pas un gouvernement, car le seul gouvernement c'était celui des militaires occupant avec leurs armées le pays, mais un semblant d'administration autonome.

Pilsudski, ce qui ne manque pas d'une certaine ironie, fit partie de ce Conseil d'Etat, avec mission de s'occuper des affaires militaires.

Nous voilà en pleine comédie!

« Puisque vous me promettez l'indépendance, disait aux occupants Pilsudski, donnez-la-nous sans retard. Nous prenons acte de votre promesse. Laissez-nous libres de nous organiser à notre guise. »

Demander aux Allemands d'abandonner la Pologne à elle-même, c'est-à-dire d'évacuer avec leurs troupes le pays, paraissait aux dirigeants germaniques une plaisanterie et même assez mauvaise. Le fameux Conseil d'Etat n'était qu'un moulin, qui tournait à vide.

L'effondrement du front russe

Comme si la situation pour la Pologne n'était pas déjà assez compliquée, assez changeante, voici que la révolution russe, en mars 1917, apporte automatiquement de nouvelles complications, de nouveaux changements.

Le régime tsarien, qui avait été de tout temps le principal ennemi de la Pologne, s'effondre du jour au lendemain. Sa chute transforme du tout au tout la situation pour les Polonais, elle leur ouvre des perspectives toutes nouvelles.

Libre de ses mouvements, nul doute que Pilsudski n'eût songé à exploiter cette occasion inattendue. Il pouvait changer du jour au lendemain tous ses plans — ce qui n'était pas fait pour l'effrayer, tout au contraire — passer chez les Russes, essayer de constituer, au milieu de l'effondrement de leurs armées, une force combattante composée des centaines de mille Polonais qui s'étaient battus, jusque-là, en Russie.

Mais rien à faire : il est en prison.

Après la première révolution russe et le gouvernement du faible, de l'imbécile Kerensky, survient le coup d'Etat bolchevique. Les dirigeants soviétiques font à Brest-Litovsk une paix séparée. Les plans de l'état-major allemand, qui n'a pas pu tirer de la Pologne ce

qu'il en attendait, à savoir des hommes, prennent désormais une tout autre direction. Ils se concentrent autour de l'Ukraine que les Allemands vont s'efforcer de reconstituer, d'agrandir, en lui attribuant le plus possible de terres polonaises. Une des légions polonaises, commandée par Haller, se réfugie chez les Russes, d'où elle sera finalement transportée par Arkhangel sur le front français. Elle deviendra, après l'armistice, un des noyaux de la future armée polonaise.

Ludendorff, maintenant, ne songe qu'à réduire, à rogner le plus possible la Pologne. Il lui a déjà enlevé ses territoires ukrainiens; il lui enlève de même la Lithuanie. Elle devra, d'après son dessein, comprendre avec Varsovie cinq ou six millions à peine d'habitants.

Les relations sont de plus en plus mauvaises entre les autorités allemandes et la Pologne. L'organisation révolutionnaire créée par Pilsudski, la P.O.W., entre en action. Les attentats contre les Allemands se multiplient; de nombreux actes de terrorisme sont commis: le chef de la police allemande à Varsovie, à qui on reproche sa dureté, est assassiné.

Depuis l'effondrement du front russe, à plus forte raison depuis la paix séparée de Brest-Litovsk, qui laisse à l'Allemagne et à l'Autriche les mains complètement libres à l'est, c'est à l'ouest, sur le front de France, que se jouent les destinées et l'avenir de la Pologne.

Si les Puissances occidentales, France, Angleterre, Italie, sans oublier les Etats-Unis, succombent, la Pologne demeurera esclave. Si au contraire elles triomphent, leur victoire seule sera capable d'imposer aux Austro-Allemands sa résurrection.

C'est un fait capital que nul, parmi les Polonais conscients et réfléchis, n'a le droit d'ignorer et dont aucun d'eux ne saurait perdre le souvenir.

Quand la défaite de Ludendorff se précise, quand il est obligé de demander et d'accepter l'armistice, alors, mais alors seulement, la Pologne, libérée de l'étreinte allemande, commence à redevenir elle-même.

Libération brusquée de Pilsudski

Deux jours avant cet armistice, le 9 novembre 1918, deux officiers allemands en civil, dont l'un est le comte Harry Kessler, se présentent à la citadelle de Magdebourg. Ils viennent annoncer à Pilsudski, qui, certes, ne s'y attendait guère, qu'il est libre. L'état troublé de l'Allemagne, où gronde la révolte des soldats, la menace d'une révolution communiste, l'obligent, lui disent-ils, à partir sur-le-champ et tel qu'il est, sans même avoir le temps de faire ses paquets.

A quel mobile obéissent au juste les dirigeants germaniques en lui rendant, d'une manière aussi subite, aussi précipitée, sa liberté?

Est-ce pour devancer une libération que les révolutionnaires n'auraient pas manqué de décider quelques jours plus tard?

Ne serait-ce pas pour le compromettre aux yeux des Alliés, en le représentant comme ayant reçu de l'Allemagne cette faveur, ce traitement privilégié, encore que quinze mois de captivité puissent difficilement passer pour un privilège?

Les Allemands, se disent-ils que la brusque arrivée de Pilsudski à Varsovie risque de brouiller les cartes, de créer sur les rives de la Vistule un nouveau gouvernement polonais qui entrera en opposition, peut-être en conflit avec le comité polonais, alors tout-puissant, de Paris?

Le comte Kessler, chargé de libérer Pilsudski, vient, dans un article récent de la *Revue de Paris* (15 juin 1935), de fournir une réponse à quelques-unes de ces questions.

Le récit de cette aventure est intéressant à plus d'un titre, et par ce qu'il dit, et plus encore peut-être par ce qu'il ne dit pas.

Le comte Kessler, qui connaissait déjà Pilsudski pour l'avoir rencontré sur le front de Volhynie, en 1915, est, quelques jours avant l'armistice, au moment où le front allemand commençait à s'ébranler, chargé par son gou-

vernement de se rendre en toute hâte à Magdebourg et de sonder adroitement Pilsudski afin « de voir s'il y avait lieu de compter sur lui pour nous appuyer en Pologne ».

Les dirigeants germaniques songent donc, en délivrant Pilsudski, d'abord et avant tout à s'en servir pour leurs propres intérêts. Ce qui les encourage dans cet espoir est une conversation ayant eu lieu, trois ans auparavant, entre Kessler et Pilsudski. Ce dernier aurait formellement déclaré que « autant il souhaitait l'union de la Galicie avec la Pologne russe (l'ancien royaume), autant il se défendait, en revanche, de toute visée sur la Prusse orientale ou sur d'importants territoires de la Posnanie, du moins en ce qui le concernait lui et la génération actuelle ».

Cette conversation est-elle authentique?

Pilsudski, ainsi que l'affirme son interlocuteur allemand, a-t-il tenu de pareils propos? Ce n'est pas, à la rigueur, impossible, Pilsudski à cette époque est violemment hostile à la Russie; il ne l'est pas, en principe, à l'Allemagne.

Il peut difficilement espérer, d'autre part, qu'un concours extraordinaire de circonstances impossibles à prévoir permettra à la Pologne de réaliser ses aspirations nationales, aussi bien contre le Germain que contre le Russe.

Pilsudski, interrogé par Kessler dans sa forteresse, répond « qu'il lui a exposé ses vues politiques en 1915 et que, depuis lors, il n'a

rien changé à ses conceptions fondamentales ».

Encouragés par cette assurance, les dirigeants allemands, selon les dires de Kessler, auraient alors songé à libérer Pilsudski. Le général Hoffmann, commandant en chef du front est, voulait obliger Pilsudski à déclarer par écrit et sur l'honneur qu'il n'entreprendrait jamais rien contre l'Allemagne. Une déclaration formelle fut rédigée dans ce but. Le diplomate Kessler, beaucoup plus intelligent que le militaire, objecte aussitôt que Pilsudski refusera très certainement de signer un pareil engagement!

Or, la révolution éclate en Allemagne.

Si Pilsudski n'est pas libéré tout de suite, il risque de l'être, d'une minute à l'autre, par les révolutionnaires qui s'empressent, un peu partout, d'ouvrir toutes grandes les prisons. Mieux vaut, se disent les Allemands, prendre les devants, se donner, aux yeux du futur maître de la Pologne, l'apparence d'un procédé bienveillant à son égard.

Le 6 novembre, Kessler arrive à Magdebourg, avec prière d'attendre la décision gouvernementale. Le 8, soit trois jours avant l'armistice, il reçoit l'ordre de délivrer Pilsudski même sans aucun engagement de la part de celui-ci. Cet ordre n'est plus d'une exécution très facile. Le Comité des ouvriers et soldats a mis la main sur les chemins de fer.

Kessler, déguisé en civil, car un peu partout

les officiers sont désarmés, dégradés par leurs hommes, se rend à la citadelle, voit Pilsudski, lui annonce à brûle-pourpoint qu'il est libre et qu'une automobile va l'amener, en toute hâte, à Berlin, d'où il prendra le premier train pour Varsovie.

« Pilsudski, écrit Kessler, reçut cette nouvelle inattendue avec une politesse pleine de dignité, à la polonaise. »

Une voiture les conduit à Berlin.

Le lendemain, Kessler, revêtant son uniforme, remet cérémonieusement son épée à Pilsudski qui part le jour même pour la Pologne.

Une semaine plus tard, Kessler, nommé ministre d'Allemagne à Varsovie, en présentant à Pilsudski ses lettres de crédit, lui fait cette déclaration :

« Nous avons l'un et l'autre l'insigne honneur et la commune tâche de faire passer nos deux peuples de l'ancienne inimitié à une amitié nouvelle. »



Il y a, comme on dit, à boire et à manger dans cet intéressant récit.

Kessler, tirant visiblement la couverture à lui, essaie de faire croire que la sympathie de Pilsudski pour l'Allemagne est ancienne et pro-

fonde. Il oublie un peu trop que les Allemands ne l'en ont pas moins mis et maintenu quelque deux années en prison, ce qui était, certes, de nature à tempérer sa germanophilie, à supposer qu'elle ait jamais existé.

Essayer de faire croire, par ailleurs, que Pilsudski, s'il avait été abandonné à lui-même, n'aurait pas revendiqué le « corridor », Dantzig, ni aucune partie de la Poméranie polonaise, c'est aller un peu loin. En agissant de la sorte, Pilsudski aurait trahi, purement et simplement, les intérêts les plus évidents, les plus sacrés de la Pologne.

CHAPITRE VI

APRÈS UNE GUERRE, UNE AUTRE

A son arrivée à Varsovie, un dimanche, dans quel état Pilsudski trouve-t-il son pays? La situation est, comme on pense, des plus confuses. Pilsudski, coupé depuis longtemps de la Pologne, privé de toute information, est pareil à un homme qui tomberait subitement du ciel sur une terre inconnue. Le gouvernement est théoriquement aux mains du Conseil de régence, exercé par trois hommes sans énergie, sans autorité, en butte à toutes les critiques, à toutes les attaques, nécessairement impopulaires, parce qu'ils doivent leur nomination à une décision des ennemis. Le pouvoir, qu'ils sont hors d'état d'exercer, ils n'ont rien de plus pressé que de le remettre entre les mains de Pilsudski.

La Pologne est maintenant indépendante, mais elle est, si l'on peut dire, nue comme un

ver. Les Allemands, depuis le temps qu'ils l'occupent, l'ont vidée de tout. Elle a été foulée, piétinée, pillée par de grandes armées qui se sont battues sur son territoire, par le va-et-vient incessant des troupes en présence.

Investi du pouvoir suprême, la première préoccupation de Pilsudski est de constituer un gouvernement. Pendant trois jours, il reçoit sans arrêt les représentants des partis, chacun d'eux lui exposant des opinions différentes et souvent contradictoires.

Le gouvernement auquel il finit par se décider est un ministère d'union, de coalition, où non seulement tous les partis, mais toutes les provinces sont représentés.

Chose des plus graves, le pays, serré, coincé comme dans un étau entre la Russie à l'est, l'Allemagne à l'ouest, subit le double effet, la double attraction de la révolution bolchevique, alors en pleine force, en pleine ascension, et de la révolution spartakiste, qui commence à se déchaîner en Allemagne.

Pourra-t-il résister à cette contagion, à cette infection communistes qui le menacent sur chacune de ses frontières?

Pilsudski, ancien socialiste, se rend compte qu'il est impossible de ne pas faire participer au gouvernement des représentants de la classe ouvrière. C'est le seul moyen, selon lui, de contenter ses aspirations, de calmer ses inquiétudes, de l'empêcher de verser dans le commu-

nisme. Il est, en même temps que chef de l'Etat, chef de l'armée; les forces militaires sur lesquelles il peut compter comprennent son ancienne brigade, l'élément de beaucoup le plus vigoureux et le plus sûr, les anciennes légions, puis l'organisation révolutionnaire, le P.O.W.

La première chose à faire est d'évacuer le plus rapidement possible le corps d'occupation allemand, des centaines de mille de soldats, s'apprêtant à refluer dans un terrible désordre, vers les frontières germaniques. Pilsudski désire les voir s'en aller au plus tôt. Mais, s'il est prêt à renvoyer les hommes, il voudrait bien garder leurs armes, fusils, mitrailleuses dont il a le plus grand besoin. Des pourparlers s'engagent à cet effet. Grâce à un mélange bien dosé de promesses et de menaces, à coups d'insinuations et d'intimidations, la plupart des soldats consentent à laisser en Pologne leurs armes.

Il faut avant tout au pays une assemblée élue qui sera le principal élément de cristallisation, représentera l'unité de la patrie. Les élections se font d'après un système de votation ressemblant au système belge, avec le suffrage universel, le vote des femmes, la proportionnelle.

L'armistice signifie pour les peuples de l'Occident la fin de la guerre.

Pour les Polonais, ce n'est pas une fin, mais un commencement.

Les armées allemandes sont en train d'éva-

cuer la Pologne proprement dite. Mais, sur les confins du pays, diverses formations militaires hostiles à la Pologne se sont déjà constituées. L'idée des Allemands est de rétrécir le plus possible cet Etat nouvellement né, de diminuer ses forces pour en avoir, par la suite, plus facilement raison.

L'Autriche, avant de s'effondrer, a déposé, sur les territoires qu'elle évacuait, en Ukraine, une mine qui risque de faire voler en éclats l'indépendance et l'unité polonaise. Rien de plus dangereux que le coup qu'elle vient de porter à la Pologne. Tandis que ses troupes évacuaient l'Ukraine, elle a remis Lvov aux Ukrainiens, qui y ont installé un gouvernement indépendant afin de séparer nettement cette province de la Pologne.

Voilà un nouvel ennemi à combattre, un nouveau front pour la Pologne qui en a déjà tant, qui va être obligée de lutter sur pres-toutes ses frontières.

C'est beaucoup. Ce n'est pas tout. Les troupes tchèques envahissent subitement la Silésie de Teschen, s'appropriant ce territoire contesté, mettant la Pologne et l'Europe en présence du fait accompli.



Pour combattre tous ces adversaires, la Pologne dispose d'une armée tout à fait insuffi-

sante, constituée de pièces et de morceaux, faite, en dehors des légions peu nombreuses, des troupes polonaises qui se sont battues quatre ans au milieu des armées étrangères, auxquelles elles étaient incorporées. Comment réussir à fondre ensemble ces éléments disparates? Cette tâche, en elle-même très difficile, il faut qu'elle soit presque instantanément accomplie.

Par quel miracle le sera-t-elle?

Les préoccupations de politique intérieure se mêlent, pour Pilsudski, aux soucis, aux inquiétudes de politique extérieure.

Il n'est pas, par principe, il n'était pas, à cette époque, antiparlementaire. Il a laissé, pendant sept ans, le Parlement libre de faire à peu près ce qu'il voulait, alors qu'il possédait les moyens matériels d'engager beaucoup plus tôt contre lui la bataille et, vraisemblablement, de la gagner. Cette victoire remportée, il n'a pas détruit le Parlement. Il s'est borné à rogner ses attributions dans des proportions moindres que ne l'ont fait d'autres dictateurs, Mussolini d'abord, Hitler ensuite, avec qui on a coutume de le comparer.

Dès le début, un système purement parlementaire est installé en Pologne, où la Chambre des députés, élue au suffrage universel, réunit, concentre entre ses mains tous les pouvoirs. Les élections faites, Pilsudski remet ses

fonctions à la Diète qui le nomme chef de l'Etat en même temps que chef de l'armée.

La principale affaire, on peut dire la seule, est de constituer les frontières du nouvel Etat, qui vient de naître à l'existence. Pilsudski ne s'occupe pas d'autre chose. C'est sur ce point seul qu'il concentre son activité, ses efforts. La Conférence de la Paix, à laquelle la Pologne envoie ses délégués officiels, fixe, du côté de l'ouest, vis-à-vis de l'Allemagne, de la Tchécoslovaquie, les frontières en instituant des plébiscites dans la Prusse orientale, en Silésie, à Teschen.

Paderewski, grand artiste et grand patriote, joue un rôle éminent dans ces conférences de la Paix; c'est à ses efforts, à son énergie, à l'autorité, au prestige dont il jouit, que la Pologne, malgré l'opposition systématique de l'Angleterre et de Lloyd George, doit d'avoir pu réaliser son unité nationale.

Mais les frontières demeurent indéterminées du côté de la Russie, sur une ligne immense, dépassant largement mille kilomètres. Le problème n'est donc, et encore, résolu qu'à moitié. Du côté des Russes, il sera réglé, non par des moyens diplomatiques, mais par des moyens militaires. Ce ne sont pas les hommes d'Etat, les ambassadeurs, mais les soldats qui auront le dernier mot en cette affaire.



Pourquoi les grandes puissances victorieuses, capables de dicter à Versailles leurs conditions, France, Angleterre, Italie, Japon, Etats-Unis, hésitent-elles, de la sorte, devant une tâche aussi importante, sans laquelle la paix est impossible à rétablir dans l'Europe orientale? Leurs hésitations, leur carence peuvent nous paraître aujourd'hui inexplicables. Elles s'expliquent cependant si l'on se reporte aux conditions politiques de cette époque, à l'état d'esprit qui régnait parmi les dirigeants. Le problème russe apparaissait enveloppé d'un terrible mystère. Nul ne pouvait prévoir ce que deviendrait la Russie. Chacun s'imaginait à ce moment que l'expérience, l'accès de folie soviétique serait de courte durée, que cette poussée de fièvre une fois passée, la Russie s'empresserait de reprendre un régime normal, sous l'autorité d'un souverain, ou d'une République bourgeoise et capitaliste.

Tant qu'on ne verrait pas clair sur ce point, il était difficile, sinon impossible, de régler les frontières de cet Etat et par contre-coup celles de la Pologne. De là les hésitations, les temporisations.

Les hommes d'Etat assemblés à Versailles pouvaient à coup sûr attendre. Ils se trou-

vaient, eux, sur un terrain solide. Mais pour les principaux intéressés, les Polonais et les Russes, cette attente était impossible. Ils étaient sur un sol mouvant. La non-fixation des frontières devait avoir pour conséquence inévitable la continuation de la guerre. C'est exactement ce qui se produisit.

La guerre russo-polonaise et la défaite des Soviets

Le gouvernement soviétique ayant à peu près liquidé ses ennemis intérieurs, exalté par ses triomphes, est, pour des raisons matérielles et morales, fatalement entraîné à concentrer ses forces contre la Pologne.

Cette dernière a réussi à constituer une armée suffisamment nombreuse.

Pilsudski, laissant la Diète régler à sa guise les questions de politique intérieure, faire et défaire des gouvernements, s'emploie à mettre sur pied le plus tôt possible une puissante armée.

Plus d'un million d'hommes se trouvent déjà sous les armes. Les deux divisions du général Haller qui se battaient sur le front de France sont, non sans de grandes difficultés, ramenées en Pologne. La lutte contre la Russie bolchevique va s'engager.

Cette guerre revêt un caractère très original, qu'il importe de souligner. Les bolcheviks emploient contre leurs adversaires, que ce soient des Russes blancs, Koltchak, Denikine, Wrangel, ou des Polonais, à la fois les armes de leurs soldats et celles de leur propagande, ces dernières se montrant assez souvent plus efficaces, plus dangereuses que les premières. Les dirigeants soviétiques, chez qui les grands succès récemment remportés enflent démesurément les espérances, ne mettent pas un instant en doute que la vague bolchevique, douée d'une puissance irrésistible, ne réussisse à submerger facilement la Pologne, pour déferler de là sur l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, puis sur toute l'Europe occidentale. Ils se jettent, corps et âme, dans cette nouvelle croisade.

Pour la Pologne dont le compte, croient-ils, sera rapidement réglé, ils tiennent, tout préparé, un gouvernement bolchevique, qu'ils s'appêtent à installer dans les grandes villes, dans la capitale, au fur et à mesure de leur avance. Les chefs pour ce gouvernement ne manquent pas. Une partie de cet état-major bolchevique est constituée par des Polonais, la plupart de race juive. Il suffit de citer deux d'entre eux qui eurent en Russie rouge des destinées très brillantes, Djerzinski, le fameux tortionnaire, l'un des créateurs de la Tchéka, Radek, Polonais lui aussi, rédacteur en chef du plus grand journal bolchevique.

Radek se rend encore aujourd'hui fréquemment à Varsovie, où réside une partie de sa famille¹.

L'offensive polonaise de Kiev et la victoire de Varsovie

Vingt mois après l'armistice, alors que Français, Allemands, Anglais, Italiens jouissent avidement de la paix, la guerre se rallume sur le front oriental, où la Pologne nouvellement née et une Russie nouvelle sont aux prises.

Pilsudski, qui n'a jusqu'ici participé qu'à des opérations secondaires, se voit maintenant investi d'un grand et difficile commandement. Comment l'exercera-t-il? Les questions stratégiques ont, de tout temps, passionné ce chef qui n'est pas un militaire professionnel. Il est, pour ce qui concerne la constitution et le ma-

1. Un de ses amis polonais me raconte sur lui cette curieuse anecdote. Séjournant récemment à Varsovie, au moment où il allait prendre le train pour Moscou, Radek fit subitement arrêter l'automobile qui le conduisait à la gare.

« Voilà que j'oubliais, crie-t-il une commission très importante dont ma femme m'a chargé. Elle me rendrait la vie intenable si je ne lui rapportais pas ce qu'elle m'a commandé : quelques kilos de thé et une douzaine de paires de bas de soie introuvables dans notre capitale. »

Ayant en toute hâte, procédé à ces deux emplettes, il arrive, à la gare, juste à temps pour sauter dans le train.

niement des armées, un autodidacte. Il a beaucoup étudié l'histoire de Napoléon, son homme, son dieu. L'idée d'une offensive contre les Russes peut difficilement ne pas le tenter. Des raisons à la fois militaires et politiques l'y poussent.

Sur quelle partie du front, la partie nord ou la partie sud, va-t-il diriger son attaque? La région sud, à savoir l'Ukraine, lui paraît plus intéressante, plus vulnérable aussi que le nord. S'il réussit à atteindre Kiev et à s'y maintenir, il peut y installer un gouvernement ukrainien, soumis à l'influence de la Pologne. La Russie, selon lui, n'est pas une nation mais un empire, ce qui est tout différent. La force seule réussit à faire vivre sous le même pouvoir des nationalités, des peuples qui tendent naturellement à secouer cette domination.

Qu'il y eût dans ces raisonnements et ces calculs une assez large part d'illusion, les événements eux-mêmes ne tardèrent pas à le démontrer.

Les hommes sont ainsi faits qu'ils croient très aisément ce qu'ils désirent.

Dans la Russie bolchevique comme dans la Russie tsariste, l'attraction, la puissance du gouvernement central étaient en réalité beaucoup plus grandes que bien des gens ne le supposaient.

Pilsudski, par ailleurs, se sent très attiré par la guerre de mouvement. Il estime, il le déclare

nettement dans son livre, *L'Année 1920*, que la guerre de tranchées n'est qu'une dégradation, une corruption de l'art stratégique.

L'équilibre des forces, l'impuissance relative de chacun des adversaires a pu imposer cette forme de guerre sur le front d'Occident, trop étroit pour les énormes masses d'hommes qui s'y trouvaient resserrées. Mais la vaste étendue du front oriental rend possible la guerre de mouvement telle qu'elle se pratiqua à l'époque napoléonienne.



Les armées polonaises partent allégrement à l'attaque. Elles atteignent sans trop de difficultés Kiev.

Mais il en est de Kiev, pour Pilsudski, ce qu'il en fut de Moscou pour Napoléon.

L'important, l'essentiel n'est pas d'y arriver mais d'y rester.

Les armées soviétiques, commandées par de jeunes généraux quelque peu inexpérimentés, mais pleins d'audace et de « cran », sont beaucoup plus fortes que ne l'estimait Pilsudski. Les Russes lancent sur le front nord une contre-attaque vigoureuse qui rend très aventureuse, très dangereuse la position des Polonais. Sur le front sud, d'autre part, la cavalerie russe est beaucoup plus nombreuse, mieux équipée, mieux entraînée que la polonaise. C'est ce fac-

teur-là surtout qui décide de l'issue des opérations. Le commandant de cette cavalerie russe, Boudienny, multiplie les raids, menace les communications des Polonais, réussissant à semer un peu partout le désordre, parfois la panique. Il faut évacuer Kiev en toute hâte, exécuter un vaste mouvement de repli.

Ce furent des semaines sombres, très sombres pour le jeune Etat naissant. Les armées envahissantes parviennent presque aux portes de Varsovie. Parmi les alliés vainqueurs de la Grande Guerre, certains, notamment les Anglais, sont tout prêts à abandonner à son sort malheureux la Pologne. Lloyd George n'aime pas les Polonais en qui il n'a aucune confiance. Il l'a prouvé, en toute occasion, lors de la Conférence de la Paix, où il s'est constamment opposé à toutes les demandes, même les plus raisonnables, les plus légitimes de la Pologne. Il faut que la France livre à chaque instant bataille pour défendre cette dernière, pour lui faire tant bien que mal obtenir satisfaction.

Le gouvernement britannique conseille froidement aux Polonais d'accepter, pour éviter le désastre, les exigences des ennemis, très sévères, humiliantes, tendant à replacer leur pays dans un état de demi-dépendance envers les Russes.

Comment s'expliquent ces dispositions des Anglais, surtout de Lloyd George?

Dans cette haine de l'homme d'Etat britannique pour la Pologne, en même temps que

beaucoup d'ignorance — Lloyd George est le plus ignorant des hommes, Briand étant un vrai puits de science en comparaison — il entre une bonne part de fanatisme religieux. Le premier ministre anglais, protestant non-conformiste, éprouve une aversion instinctive pour un pays profondément catholique comme la Pologne. La plupart de ses compatriotes n'ont qu'une méfiance mêlée d'un large dédain pour un peuple à la force, à l'avenir de qui ils ne croient pas. Cette construction polonaise ne leur dit rien qui vaille. Ils sont convaincus qu'elle s'effondrera à la première secousse. Dès lors, à quoi bon se donner tant de mal pour elle? Autant vaut la laisser s'écrouler tout de suite.

La France, heureusement, réagit avec une extrême vigueur contre cet excès de pessimisme tout à fait injustifié; elle fait tête; elle tient bon pour les Polonais. Elle a à sa tête Millerand, dont l'attitude, la politique, à ce moment critique, resteront un de ses plus beaux titres de gloire. Elle soutient de toutes ses forces la Pologne. Elle lui ouvre tous les crédits, lui envoie toutes les munitions dont elle peut disposer; elle lui expédie en même temps un de ses meilleurs généraux, Weygand, le collaborateur, le bras droit de Foch.

Le concours de la France fut des plus utiles aux Polonais qui, par un vigoureux effort, réussissent à se sauver eux-mêmes.

Weygand, quittant Paris en toute hâte, trouve à Varsovie une très nombreuse mission militaire française qui seconde de toutes ses forces l'action des Polonais.

Ainsi qu'il le raconte dans son livre, Pilsudski, s'enfermant dans sa résidence de Varsovie, *Le Belvédère*, seul avec ses inquiétudes, pareil à une femme qui accouche, pour reprendre une expression favorite de Napoléon, lorsqu'il enfantait ses plans de bataille, conçoit et met sur pied, parmi les divers plans qui lui ont été proposés, celui d'attaquer les Russes, par le centre, avec sa principale masse de manœuvre.

La responsabilité qui pèse sur ses épaules est lourde, on peut même dire écrasante. Les trains de munitions que la France lui envoie, et dont il a le plus impérieux besoin, lui parviennent avec les plus grandes difficultés. Les cheminots tchèques, pour des raisons politiques, parce qu'ils ne veulent pas, prétendent-ils, favoriser une action militaire contre les bolchevistes, retardent ces convois, quand ils ne les arrêtent pas. Il en est de même à Dantzig où les ouvriers allemands du port refusent de mettre à terre les arrivages.

Des difficultés intérieures, des soucis politiques viennent, par surcroît, compliquer sa besogne. L'opposition est déchaînée contre Pilsudski qu'elle n'aime guère, qu'elle ne manque pas une occasion de critiquer, qu'elle accuse

d'avoir, par sa folle imprudence, par son offensive aventureuse dans l'Ukraine, attiré sur son pays cette riposte si dangereuse, si alarmante des Russes.

La Pologne jouit alors d'une entière liberté. Le droit de parler, celui d'écrire s'exercent sans aucune restriction. Les journaux peuvent imprimer ce qu'ils veulent et ils ne s'en privent pas.

C'est dans ces conditions très difficiles que Pilsudski conçoit son plan et qu'il l'exécute. L'offensive se déclenche et elle obtient un plein succès. Les Russes sont battus. Les Polonais poursuivent leur avance. Tout le terrain perdu est reconquis. Toutes les frontières qu'ils revendiquaient légitimement sont atteintes.

Sans prétendre, ainsi que l'a fait lord d'Abernon, désireux, sans aucun doute, par une exagération évidente, de racheter l'erreur commise envers la Pologne par son Gouvernement et ses compatriotes, que cette bataille de Varsovie est une des plus grandes de l'histoire, il faut reconnaître que son importance fut considérable. Elle sauva la Pologne et, indirectement, la partie centrale de l'Europe, d'une invasion bolchevique qui pouvait présenter alors de très sérieux dangers. Elle épargna aux vainqueurs de l'Occident, Français, Italiens, Anglais, un effort militaire que, deux ans à peine après la fin de la guerre, ils au-

raient été très probablement obligés d'accomplir.

La Pologne envahie, menacée, ayant l'ennemi à la porte même de sa capitale, aussi près, sinon plus, que l'étaient les armées allemandes de Paris, en 1914, se raidit dans un vigoureux effort, fit tête à la menace et, grâce à l'énergie, à l'héroïsme de ses soldats, à la vigueur et à l'intelligence de son chef, elle repoussa l'envahisseur.



Quelle fut, dans cette victoire, la part exacte de Pilsudski?

C'est un sujet sur lequel le maréchal, surtout son entourage, plus royaliste que le roi, faisaient preuve d'une vive, d'une terrible susceptibilité. Quiconque s'avisait d'insinuer que Pilsudski n'était pas le grand, l'unique vainqueur, était sûr de provoquer leur colère et même leur fureur.

Tâchons d'apporter quelques idées claires, et, si possible, justes, dans cette discussion passionnée.

Joffre, avec son génial bon sens, a prononcé, sur la bataille de la Marne, un mot célèbre qui peut fort bien s'appliquer à celle de Varsovie :

— Si la victoire de la Marne n'avait pas été gagnée, a-t-il dit, c'est moi qui, sans aucune

discussion, serais coupable de l'avoir perdue.

Rien n'est plus vrai.

Le mérite, la paternité d'une victoire reviennent donc incontestablement au général qui l'a commandée.

Weygand, la noblesse, la droiture mêmes, a déclaré que le plan de cette bataille était purement polonais.

Voilà une première et importante question tranchée par cette déclaration.

Pilsudski a exercé son commandement conformément à sa nature, à son tempérament : nerveux, impressionnable, il a traversé, semble-t-il, quelques courts moments de doute, peut-être de découragement; se ressaisissant rapidement, violemment, il s'est jeté dans l'offensive avec sa fougue habituelle, son prodigieux dynamisme; ne résistant pas au désir de suivre de près ces opérations décisives, il est allé sur place actionner, animer Rydz Smigly, celui de ses généraux à qui était confié un des commandements essentiels.

Il a écrit, lui-même, sur cette campagne, un gros livre : *L'Année 1920*, où il fait, en détail, l'historique de ces opérations.

Le livre est malheureusement d'une lecture difficile parce qu'il est beaucoup moins un récit vivant, imagé, qu'une discussion aride et technique d'état-major.

A cette victoire polonaise, la France contribua dans toute la mesure de ses moyens; alors

que l'Angleterre conseillait de lâcher froidement, stupidement, la Pologne; que l'Allemagne, heureusement impuissante, multipliait les marques de sa mauvaise volonté; que les Tchèques, par une politique à très courte vue, ne cachaient pas leur antipathie contre la Pologne, la France, à peu près seule, apporta sans hésiter, sans marchander, aux Polonais tout l'appui moral et matériel qu'elle était capable de leur fournir. Elle mit à leur disposition des crédits, des trains de munitions, une mission extrêmement nombreuse, comptant plusieurs centaines d'officiers; elle leur envoya un de ses meilleurs généraux : Weygand.

Pilsudski et la situation intérieure

Les questions extérieures, du moins dans leurs grandes lignes, sont maintenant réglées. La paix est faite avec les Russes. Du côté de la Lithuanie, la Pologne, par un coup de force, met la main sur une grande ville contestée, considérée par les Lithuaniens comme leur capitale historique : Vilno.

Les Polonais se plaignent que les Tchèques, en occupant le territoire de Teschen, alors que la Pologne était en proie aux plus terribles difficultés, les aient placés, eux-mêmes et l'Europe, en présence d'un fait accompli. Ils ont

agi exactement de même en ce qui concerne Vilno. Si fortes que puissent être leurs revendications sur cette ville, ils ne la tiennent pas des traités, d'une décision d'ordre diplomatique, mais d'une expédition conçue, réalisée par un de leurs généraux, Zeligowski, qui fut d'abord désavoué par son gouvernement, mais que l'on sut par la suite avoir été autorisé et encouragé à agir par lui.

Cette occupation de Vilno creuse entre la Pologne et la Lithuanie, le petit Etat balte qui vient, lui aussi, de naître à l'indépendance, un fossé qu'une longue période de quinze années n'a pas réussi à combler.

Les Lithuaniens refusent de s'incliner devant cette occupation. Ils considèrent que la question de Vilno, réglée en fait, n'est pas réglée en droit. Ils continuent à protester contre l'injustice dont ils se prétendent les victimes. Ils refusent de rétablir les relations diplomatiques avec le pays voisin qu'ils accusent de les avoir spoliés.

Une courte distance, à peine cent kilomètres, sépare de Vilno, Kaunas, la capitale lithuanienne. Cependant, si vous voulez vous rendre de l'une à l'autre, un long détour est nécessaire. Il vous faut passer soit par la Lettonie, soit par la Prusse orientale, ce qui décuple à peu près la distance, représente un voyage de toute une journée au moins, alors que deux heures auraient suffi pour l'accom-

plir en ligne droite. C'est comme si, pour aller de Paris à Bruxelles, vous étiez obligés de faire un crochet par Londres ou par Berlin. Rien ne franchit cette frontière, pas plus les marchandises que les voyageurs.

Il suffit de citer un petit fait de ce genre pour montrer à quel point l'état de l'Europe, seize ans après la guerre, continue à être troublé, désaxé.

La question de ses frontières réglée pour la Pologne, la politique intérieure va, pendant de longues années, prendre nettement le pas sur la politique extérieure.

La Pologne, pour ses débuts dans l'indépendance, s'est dotée d'un régime parlementaire intégral.

Parlementarisme sans restrictions

Ce régime de liberté complète, interrompu pendant toute la période d'oppression, avait, ne l'oublions pas, de profondes racines dans ce pays. Il fut, pour une large part, responsable des malheurs qui s'abattirent sur lui.

La Diète, composée des seuls nobles, posséda, pendant des siècles, seule en Europe à cette époque, le pouvoir de choisir elle-même son souverain. Il fallait même, pour que cette élection fût valable, non pas la majorité, mais

l'unanimité, ce qui était une source perpétuelle d'intrigues, de discordes, quelquefois d'insurrections, sans oublier l'intervention incessante de l'étranger dans la politique polonaise.

L'élection d'un nouveau monarque permettait aux voisins ambitieux et remuants, Russes, Prussiens, Autrichiens, de s'immiscer dans les affaires de Pologne, où chacun d'entre eux entretenait à coup d'argent ses partisans.

Le parlementarisme est, par son essence, un régime de facilité, on peut même dire de laisser aller. Il est fait avant tout pour les périodes de prospérité, alors que l'abondance des ressources, l'accumulation des réserves, l'excellent état des finances, peuvent à la rigueur s'accommoder d'un gouvernement faible et dépensier.

Tel n'était certes pas le cas de la Pologne, lorsqu'elle se trouva libérée de l'occupation étrangère. Tout y était à créer. Les bases de l'Etat étaient, pour ainsi dire, inexistantes.

La première Diète élue possédait un pouvoir souverain. Elle se mit, aussitôt la guerre avec la Russie terminée, à élaborer la charte constitutionnelle, qui fut votée le 17 mars 1921. Cette Constitution dura jusqu'au 15 mai 1926, date du coup d'Etat accompli par Pilsudski. Elle organisait deux Chambres : la Diète et le Sénat, élues au suffrage universel, direct, à vingt et un ans pour la Diète, à trente ans pour le Sénat, sans aucune distinction de

sexe. Elle instituait un régime parlementaire absolu, sans limitation ni contre-poids. Le Sénat, nommé par le même corps électoral que la Chambre, était par cela même dans l'impossibilité de contrôler cette dernière.

La nouvelle Constitution maintint intégralement le vote proportionnel, tel qu'il avait été appliqué lors des premières élections. Elle rappelait à certains égards la Constitution française de 1875, avec cette addition empruntée à d'autres pays : le vote proportionnel. Elle aboutissait à créer un pouvoir exécutif très faible, plus faible encore que chez nous, ce qui n'est pas peu dire. Elle se traduisit, comme en France, par une très grande instabilité ministérielle. En moins de sept années, la Pologne eut onze ministres des Affaires étrangères, quatorze présidents du Conseil. A défaut de stabilité gouvernementale, il n'existait même pas la stabilité administrative qui, en France, fort heureusement, a été, dans une assez large mesure, préservée.

Pour ne citer qu'un exemple significatif, tandis que la Pologne changeait onze fois son ministre des Affaires étrangères, la direction politique du même ministère eut sept titulaires différents.

Des changements analogues se produisaient dans tous les autres départements. Chacun des grands partis de la Diète avait ses représentants, ses hommes, au sein de l'administration.

Il n'y avait pas d'Etat à proprement parler, mais un certain nombre de groupes qui se partageaient le gouvernement et l'administration.



Ce qu'on pourrait appeler en gros les deux blocs, celui de droite et celui de gauche, étaient au Parlement d'une importance numérique à peu près égale : la droite comprenant les nationaux démocrates, les démocrates chrétiens ; la gauche, en plus de quelques petits groupes, les socialistes et les communistes. Le parti des paysans, dirigé par Witos, constituait une sorte de charnière, entre les deux, faisant pencher l'équilibre tantôt vers la droite et tantôt vers la gauche, selon qu'il se déplaçait dans un sens ou dans l'autre. Ce groupe avait quelque analogie avec notre gauche radicale qui, dans notre récente histoire parlementaire, a voté tantôt avec les modérés, tantôt avec le Cartel.

L'existence de nationalités allogènes, qu'on appelle les minorités nationales, venait encore accroître cette confusion.

Trente pour cent environ de la population polonaise est composé de races non polonaises, parlant une autre langue, ayant, la plupart d'entre elles, une autre religion que les Polonais : plusieurs millions d'Ukrainiens, de Juifs qui, à cause de leur nombre, ne peuvent pas

être facilement assimilés, Allemands, Blancs-Russiens, etc. Il se trouvait ainsi à la Diète une centaine de députés représentant des peuples non polonais, réunis sous la même loi que les Polonais véritables, mais étrangers à la mentalité, aux préoccupations nationales, certains d'entre eux, les Ukrainiens, étant même en lutte ouverte avec les Polonais.

Pour donner à ce fait capital toute l'importance qu'il mérite, représentez-vous ce que serait le Parlement français si le quart environ de ses membres, soit cent cinquante, était composé de Flamands, d'Allemands, d'Italiens, d'Espagnols. La machine parlementaire, qui a déjà tant de peine à fonctionner d'une façon normale, satisfaisante, ne risquerait-elle pas d'être complètement arrêtée?

Pilsudski sur le mont Aventin

Parmi les hommes politiques polonais, celui qui pratiqua avec le plus de virtuosité, de maîtrise, ce jeu de bascule, fut Witos, chef du parti paysan. Le sort des ministères était, le plus souvent, entre ses mains. Il était devenu une sorte de Cromwell, faiseur et défaiseur de rois.

Les Constitutions portent en elles le reflet direct des circonstances au milieu desquelles

elles ont été élaborées, des sentiments, des inquiétudes, des haines qui animaient leurs auteurs. Elles sont souvent faites non pour quelque chose, mais contre quelqu'un. La Constitution polonaise avait été faite sans Pilsudski et, pour une bonne part, contre lui. Ceux qui la rédigerent s'étaient efforcés de diminuer le pouvoir exécutif par défiance instinctive du maréchal qui l'exerçait.

La Constitution votée, Pilsudski refusa la charge de président de la République qu'on lui offrait. Il exposa avec énergie et même brutalité les raisons de son refus. Les pouvoirs présidentiels sont à peu près inexistantes. Le chef de l'État n'est qu'une poupée. Or, Pilsudski ne veut pas être une poupée.

Il conserva quelque temps ses fonctions de chef de l'armée; bientôt après il s'en démit également, son désaccord avec l'Assemblée, avec le gouvernement qui en était issu, ne faisant que s'accroître.

Il se retira dans une petite propriété près de la capitale, à Suléyowek, habitant une simple et très modeste maison que ses légionnaires lui avaient bâtie de leurs mains.

Il attendit, il se recueillit, surveillant les événements, sortant de temps à autre de son silence, de son mutisme par quelques déclarations publiques faites sous forme d'interviews ou de discours dont le ton était de plus en plus amer, l'accent de plus en plus violent.

Le Parlement et Pilsudski

Voici ces deux forces en présence, appelées, un jour ou l'autre, à se combattre.

D'un côté, le Parlement, comprenant les représentants de la nation, de plus en plus impuissant à faire face aux difficultés présentes, surtout incapable d'assurer la stabilité gouvernementale, indispensable à un Etat naissant; de l'autre, un homme qui peut avoir, certes, ses défauts, mais autour duquel, depuis longtemps, les espoirs, les aspirations nationales sont venus s'agglomérer, qui a joué un rôle très important avant la guerre, plus important encore pendant et immédiatement après. Ses anciens légionnaires, qui sont comme les globules rouges de l'indépendance polonaise, éprouvent pour lui un mélange de vénération et d'admiration. Ils lui sont dévoués corps et âme. La majorité de l'armée est pour lui. Les partis de gauche, les socialistes, les ouvriers, les syndicats, si une bataille s'engage — et comment ne s'engagerait-elle pas! — sont prêts à pactiser avec lui et à le soutenir.

Dans la capitale proprement dite, où se produiront, s'ils se produisent, les événements décisifs, les faubourgs, les quartiers ouvriers sont, dans l'ensemble, pour Pilsudski. Le centre, au contraire, les quartiers élégants, seraient plu-

tôt contre. On peut dire d'une manière générale que la Posnanie, la partie de la Pologne longtemps occupée par l'Allemagne, lui est hostile. C'est là que le bloc de droite trouve le plus grand nombre de ses électeurs.

Pilsudski est un homme qui sait attendre, qui ne se décide pas à la légère en se laissant emporter par sa première impulsion. C'est un trait essentiel de son caractère, de son tempérament. On se tromperait, d'autre part, si on le croyait capable de préparer, d'ourdir de longue main, pendant des mois ou des années, une conspiration.

Le coup d'Etat de mai 1926, qui lui permit de s'emparer du pouvoir, ne donne pas l'impression, quand on l'observe d'un peu près, quand on en suit le déroulement, d'avoir été préparé très longtemps à l'avance.

Partisans et adversaires de Pilsudski

Dans l'ensemble le bloc de gauche est plutôt favorable à Pilsudski, qui a été longtemps socialiste et ne l'a pas oublié. C'est parmi la droite, au contraire, que se trouvent ses plus ardents opposants. Les minorités nationales ne lui sont pas hostiles. L'idée de Pilsudski est qu'il suffirait à la Pologne de se doter, au lieu d'un gouvernement faible, inexistant, d'un

gouvernement fort, avec un pouvoir exécutif méritant véritablement son nom, pour que cette question des allogènes puisse être très facilement, très rapidement résolue.

Dans l'état actuel, au contraire, elle ne peut manquer de susciter à la Pologne des difficultés de plus en plus grandes. Quand l'attraction du centre ne se fait pas puissamment sentir, tout ce qui est sur la périphérie tend fatalement à s'échapper, à se laisser entraîner vers une nouvelle orientation.

Pilsudski établit une distinction subtile, mais non dépourvue de valeur historique, entre la race et la nation. Une nation, quand elle est forte, peut fort bien être composée de races différentes, étrangères. C'est ce qui arriva à plusieurs reprises à la Pologne, aux temps les plus brillants de son histoire.

Il était habituel alors d'entendre appliquer à des peuples réunis sous son sceptre une appellation de ce genre :

Gente Ruthenus, natione Polonus (de race ruthène, de nationalité polonaise).

Ses ennemis de la droite ne lui pardonnaient pas l'appui que lui et ses partisans cherchaient et trouvaient de temps à autre parmi ces députés allogènes. Ils y voyaient une indignité, presque une trahison. Ils étaient furieux du rôle joué par les représentants des minorités intervenant à chaque instant dans les luttes parlementaires, devenant les arbitres des par-

tis, contribuant à faire et à défaire les majorités gouvernementales.

Cependant, tant qu'il y a un Parlement, ceux qui y siègent, Ruthènes, Allemands, Juifs ou Polonais, de pure race, possèdent les mêmes droits, les mêmes pouvoirs. Il n'existe pas et il ne saurait exister de députés de première et de seconde zones.

La vérité est que la présence, au sein d'un pays, de nombreuses et puissantes minorités nationales a pour conséquence fatale de rendre très difficile, sinon impossible, la marche régulière du régime parlementaire.

L'exemple le plus typique était fourni par l'Autriche et la Hongrie avant la guerre. Le Parlement de Vienne, avec ses députés allemands, tchèques, slovènes, italiens, était non point une assemblée délibérante, mais un véritable champ de bataille où s'affrontaient, les poings hauts, les injures plein la bouche, les représentants des peuples en lutte violente les uns contre les autres. Heureusement pour l'unité de l'Empire, le Parlement n'avait alors qu'un pouvoir très relatif. Le grand, le seul maître était l'empereur, assisté de ses ministres qui, gardant entre leurs mains le pouvoir suprême, laissaient les députés s'injurier ou se battre à leur guise.

Le pouvoir souverain, arbitre des rivalités parlementaires, manquait à la Pologne.

Pendant sept années, ce fut une suite inces-

sante de crises ministérielles. Le gouvernement, contrairement à ce qui se passe chez nous, n'avait même pas besoin d'affronter les débats parlementaires pour être renversé. Les discussions publiques au sein du Parlement étaient souvent rendues inutiles. Il suffisait qu'un groupe ou un sous-groupe décidât de désertier la majorité, de passer à l'opposition, pour entraîner automatiquement la démission immédiate du Cabinet. Il était condamné sans avoir été entendu.

Ce fait n'était pas pour diminuer, tout au contraire, les intrigues de couloir, les marchandages de groupe à groupe dont nous nous plaignons, non sans raison, chez nous.

« Comment allez-vous? demandait-on à l'un des derniers chefs du gouvernement polonais avant le coup d'Etat. »

Et l'autre de répondre : « Comme quelqu'un qui est perpétuellement démissionnaire, obligé de courir, chaque matin, après l'une ou l'autre partie de sa majorité! »

Les armes étaient là à la disposition de Pilsudski, prêtes à être employées. Le jour où les circonstances lui deviennent telles qu'une attente prolongée apparaît dangereuse, il sort de sa retraite, de sa réserve, prend en main le glaive et frappe.

Pourquoi donc attend-il si longtemps?

Il pouvait, semble-t-il, engager plus tôt la lutte contre le gouvernement parlementaire. Le

temps n'ajoute rien à la force dont il dispose. Il risque, au contraire, de la diminuer. L'explication la plus raisonnable est que Pilsudski se décide à ce coup d'Etat parce qu'il lui paraît impossible d'agir autrement.

CHAPITRE VII

LA NOUVELLE BATAILLE DE VARSOVIE

Le vase et la goutte d'eau

Dans les grands événements de l'histoire, l'action des causes occasionnelles vient presque toujours s'ajouter à celle des causes profondes. L'occasion, dans celui-ci, fut la constitution, le 10 mai 1926, d'un nouveau ministère Witos, le troisième en date. Pilsudski déteste Witos, en qui il voit, non sans quelque raison, le type même du parlementaire, à la fois corrupteur et corrompu, expert plus que nul autre dans l'art de maquignonner les votes, de préparer, par des combinaisons, des intrigues de couloir, le concours ou la défection de son groupe qui rend possibles ou impossibles les majorités ministérielles.

Witos a pris, par surcroît, comme ministre de la Guerre, un général en qui Pilsudski n'a pas confiance, qu'il considère comme son

adversaire, désireux de rogner les crédits militaires, d'affaiblir l'armée.

Or, l'armée, Pilsudski la considère comme son bien, sa chose. Il veut bien laisser les députés, les ministres régler à leur guise la politique intérieure, qui ne l'intéresse pas, mais dès qu'ils font mine de toucher à l'armée, il se dresse, il s'insurge aussitôt contre eux.

Le lendemain du jour où ce ministère est constitué, le *Kurjer Poranny*, un journal radical, publie une interview du maréchal très violente et même injurieuse contre le gouvernement.

Pilsudski accuse Witos de corruption, d'immoralité.

Le gouvernement fait saisir le numéro. Il va jusqu'à annoncer des poursuites contre le maréchal, qu'on appelle le « calomniateur ». Les esprits s'échauffent de plus en plus dans la capitale. Un sénateur, dévoué à Pilsudski, fait cette déclaration significative :

— Ils nous confisquent nos journaux, mais nous leur confisquerons leurs hommes. Si on désire la lutte, on l'aura!

Des francs-tireurs, qui sont les hommes de Pilsudski, parcourent les rues en criant :

— Nous ne permettrons pas qu'on pille l'Etat. Nous n'admettons pas qu'on fasse de l'armée un instrument de parti!

Pénétrant dans les cafés, ils forcent les

consommateurs à se découvrir et à crier :
« Vive Pilsudski ! »

Nous sommes à la veille du 18 brumaire¹.

Pilsudski passe le Rubicon

Le Rubicon s'appelle, en l'occurrence, la Vistule, le grand fleuve séparant Varsovie, la capitale, située sur la rive gauche, du faubourg Praja, sur la rive droite. Deux ponts réunissent l'une à l'autre : le Kœrbedzia et le pont Ponia-towski.

Le 12 mai, au début de l'après-midi, la nouvelle se répand dans la ville que Pilsudski, à la tête de trois régiments, deux de cavalerie, un d'infanterie, s'avance vers la capitale. Bientôt après ses troupes paraissent. Les avant-postes s'emparent des deux ponts, débordant légèrement sur la rive opposée. Le gouvernement se réunit aussitôt. Le président de la République arrive en toute hâte de sa résidence d'été. Le conseil des ministres décide de résister au maréchal et d'engager au besoin la bataille.

Mais avec quoi ?

1. J'emprunte ces détails de cette révolution au livre documenté de Casimir Smogorzewski : *La Pologne restaurée*. J'ai consulté également le récit d'un témoin, qui savait mieux que personne expliquer et peindre, mon vieil et cher ami le regretté Albert Londres, envoyé du *Petit Parisien*.

Il peut compter, croit-il, sur un régiment stationné dans la citadelle, l'école des Cadets, environ six cents hommes, une batterie d'artillerie, un régiment d'aviation et la garde présidentielle, composée d'un escadron et d'une compagnie. Le général Rozadowski, adversaire personnel du maréchal, est mis à la tête de ces forces gouvernementales. Des appels sont lancés pour faire arriver le plus rapidement possible la division de Posnanie.

Mais ces troupes sont-elles sûres?

Aura-t-on, d'autre part, le temps, avec un adversaire aussi allant, aussi mordant que Pilsudski, de recevoir les renforts espérés?

L'issue de la bataille qui s'engage dépend de ces deux questions. Le président de la République décide de se rendre en personne auprès de Pilsudski, dont l'arrivée au milieu de ses troupes est signalée.

Il se déroule alors une scène des plus dramatiques. Le président arrive dans sa limousine jusqu'à l'entrée du pont. Presque au même instant, Pilsudski apparaît du côté opposé. Les deux hommes ayant mis pied à terre s'avancent l'un vers l'autre. Le président demande au maréchal, qu'il tutoie, de se retirer avec ses troupes. Il l'avertit que le gouvernement est résolu à se défendre. Il le prie de ne pas entrer en lutte contre le pouvoir établi, ce qui serait de sa part une terrible faute d'où la guerre civile risque de sortir.

A ces déclarations fort graves et quasi comminatoires, Pilsudski répond sur un ton mi-sérieux, mi-plaisant :

— Rien de plus facile que de te donner satisfaction, monsieur le président, dit-il. Tu n'as qu'à renvoyer le cabinet Witos et je me retire aussitôt!

— Nous refusons d'obéir à tes injonctions, réplique le président. Nous livrerons bataille s'il le faut.

— Alors, c'est fort simple, dit Pilsudski; puisque tu ne veux pas démissionner ce ministère, je le démissionnerai moi-même par la force, en occupant la capitale.

— Réfléchis bien, dit le président. Tu t'insurges contre la Constitution.

— C'est tout réfléchi, répond Pilsudski. Je suis le premier maréchal de Pologne et je ferai ce que je veux.

Les ripostes se faisant de plus en plus vives, comme le cliquetis de deux épées qui se croisent, Pilsudski, perdant patience, ainsi que me l'a raconté un témoin, ajoute en guise de conclusion :

— Espèce de grande andouille (le président est d'une très haute stature), j'ai contribué à te gonfler. Eh bien! je vais te dégonfler, maintenant!

Tandis que se déroulent ces altercations, pareilles aux phases d'un combat homérique, le président a derrière lui une compagnie de

cadets, les élèves officiers; le maréchal, un escadron de cheveu-légers.

Pilsudski, s'adressant à l'un des cadets :

— Est-ce que tu oserais tirer contre le premier maréchal de Pologne?

Le jeune homme baisse les yeux et ne répond pas.

Les cadets, par respect de la discipline, n'hésitèrent pas à tirer, en effet.

Le maréchal fait demi-tour; il revient sur la rive droite, au milieu de ses troupes.

Chacun des deux se prépare à la bataille, désormais inévitable.

La bataille dans la capitale

Les ministres et le président de la République tiennent conseil au Palais Radziwill. Ils décident de décréter l'état de siège et d'adresser une proclamation au pays.

Vers la fin de l'après-midi, les troupes gouvernementales essaient de reprendre à Pilsudski les deux têtes de pont que ses soldats ont déjà occupées. Cette tentative échoue. Les troupes du maréchal commencent à déboucher des ponts, à se répandre par une infiltration continue dans les rues et les quartiers avoisinants. Leur avance oblige les forces gouvernementales à se replier. Le gouvernement se

replie avec elles et même avant elles. Il abandonne le palais de la présidence du Conseil situé au centre, pour chercher un refuge dans un endroit moins exposé, au Palais du Belvédère, qui fut, jusqu'à sa mort, la résidence de Pilsudski, situé en dehors de la ville.

Pour comprendre ce qui se passe, il suffit d'évoquer le souvenir de notre révolution de 1830, au cours des trois journées d'insurrection, les *Trois Glorieuses*. Les insurgés se rendant maîtres alors de l'Hôtel de Ville, puis des Tuileries, les troupes de Charles X sont refoulées progressivement de la Concorde vers l'Etoile, ensuite vers le Bois de Boulogne, finalement, à Saint-Cloud où se trouve le vieux roi, en attendant qu'il prenne le chemin de Rambouillet et celui de l'exil.

Un glissement analogue, allant du centre vers la périphérie, se produit à Varsovie parmi les défenseurs du gouvernement. Celui-ci ayant le jour suivant, reçu des renforts, recommence son attaque. Le régiment qui occupait la citadelle reçoit l'ordre de prendre à revers, les troupes de Pilsudski qui risquent de se trouver dans une situation difficile, d'être coincées comme dans une tenaille.

Le plan ne manque pas d'habileté. Mais à la guerre, comme on sait, l'exécution est tout.

Le régiment en question fait défection, il passe du côté de Pilsudski à qui il apporte un précieux renfort, matériel et moral.

La victoire se dessine nettement en faveur du maréchal. Il vient de recevoir un important surcroît de forces, la division de Wilno, commandée par son principal lieutenant, son plus fidèle compagnon d'armes, le général Rydz-Smigly. Dès lors son succès est certain. Tandis que cette division de Wilno arrive à point nommé pour participer à la bataille et l'aider à la gagner, la division de Posnanie, elle, se trouve sensiblement retardée, les cheminots marchant tous avec Pilsudski ayant arrêté les trains qui la transportaient.

Le maréchal qui sait à merveille utiliser toutes ses ressources, qui ne néglige rien, vient d'armer quelques milliers de socialistes, les ouvriers des faubourgs. Il leur a fait remettre des brassards rouges et, ce qui vaut mieux, des fusils avec beaucoup de cartouches. Les civils font ainsi le coup de feu, mêlés aux militaires.

La bataille se poursuit maintenant tout le long de la rue Uyadowska, dans le quartier élégant, qu'on pourrait comparer à nos Champs-Élysées. C'est là que se trouvent les plus jolies maisons, les hôtels des ambassades. L'ambassade de France est au centre de cette fusillade. L'ambassadeur, sa femme, ses secrétaires sont obligés de se réfugier dans les sous-sols. Les tirailleurs de Pilsudski ont un instant envahi la demeure de notre représentant. Ils l'évacuent peu après, continuant à se glisser

de maison en maison dans la direction du Belvédère, siège du gouvernement.

C'est un étrange combat qui se déroule dans la partie la plus riche de la capitale, sans que la vie, la physionomie de celle-ci en soit sensiblement modifiée. Flâneurs et curieux accourent pour le contempler, comme s'il s'agissait d'un spectacle en plein air. Il y a quelques centaines de morts et 2.000 blessés environ, la plupart parmi les non-combattants.

Albert Londres, attentif à tout, note que les péripatéticiennes du trottoir continuent, comme si de rien n'était, leur promenade professionnelle et nocturne. Tandis que « pilsudskistes » et gouvernementaux échangent des coups de fusil, les journaux des deux partis opposés se battent, eux, à coups d'articles et de communiqués. Ceux de la presse gouvernementale flétrissant « la sédition de *Monsieur Pilsudski* », assurent que le gouvernement est en train de « liquider son aventure ».

Le journal socialiste, au contraire, le *Robotnik*, annonce la victoire certaine du maréchal et réclame comme prix du triomphe « le gouvernement des ouvriers et des soldats » comme en Russie soviétique.

C'est aller bien vite en besogne, se tromper du tout au tout sur les intentions et le caractère de Pilsudski. Les socialistes, ses auxiliaires momentanés, ne devaient pas être longs à revenir de leur erreur.

Dans la nuit du 13 au 14 mai, Pilsudski sentant que la victoire est à lui, désireux d'en finir au plus tôt, décide de pousser à fond l'offensive dans la direction du Belvédère. Au petit jour, ses troupes lancent un assaut décisif auquel participent les autos-canon, les autos-mitrailleuses, et les tanks. On se bat à coups de grenades dans les couloirs du ministère de la Guerre. C'est le bâtiment qui a le plus souffert de la bataille.

Les pilsudskistes mettent la main sur le camp d'aviation. Une partie de leurs troupes, les civils mêlés aux soldats, exécutent alors un mouvement enveloppant contre le Belvédère.

Les ministres, le président de la République, étaient en train de déjeuner, quand un officier vient les avertir en termes pressants qu'il est indispensable de déguerpir en toute hâte, s'ils ne veulent pas être capturés par l'ennemi. Ministres, président s'enfuient en désordre par la porte du jardin, d'où quelques voitures, réunies à grand'peine, les conduisent à une dizaine de kilomètres plus loin, au château de Wilanow, un des lieux de promenade les plus fréquentés des environs.

Les soldats du maréchal s'emparent du Belvédère; la capitale tout entière est entre leurs mains; la bataille est pratiquement terminée. Dans la nuit, le gouvernement et le président de la République remettent au président de la Diète leur démission. Juste à ce

moment apparaît la division de Posnanie; comme les carabiniers de l'opérette, elle arrivait trop tard. Elle songe à attaquer la capitale, mais l'artillerie de Pilsudski ouvre immédiatement le feu sur elle; vers deux heures un armistice est conclu.

CHAPITRE VIII

PILSUDSKI APRÈS LA VICTOIRE

Voici Pilsudski maître absolu de la situation au lendemain d'une incontestable victoire.

Quel usage va-t-il en faire? Quelles seront, tout de suite après le succès, ses réactions, ses décisions?

Il convient d'observer avec soin son attitude à ce moment et durant les journées qui suivent, si l'on veut essayer de comprendre, ce qui n'est certes pas facile, cet homme pour nous très déconcertant, très déroutant.

Un Français, un Allemand, un Anglais, à qui serait posée cette question : « Que fera maintenant Pilsudski? » ne manquerait pas de répondre : « Il prendra en main tous les pouvoirs, chassera le Parlement, dont il a horreur, et se proclamera dictateur. »

Pilsudski rompt avec les socialistes

Or, Pilsudski ne fait rien de tout cela. Il fait même à peu près le contraire. Les premiers à

se tromper sur son compte (ils devaient s'en montrer profondément déçus) sont ses compagnons de bataille, les socialistes. Il se produit, entre leurs chefs et le maréchal, une série de discussions qui paraissent presque comiques, tant elles sont surprenantes, inattendues.

Pilsudski est un ancien socialiste. Il a pris longtemps cette étiquette, pendant sa jeunesse et une partie de son âge mûr. Les chefs socialistes, qui ne l'ont pas oublié, comptent donc, une fois la victoire remportée, être associés à son gouvernement. Ils ont participé à la lutte; ils ont, de toutes leurs forces, facilité le triomphe du maréchal; leurs hommes se sont battus pour lui dans la rue; les ouvriers ont arrêté les convois qui transportaient troupes et canons de leurs adversaires. Il leur paraît naturel et logique d'être admis à partager le pouvoir.

Entre eux et Pilsudski, toutefois, il existe un malentendu profond qui ne tarde pas à apparaître en pleine lumière. Ils attribuent, en réalité, les uns et les autres, à ce terme de socialiste, un sens tout différent. Pour Pilsudski, socialiste ne signifie aucunement collectiviste, communiste, partisan d'un gouvernement du prolétariat. Ce gentilhomme de naissance se moque éperdument de Karl Marx et de ses théories. Il a peut-être pris la peine de lire son livre, lorsqu'il n'avait rien d'autre à faire dans son exil en Sibérie; mais ces idées-là ne l'ont pas le moins du monde convaincu.

Il s'est appelé socialiste tant qu'il a eu besoin du peuple, des ouvriers pour poursuivre sa croisade nationale, patriotique. Socialiste, pour lui, signifiait d'abord et avant tout ennemi déclaré des Russes, partisan d'une Pologne ressuscitée et libre. Pour accomplir ses desseins, il s'est servi de toutes les armes à sa portée. Pendant la guerre, il a de même fait cause commune avec les Autrichiens, puis avec les Allemands, tant qu'il a pu espérer que leur appui, leur concours serviraient la cause polonaise. Il se battait avec eux contre les Russes. Mais il ne se battait certainement pas pour eux.

Il en est exactement de même aujourd'hui. Ce n'est pas pour les beaux yeux des socialistes qu'il vient de livrer et de gagner cette bataille. Cette journée, pour les socialistes, pourrait s'appeler « la journée des dupes ».

Entre eux et lui, ce malentendu n'est d'ailleurs pas le premier. En novembre 1918, tout de suite après l'armistice, Pilsudski était à peine revenu de sa prison allemande à Varsovie qu'une délégation socialiste vint le voir. Comme elle s'adressait au « camarade Pilsudski », il déclara du tac au tac aux délégués :

— Messieurs, je ne suis plus votre « camarade ». Nous suivîmes, à l'origine, la même direction et nous prîmes le même tramway peint en rouge. Moi, je viens de quitter ce « tram » à l'arrêt « Indépendance ». Vous, vous continuez le voyage jusqu'à la station

« Socialisme ». Mes meilleurs vœux vous accompagnent, mais... appelez-moi désormais : « Monsieur ».

L'homme est tout entier dans cette réponse.

Pilsudski, maître suprême désormais, puisqu'il dispose entièrement de l'armée, ne prend, pour commencer, aucune des décisions énergiques, vigoureuses, qu'on aurait pu attendre. Il s'enferme dans son bureau, il réfléchit. On dirait qu'il est quelque peu embarrassé de cette victoire à laquelle il a pourtant énergiquement travaillé. Rien n'est changé à la Constitution, au régime. Le président de la Diète, remplaçant constitutionnellement le président de la République démissionnaire, forme un nouveau ministère dont la direction est confiée à un parlementaire. Le maréchal en fait partie comme ministre de la Guerre. Ce ministère se présente devant les Chambres. C'est à croire que la vie du Parlement va continuer, comme si rien, dans l'intervalle, ne s'était produit.

Comment expliquer ces hésitations, cet état d'esprit du maréchal ?

Tout porte à croire que la bataille qu'il vient de livrer dans les rues de la capitale, avec deux mille morts ou blessés, lui a causé quelque surprise et même quelque douleur. Il n'avait pas cru, vraisemblablement, qu'elle serait nécessaire. Il pensait que son prestige, sa popularité suffiraient pour entraîner du premier coup toutes les troupes derrière lui, pour

lui permettre de saisir, sans coup férir, le gouvernement. Imprégné des souvenirs napoléoniens, il concevait ce coup d'Etat comme un retour de l'île d'Elbe, croyant, dès son apparition, à l'effondrement immédiat du régime établi. Si Napoléon, lors de son premier contact à Laffrey, près de Grenoble, avec les troupes régulières, avait été obligé de tirer sur elles, d'engager la lutte, outre que les chances de sa restauration auraient été compromises, il se serait senti envahi par une grande tristesse... Tel est le cas de Pilsudski. L'armée a été coupée en deux. Soldats, officiers se sont battus les uns contre les autres.

Il importe, sans retard, d'effacer les moindres traces de ce conflit sacrilège, de ce déchirement.

C'est à quoi le maréchal emploie ses premiers efforts. Il est nécessaire aussi de pacifier le pays, surtout la Posnanie qui s'est dressée ouvertement contre lui.

Pilsudski, somme toute, ne se comporte pas comme un dictateur-né, ayant, si l'on peut dire, l'absolutisme dans le sang. Il s'est résigné à ce coup de force, parce que, ses adversaires l'ayant poussé à bout, il a estimé impossible d'agir autrement. Mais il ne paraît pas assoiffé du pouvoir suprême. Il lui déplaît, en tout cas, de détenir la totalité de ce pouvoir entre ses seules mains. Il aime, avant de prendre une décision définitive, réfléchir, voir venir. Les

scrupules juridiques, le respect des formes, du régime, ne sont pas absents de son esprit. Il désire changer la Constitution. Mais il n'éprouve aucun besoin de la détruire. Il semble vouloir au contraire garder du régime parlementaire tout ce qui peut en être conservé, mais en augmentant l'autorité, les prérogatives du pouvoir exécutif, surtout du président de la République, le chef de l'Etat.

Son attitude, durant cette période décisive, le différencie nettement de tous les autres dictateurs européens, particulièrement de Mussolini.

Entre Mussolini et Pilsudski, plus tard entre ce dernier et Hitler, le contraste est profond.

On ne saurait trop insister sur ce point capital.

Mussolini déteste de tout cœur le régime parlementaire. Il fait plus que de le détester : il le méprise. Aussitôt après son avènement, il ne ferme pas le Parlement, ne sachant pas trop encore ce qu'il mettrait à la place, mais il le réduit pratiquement à néant. Il est décidé à ne plus lui laisser jouer le moindre rôle dans le gouvernement du pays. Le Parlement sera désormais remplacé par les assemblées du parti fasciste, tenu tout entier entre les mains du dictateur. Mussolini a déjà sa conception du gouvernement, son système, à savoir la puissance souveraine du parti, grâce à qui il a pu conquérir le pouvoir.

Pilsudski, lui, n'a pas de système, de conception théorique. Le Parlement, à ses yeux, n'est pas plus mauvais qu'autre chose, à une condition toutefois, c'est qu'on réduise, qu'on bride sérieusement ses attributions, qu'on l'empêche d'amoinrir l'autorité du pouvoir exécutif qui doit exister en dehors de lui.

Pilsudski n'est pas un théoricien, mais un empiriste, un opportuniste, toute sa doctrine politique se réduisant à deux ou trois idées simples, avant tout la nécessité d'un pouvoir exécutif durable et fort. Ce pouvoir-là, il s'arrangera, par des moyens indirects, sans trop faire étalage de son autorité, pour le confier à des hommes sûrs, possédant sa pleine confiance.

Coup de théâtre de Pilsudski

Ces quelques traits essentiels rendent ce qui se passe ensuite suffisamment intelligible et clair.

La vie parlementaire continue, quitte à prendre une direction sensiblement différente de celle qu'elle aurait suivie si le coup d'Etat ne s'était pas produit.

La Constitution subsiste, mais des changements profonds ne tarderont pas à y être introduits.

La première tâche est d'élire un nouveau

président de la République, à la place de l'ancien, démissionnaire.

La Diète se réunissant nomme Pilsudski par 292 voix contre 193 à son concurrent, le candidat des droites.

Le maréchal, suppose-t-on, va sans doute s'empresse d'accepter ces fonctions qui lui sont offertes par une majorité somme toute suffisante. Il voulait le pouvoir. Après l'avoir conquis en fait, voici qu'il se le voit confié en droit.

Coup de théâtre inattendu. Pilsudski refuse, sans une minute d'hésitation, ce poste.

La lettre où il explique ce refus jette une vive lueur sur son caractère et ses conceptions politiques. Il commence, ce qui est habituel chez lui, par une violente diatribe contre ses adversaires :

« Cette fois, écrit-il, je remercie tout le monde de ne pas m'avoir élu à l'unanimité, comme en février 1919. *Il y a ainsi moins de trahison et de fausseté en Pologne.* »

Après quoi vient l'exposé des raisons pour motiver son refus :

« J'ai encore trop présent à la mémoire le cadavre du président Naturowiecz, que je n'ai pas pu sauver de l'assassinat. »

Le premier président de la République polonaise, en effet, fut, presque tout de suite après son élection, assassiné par un fanatique, à la suite d'une violente campagne entreprise

contre lui par les partis de l'opposition, les mêmes qui ont combattu de tout temps Pilsudski.

Ce dernier explique ensuite que les prérogatives du président ne lui paraissent d'aucune manière suffisantes pour qu'il lui soit possible d'accepter et d'exercer cette fonction. Tant que ces prérogatives n'auront pas été sensiblement accrues, le président ne sera qu'une simple marionnette entre les mains du Parlement, ce à quoi Pilsudski ne saurait un seul instant consentir. La Diète élit à sa place un de ses intimes amis, un vieux compagnon de combat, M. Moscicki, un illustre savant, jouissant d'une renommée européenne, qui, depuis, est demeuré le chef de l'Etat. Aussitôt nommé, il est amené à prêter le serment devant l'Assemblée nationale. Cette cérémonie a lieu, non point à la Diète, comme les fois précédentes, mais dans l'ancien palais royal, le Zamek, où le nouveau président s'est installé aussitôt.

Ce changement, voulu sans doute par Pilsudski, est profondément significatif. Il est annonciateur des temps nouveaux. Il marque nettement quelle va être, quelle doit être l'importance des fonctions présidentielles par rapport au Parlement lui-même. Le président n'en sera pas désormais une pure et simple émanation. Il sera beaucoup plus que cela : il exercera un pouvoir véritable, dans une large mesure, indépendant, représentant la

nation elle-même, assurant la stabilité, la continuité gouvernementales.

La politique, telle que la conçoit Pilsudski, n'est qu'une des multiples formes de la guerre. Pour le commun des mortels et à plus forte raison pour les grands hommes, les chefs de peuple, l'existence consiste à se battre perpétuellement, contre quelque chose ou contre quelqu'un. Il en est de cette bataille comme de toutes les batailles, où la surprise est le principal facteur de la victoire. Si vous voulez vaincre vos adversaires, ne faites pas ce qu'ils attendent mais, au contraire, ce qu'ils n'attendent pas.

Chez cet être « ondoyant et divers » qu'est le maréchal, les sinuosités, les oscillations, le louvoiement sont une des règles principales de sa conduite. Il est rarement pour les solutions simples, d'un seul bloc, décidées une fois pour toutes. C'est que la vie, la politique, ne sont nulle part choses simples, en Pologne moins que partout ailleurs. Il peut paraître facile de s'en tenir à une formule rigide, de s'appuyer sur un seul parti, de concevoir de toutes pièces un système de gouvernement que l'on essaiera d'imposer au pays; cette facilité apparente est semée de pièges et d'embûches. Sous cette eau tranquille, dormante, se cachent de multiples, de dangereux écueils sur lesquels la barque gouvernementale risque, à tout instant, de venir se briser.

Pilsudski et la réforme de l'Etat

Comment se présente au maréchal, maintenant qu'il est devenu le maître, le problème capital à résoudre, à savoir la réforme de l'Etat?

Cette réforme lui paraît indispensable. C'est la première tâche à laquelle il a le devoir de se consacrer, et de se consacrer tout entier.

Bien des Polonais, à cette époque, devaient se dire : « A quoi bon s'exciter, s'échauffer pour une réforme constitutionnelle qui relève de la théorie plus que des faits? Les hommes importent et non les institutions. Vous avez beau changer celles-ci, tant que vous ne changez pas ceux-là, aucun résultat n'est atteint. »

Radicalement différente est l'opinion de Pilsudski. Les hommes sont, selon lui, pour une bonne part, ce que les institutions les font. Dès que celles-ci s'avèrent mauvaises, comme c'était le cas en Pologne, il importe de les changer au plus tôt si l'on prétend supprimer leur influence pernicieuse. Plus on tarde à s'attaquer à la source du mal et plus la gravité de ce dernier décroît.

Nous allons voir à l'œuvre Pilsudski, suivre ses efforts pour réaliser cette réforme constitutionnelle qu'il estime absolument indispensable.

Les remèdes employés par lui relèvent plutôt du médecin que du chirurgien.

Au lieu de trancher dans le vif, à l'exemple des autres dictateurs, d'obliger son pays à faire peau neuve, il essaie, tout en gardant une bonne part du système ancien, d'y apporter de-ci de-là les changements, les améliorations nécessaires. Il s'efforce de faire du neuf avec le vieux. Il aime mieux recoudre que tailler.

Les points principaux sur lesquels se porte son attention : création d'un pouvoir exécutif très fort, diminution des prérogatives parlementaires, sont les mêmes en Pologne qu'en France. Tous ceux qui, chez nous, proposaient de réformer l'État, le président Tardieu, dans l'excellent ouvrage qu'il a consacré à ce sujet, le président Doumergue, dans son projet de réforme, envisagent des solutions qui, dans le fond, ne sont pas sensiblement différentes de celles qui ont été appliquées par Pilsudski.

Pilsudski, parce qu'il en avait le pouvoir, conformément à sa nature, à son tempérament, est allé beaucoup plus loin que ne le proposent les réformateurs français.

Mais si la distance parcourue par lui est plus grande, la direction, l'orientation de ces réformes, devenues une réalité en Pologne, restées en France à l'état de simple projet, sont à peu près les mêmes.

La raison de cette analogie est simple. Le mal parlementaire, parce qu'il provient des

mêmes causes, revêt un peu partout les mêmes aspects; il produit les mêmes effets. Il aboutit, d'abord et avant tout, à la faiblesse, à l'instabilité gouvernementales, qui se marquent par des crises ministérielles très fréquentes. Il est agréable et flatteur pour un député de devenir à son tour ministre, de même que tout ministre désire, un jour ou l'autre, devenir président du Conseil. C'est une tentation à laquelle il est difficile, sinon impossible, de résister. Elle détermine par elle-même les vocations les plus impérieuses, les ambitions les plus inattendues. Le gouvernement devenant de plus en plus compliqué, de plus en plus difficile en tout pays, comment espérer que ceux qui l'exercent, très souvent par l'effet d'un pur hasard et sans que rien les ait ni désignés ni préparés pour ces difficiles fonctions, sauront les exercer sans commettre aucune faute? Comment les croire capables d'éviter les erreurs, les faux pas? A peine une erreur est-elle commise qu'elle est aussitôt signalée, montée en épingle, exploitée par leurs opposants. Elle devient une pelure d'orange sur laquelle le ministre glisse et se casse le nez. Malheureusement, ceux qui le remplacent ne font pas mieux que lui. C'est même souvent le contraire, et ainsi les équipes gouvernementales se succèdent sans que le pays y trouve aucun avantage, loin de là. Car mieux vaut, à tout prendre, garder longtemps un ministère même médiocre, que de remplacer à

chaque instant ces ministres médiocres par d'autres tout pareils. Le changement ne fait qu'ajouter à ce premier mal un mal nouveau.

En quoi consiste la réforme?

La réforme poursuivie et réalisée par Pilsudski vise avant tout l'augmentation du pouvoir présidentiel. Le président de la République a désormais le droit de dissoudre les Chambres, sur la demande du conseil des ministres. Les élections doivent avoir lieu trois mois au plus tard après la dissolution. Dans cet intervalle, il possède le droit de légiférer par décrets-lois.

Le pouvoir exécutif étant renforcé de la sorte, les prérogatives de la Chambre, en revanche, sont sensiblement diminuées. C'est comme les deux seaux dans un puits. Tandis que l'un s'élève, l'autre s'abaisse. La session parlementaire est réduite à cinq mois. La Chambre des députés a trois mois et demi pour examiner le projet du budget, le Sénat un mois. Si pendant ce temps le budget est voté par une des Chambres seulement, le président de la République peut le promulguer aussitôt. S'il n'est voté par aucune des Chambres, il promulgue de lui-même le budget proposé par le gouvernement.

Afin d'éviter les crises ministérielles imprévues, un nouvel article introduit dans la Constitution exige qu'une motion capable d'entraîner la démission du gouvernement ne puisse faire l'objet d'un vote au cours de la séance où elle a été déposée. Les députés ont ainsi le temps de réfléchir avant de provoquer une crise ministérielle.

Cette revision de la Constitution fut votée par 246 voix contre 95, représentant les socialistes et les minorités. La loi fut promulguée le 2 août 1926.

Le président de la Diète en résumait ainsi la portée :

« La réforme ne saurait aucunement être regardée comme attentant au régime parlementaire de la Pologne. Elle a été souhaitée par de nombreux partis... Son but est le renforcement du pouvoir exécutif, afin d'obtenir un équilibre juste et harmonieux entre le législatif et l'exécutif. »

La loi sur les pleins pouvoirs fut adoptée presque en même temps. Ces pouvoirs sont accordés au gouvernement jusqu'à la réunion de la prochaine législature : ils visent la réorganisation des lois en vigueur d'accord avec la Constitution, l'administration de l'Etat, l'exercice de la justice, l'équilibre du budget, la stabilisation de la monnaie et le redressement économique.

L'armée, qui constitue la préoccupation

essentielle de Pilsudski, est soustraite par décret à toutes les influences parlementaires.

Cette réforme a été adoptée par une majorité relativement considérable, comprenant une certaine partie de l'opposition. On peut se demander pourquoi cette dernière se rallia de la sorte au programme du maréchal, que cependant elle n'aimait guère.

L'explication est très simple : Pilsudski sut battre le fer tandis qu'il était chaud. Deux mois seulement après le coup d'Etat, il propose ou plutôt impose cette réforme. Un certain nombre de ceux qui s'y résignèrent à contre-cœur étaient encore sous l'effet de la crainte provoquée par le coup d'Etat. Ils se laissèrent ainsi dépouiller d'une portion de leurs prérogatives, en se disant apparemment que toute résistance de leur part aboutirait à leur faire perdre non pas une simple partie de leur autorité, mais la totalité.

Si le président Doumergue, quand il vint à Paris au lendemain du 6 février, maître absolu de la situation, faisant figure de sauveur, de héros national, avait senti la force immense et la nature exacte de son pouvoir, qu'il tenait non certes du Parlement, mais d'un fait révolutionnaire, à savoir le soulèvement de la rue, si Doumergue, dans les quelques semaines qui suivirent avait proposé sa réforme de l'Etat au lieu d'attendre neuf ou dix mois, les députés,

mal remis de leur émotion, de leur crainte, l'auraient certainement acceptée.

Malheureusement, il leur laissa le temps de se reprendre. Quand il les saisit finalement de son projet, les événements du 6 février étaient déjà oubliés. Il était trop tard.

Le Parlement diminué

Après le vote de cette réforme, la vie parlementaire continue en Pologne.

Les députés, qui n'ont accepté que contraints et forcés le nouvel état de choses, essaient de reprendre, comme on dit, du poil de la bête. Quelques semaines plus tard, ils renversent le ministère. Mais ils s'aperçoivent aussitôt qu'il y a quelque chose de changé dans le pays. Le président de la République constitue, le lendemain, un ministère exactement identique à celui qui a été renversé, sans y faire aucun changement, sur quoi la Chambre le renverse une seconde fois.

Que va-t-il arriver? Sans doute une dissolution de la Chambre et de nouvelles élections?

C'est ce à quoi tout le monde s'attend.

Mais Pilsudski, nous l'avons vu, excelle à faire exactement ce à quoi ses adversaires ne s'attendent pas. Il se rend compte que des

élections faites dans les circonstances présentes, avec le scrutin proportionnel, intégral, donneront à peu près les mêmes résultats. La nouvelle Diète risque d'être à peu près pareille à l'ancienne.

C'est là aussi un point capital sur lequel on ne saurait trop insister. Il intéresse les Français autant que les Polonais. Car l'analogie entre les deux situations, les deux pays est frappante.

Le droit de dissolution met entre les mains du président de la République une arme très efficace, à une condition, toutefois : c'est qu'il ne s'en serve pas trop souvent, et surtout qu'il ne s'en serve qu'à bon escient.

Un jour que je m'entretenais de ce grave sujet avec le président P.-E. Flandin, comme nous parlions de la réforme constitutionnelle :

— Croyez-vous vraiment, me dit-il, à l'utilité du droit de dissolution ?

Sur un signe affirmatif de ma part :

— Je suis, poursuivit-il, d'un avis contraire au vôtre. La dissolution, dans notre pays, surtout si elle est employée souvent, ne donnera aucun résultat utile. Les électeurs renverront à peu près les mêmes députés et les élections n'auront ainsi servi qu'à accroître le désordre et la confusion.

Le président Flandin avait raison et je n'avais pas tort. Le droit de dissolution, en effet, est une arme à double tranchant. Elle

est aussi dangereuse pour celui qui l'emploie que pour ceux contre qui elle est employée.

Son maniement est une question de mesure, de doigté. Elle agit par son effet moral, plus encore que par son effet matériel. C'est une épée de Damoclès suspendue sur la tête des députés pour leur rappeler qu'ils ne sont pas les maîtres absolus pendant la durée de leur mandat, qu'ils peuvent, d'un moment à l'autre, être renvoyés devant leurs électeurs.

Cette crainte-là est pour eux le commencement de la sagesse.

On pourrait dire de la dissolution ce que Lyautey disait de la force : il faut pouvoir la montrer, pour ne pas avoir à s'en servir.

Durant les années qui suivent le coup d'Etat, Pilsudski se trouve dans une situation étrange, paradoxale. Il est, en fait, le maître du pays, ainsi que les événements l'ont démontré. En droit, il essaye de gouverner avec un Parlement où il ne possède pas la majorité et qui, cependant, reste deux années encore au pouvoir. Les nouvelles élections de 1928 ne lui donneront pas encore cette majorité. Il faudra attendre celles de 1930, soit une période de quatre ans, pour qu'elle lui soit acquise.

Bien des gens pourront s'étonner qu'une situation pareille puisse se prolonger si longtemps. Ils se demanderont pourquoi le maréchal, puisqu'il en a les moyens, au lieu de dénouer ce nœud gordien, ne trouve pas plus

simple et plus expéditif de le trancher d'un coup d'épée.

Son pouvoir, entre temps, ne cesse pas de s'affermir. Il s'appuie non seulement sur l'armée, qui lui est acquise, mais sur l'administration, qui subit de plus en plus son influence.

Il s'opère au sein des partis un mouvement de désagrégation favorable au gouvernement.

Pilsudski, contrairement à ce qui se passe en Russie, en Italie, en Allemagne, n'essaye pas de créer en sa faveur un parti unique. Il laisse subsister tous les anciens partis avec leurs cadres, leurs états-majors, leurs troupes.

Un communiste russe lança un jour cette boutade : « Au pays des Soviets, déclara-t-il, il ne saurait y avoir que deux partis : l'un au gouvernement, l'autre en prison. » Tel n'est pas le cas de la Pologne. Dans l'ensemble de ces partis, se constitue peu à peu un groupe de députés favorable au gouvernement. C'est ce qu'on appelle « le bloc sans parti de collaboration avec le gouvernement ».

C'est la base parlementaire sur laquelle s'appuiera de plus en plus le régime de Pilsudski. Ici encore, on peut constater sa tactique opportuniste, ses méthodes louvoyantes. Plutôt que de faire table nette, de créer de toutes pièces une organisation nouvelle, le maréchal se sert, en les modifiant, des organisations existantes.

Pilsudski et les libertés politiques

Le bloc pilsudskiste obtient aux élections de 1928 des succès assez marqués. Il conquiert 135 sièges aux dépens de la droite et du centre. Comme le remarque le représentant du *Times*, à Varsovie, des cas très marqués de pression gouvernementale ont été signalés un peu partout pendant cette période. Le résultat, bien qu'il ne donne pas la majorité à Pilsudski, représente cependant pour lui un succès incontestable.

Sa collaboration avec le nouveau Parlement, où ses partisans sont, dans l'ensemble, moins nombreux que ses opposants, se poursuit. Elle ne va pas sans beaucoup de heurts et de frictions. La nouvelle Diète manifeste ses dispositions en élisant à la présidence, non point le candidat du maréchal, mais celui de l'opposition. Pilsudski accepte, une fois encore, d'être chef du gouvernement. Mais on apprend, un beau jour, qu'il vient de donner sa démission. Dans une déclaration sensationnelle, il fait connaître à la Pologne et à l'Europe les motifs de sa décision. C'est un réquisitoire très violent contre le Parlement, à qui les reproches ni même les injures ne sont pas ménagés.

— Si j'ai démissionné, dit le maréchal, ce n'est pas à cause de ma santé, car je me porte

à merveille. J'aurais pu, d'ailleurs, prendre un congé et demeurer premier ministre, mais je n'ai pas voulu.

Il explique ensuite que les fonctions du président de la République et du premier ministre sont mal définies par la Constitution et intolérables dans la pratique pour un homme de son tempérament. Le Parlement, au surplus, s'en tient à des méthodes de travail si stupides qu'il lui est impossible désormais de travailler avec lui.

— Afin d'éviter, ajoute-t-il, tout malentendu, je tiens à souligner que, personnellement, en qualité de dictateur, j'ai consenti à coopérer avec le Parlement conformément à la Constitution, alors que j'aurais pu l'écraser sous mon pied, comme le plus vil des vers. Dès la réunion de cette troisième Diète, quand j'ai constaté l'impossibilité de supporter ces méthodes, deux solutions m'étaient ouvertes : introduire de nouvelles lois constitutionnelles ou démissionner. C'est la seconde que j'ai choisie.

Et, continuant sur ce thème, qui excite visiblement sa verve, il stigmatise le Parlement qui, par son bavardage, son caquetage stérile, engendre un tel ennui que « les mouches elles-mêmes en périraient de dégoût ». Il le compare « à une locomotive tirant derrière elle une épingle ». Les députés se conduisent comme s'ils étaient « dans un cabaret de bas étage ».

— Je voudrais les voir cesser d'identifier

leurs méthodes avec celles de la démocratie, à laquelle, certes, ils ne font pas honneur!

Aux élections suivantes, en 1930, le bloc des pilsudskistes obtient enfin la majorité. Il conquiert en tout 247 sièges sur 444.

L'opposition prétend que la pression gouvernementale, de plus en plus violente, a faussé le résultat des élections.

Toute dictature ou même toute demi-dictature, par le seul fait qu'elle se prolonge, tend à devenir de plus en plus autoritaire, sinon absolutiste. Elle s'irrite des moindres résistances. Elle cherche instinctivement à les détruire.

Est-ce Pilsudski qui, par son action, par sa volonté personnelle, la fait ou la laisse glisser dans cette direction?

Est-ce l'influence de son entourage, composé d'hommes jeunes qui lui sont dévoués corps et âme, pour la plupart des anciens compagnons d'armes, « les colonels » placés par lui, les uns après les autres, à la tête des principales administrations?

La politique de Pilsudski consiste à tolérer chez ses collaborateurs, quand il les a une fois choisis, une assez large indépendance. Il intervient rarement dans leur travail. Il les laisse, comme il dit, se débrouiller.

Cette tendance au gouvernement fort, absolutiste, se marque, quelques mois avant ces

élections de 1930, par un incident assez grave et très significatif.

Le 21 juin de cette année, les partis de l'opposition, surtout le parti paysan de Witos et les socialistes, tinrent à Cracovie, où, pour des raisons historiques, les traditions de liberté, d'indépendance sont plus fortes que partout ailleurs, un grand meeting de protestation. Peu de temps après, la Chambre fut dissoute et l'on apprit un beau matin l'arrestation des chefs de l'opposition de gauche, partis paysan et socialiste : Witos, Liebermann, Prager, Kiernik furent appréhendés à leur domicile et dirigés vers une destination inconnue. Korfanty, qui prit une part prédominante au plébiscite de la Haute-Silésie, fut également arrêté.

Le public demeura quelque temps sans nouvelles sur leur sort. Après les élections qui donnèrent au gouvernement la majorité, les prisonniers furent libérés et ils s'empressèrent de divulguer certains détails du traitement qu'ils avaient subi.

Ces détails sont, il faut le reconnaître, assez répugnants. Les prisonniers avaient été inculpés tout d'abord du délit de droit commun. Lors de leur jugement, cette partie de l'accusation s'effondra, il fut impossible de retenir contre eux d'autres griefs que des motifs politiques, un prétendu complot contre la sûreté de l'Etat.

Enfermés dans la forteresse de Brest-Li-

tovska, ils y furent soumis à toutes sortes de sévices ordonnés par un sadique, le commandant de la forteresse, Kostek-Biernacki. Pour ne citer qu'un seul trait, ils étaient obligés de ramasser les ordures, chaque matin, avec leurs mains.

Cet indigne traitement fut-il voulu par le maréchal? Est-ce la faute d'un subordonné désireux de faire du zèle? Il est difficile de tirer la chose au clair.

De pareilles pratiques sont chose courante sous le régime hitlérien, dans les camps de concentration où des milliers de socialistes, de Juifs ont eu à subir et subissent encore des traitements beaucoup plus sévères, beaucoup plus abominables.

Le nombre de cas analogues qu'on peut citer en Pologne est, jusqu'ici, heureusement assez peu élevé.

CHAPITRE IX

PSYCHOLOGIE DE PILSUDSKI

Amas d'épithètes, mauvaise louange. Ce sont les faits qui louent.

Pour louer et, surtout, pour expliquer Pilsudski, je ne me suis guère servi que des faits, ce qui était le meilleur moyen, ou plutôt le seul, de le rendre, lui et sa politique, intelligibles au public français.

Plutôt que de suivre une ligne droite, mieux valait pour cela prendre résolument le chemin des écoliers.

Dans le déroulement de son aventureuse existence, il suffit de recueillir quelques traits essentiels pour reconstituer cette figure si originale. Certains épisodes, certaines décisions prises à des moments critiques nous livrent la clé de sa personnalité.

Ses premières impressions, ses premiers souvenirs d'enfance en Lithuanie, l'atmosphère

d'oppression, de terreur que font peser les Russes sur ce malheureux pays le marquent d'une empreinte indélébile.

La haine du Russe, ou plutôt du régime tsarien (car il en veut au régime plus qu'aux individus) le saisit dès la première heure et ne le quittera plus.

Il faut bien — et ceci mérite d'être noté — que ce régime ait été, à beaucoup d'égards, odieux pour avoir provoqué contre lui des haines aussi violentes.

Un de ceux qui ont le plus contribué à l'abattre, le chef, le « pape » du bolchevisme, Lénine, avait, lui aussi, dès le début de sa carrière, accumulé contre le tsar, ses conseillers, ses fonctionnaires, une masse insoupçonnée d'indignation et de fureur.

Que reprochaient donc à ce régime ceux qui le détestaient à un tel point?

Moins, apparemment, sa violence, sa sévérité, d'ailleurs intermittentes, que l'oppression incessante, soupçonneuse, inintelligente, d'un système fait pour abaisser, avilir les caractères.

Au lieu de s'incliner devant la répression, même quand elle est des plus dures, les âmes fortes, comme celle de Pilsudski, se redressent et font tête.

Après cinq années de déportation en Sibérie qui, loin de le décourager, de l'affaiblir, ne servent qu'à l'exciter davantage, il se jette à corps perdu dans la lutte contre les Russes.

Mais, ici, apparaît son originalité, ce qu'il y a de clairvoyant, de pénétrant, de divinatoire dans son génie.

Les adversaires les plus dangereux pour le tsarisme ne sont pas, d'après lui, ceux du dehors, mais ceux du dedans, les révolutionnaires qui ont juré sa perte et qui, finalement, l'abattront.

Cette formule résume assez bien la vision prophétique de Pilsudski.

La tâche des Polonais patriotes est donc toute tracée.

Ils n'ont pas à lutter les armes à la main, ainsi que le firent héroïquement, mais inutilement, leurs pères, contre un peuple beaucoup plus fort. Le résultat poursuivi, l'indépendance, ils l'obtiendront plus aisément en sachant habilement, opportunément, utiliser les puissants concours qui s'offriront à eux : d'abord celui des révolutionnaires russes à l'intérieur des frontières, au delà, les ennemis de la Russie.

Aussi Pilsudski reste-t-il anxieusement à l'affût des circonstances, des occasions. Il cherche partout des appuis. Il espère en avoir trouvé un, très efficace, lors de la guerre russo-japonaise; pendant la période insurrectionnelle qui suit cette guerre, il travaille en plein accord avec les révolutionnaires russes, sans jamais, cependant, perdre de vue son objectif particulier, la défense des intérêts purement polonais.

Comme s'il sentait, s'il flairait une grande conflagration prochaine en Europe, il consacre maintenant tous ses efforts, tous ses soins à organiser un embryon d'armée polonaise.

Quand la guerre éclate, son action va se poursuivre non plus sur le terrain révolutionnaire, mais sur le terrain militaire, quitte à revenir du second au premier, dès que les circonstances l'exigent.

Qu'il s'agisse de conspirations ou de batailles, Pilsudski, dès le début, agit et parle comme un chef. Le don du commandement est en lui. Ses collaborateurs, quels qu'ils soient, subissent du premier coup son ascendant. Il s'impose, sans que personne songe un seul instant à discuter, à contester son autorité. Il est le chef-né, devant lequel tout le monde s'incline, le « commandant », ainsi que l'appelaient, au début de la guerre, ses légionnaires.

Cet ascendant irrésistible rappelle, à certains égards, celui que manifeste Bonaparte quand il prend, à vingt-six ans, avec des généraux tous plus âgés que lui, le commandement de l'armée d'Italie.

Quand, au lendemain de l'armistice, sortant de la prison où les Allemands le tenaient enfermé, Pilsudski arrive subitement, inopinément à Varsovie, la direction de l'Etat nouveau-né est, d'une minute à l'autre, mise entre ses mains. Il n'y a, à cet égard, ni hésitations,

ni discussions. Ceux qui auraient pu être des concurrents pour ce poste suprême s'effacent immédiatement devant lui.

C'est, à mon sens, la preuve la plus saisissante, la plus décisive que l'on puisse donner de son irrésistible ascendant.

Pilsudski est un homme qui sait vouloir, mais qui, en même temps, sait attendre.

Le succès, dans la politique comme dans la guerre, n'est jamais une chose simple. Il est toujours, plus ou moins, la résultante de forces multiples et diverses. Il naît d'un concours de circonstances favorables sur lesquelles vient s'exercer l'action décisive du chef. La victoire n'existerait pas évidemment sans le chef, mais elle n'existerait pas non plus sans les circonstances. Il faut, pour la créer, l'union intime des deux.

Cette remarque fait comprendre le rôle de Pilsudski dans la guerre et l'après-guerre, bien que l'homme puisse paraître, surtout pour des Occidentaux, sinueux, obscur, énigmatique, plein de feintes, de complications, de détours.

La psychologie de ce grand chef n'est pas claire. Raison, logique, décision prise une fois pour toutes, fixité des desseins, même s'il tenait ces qualités-là de sa nature, ce qui n'est pas le cas, les événements embrouillés et changeants au milieu desquels il se débat ne lui auraient certainement pas permis de les manifester.

Le 8 octobre 1926, quelques mois après le coup d'Etat, M. Thiébault-Sisson, venu à Varsovie pour l'inauguration du monument à Chopin, fut reçu par le maréchal qui lui fit cette extraordinaire déclaration :

— Mon programme politique? Je n'en ai pas et je ne peux pas en avoir. On dit de moi que je suis un personnage de légende. Or la légende et l'histoire font deux. L'une est fixe parce qu'elle repose sur des faits, l'autre essentiellement mobile parce qu'elle est le produit de l'imagination populaire. Chacun, suivant son tempérament, l'interprète et la modifie à sa guise. Il y a, sur 28 millions de Polonais, 28 millions d'images différentes du maréchal Pilsudski, et chacun de mes compatriotes attend de moi exactement le contraire de ce qu'exige son voisin. Comment contenter tout le monde? Il faut ruser, louvoyer, se garder de laisser deviner ce qu'on pense. On m'attend à droite : je me défile sur la gauche. On m'attend à gauche : vivement je passe à droite et je tombe sur l'adversaire surpris. C'est le jeu, non de la politique, mais de la guerre...

Rien ne donne autant que cette confiance la clé de son caractère, l'explication de ses méthodes.

Pilsudski est, d'abord et avant tout, un combattif. La plus grande partie de son existence a été employée par lui à se battre contre quelque chose ou contre quelqu'un. Seulement, les

neuf dixièmes de ces combats, surtout dans la période du début, ont dû être livrés, non pas au grand jour, à visage découvert, mais dans l'ombre, en se cachant, en se terrant. De là ce qu'il y a de contourné, d'oblique, de discontinu dans sa tactique. Loin de pouvoir suivre un plan fixé d'avance et une fois pour toutes, Pilsudski était obligé, à chaque instant, de modifier ses projets.

Il s'est battu pendant la guerre, d'abord avec les Autrichiens et les Allemands contre les Russes, puis contre les Allemands qui l'ont emprisonné. Sans son incarcération, si le gouvernement de Kerensky avait pu se maintenir et s'il avait promis l'indépendance à la Pologne, rien ne prouve que Pilsudski ne se serait pas finalement allié aux Russes, ses anciens adversaires, contre les Allemands.

C'est un homme qui n'hésite pas, quand les circonstances l'y obligent, à changer de camp d'une minute à l'autre.

Sa conduite offre toujours quelque chose de déroutant. Son évolution est difficile, sinon impossible à suivre. Pareil à l'anguille, il vous glisse constamment entre les doigts. Ses actes, ses réactions vous donnent un perpétuel démenti. Il fait rarement ce que vous attendez de lui; ce qu'il fait surprend la plupart des gens, même ceux qui le connaissent le mieux. La suite de ses décisions paraît, au premier coup d'œil, dépourvue de toute logique; mais ce

n'est qu'une apparence car, en réalité, une logique profonde, difficile à saisir immédiatement, relie les uns aux autres ses agissements.

Rien de plus déconcertant, de plus difficilement explicable que son attitude envers le régime parlementaire, incapable, selon lui, de donner à la Pologne le gouvernement stable et fort dont elle a un impérieux besoin.

Puisque telle est son opinion sur ce régime, il aurait dû, semble-t-il, engager sans retard une lutte décisive contre lui. Pourquoi a-t-il attendu si longtemps? Le coup d'Etat, qu'il a finalement entrepris, a réussi en 1926; n'aurait-il pas pu l'entreprendre et le réussir quatre ou cinq années plus tôt, alors que, déjà, les malfaçons du régime étaient évidentes?

C'est que Pilsudski, grand réaliste avant tout, laisse ses décisions mûrir en lui lentement, posément, d'après le contact direct de la vie, le déroulement confus des faits. Cet homme, que l'on regarde toujours plus ou moins comme un improvisateur, un bousculeur, n'improvise guère et ne bouscule hommes et choses qu'à la dernière minute. Au lieu de précipiter les événements, il attend, il observe; puis, un beau jour, la volonté, ou plutôt le besoin d'agir jaillit en lui; payant de sa personne, démasquant ses batteries, il engage la bataille et la gagne. La victoire remportée, le coup d'Etat accompli, la même tactique dilatoire

recommence; de nouveau sa conduite nous paraît surprenante, inexplicable.

Pourquoi ne se débarrasse-t-il pas immédiatement du régime contre lequel il est entré en lutte et qu'il a vaincu? Pourquoi ne ferme-t-il pas du jour au lendemain le Parlement?

Au lieu de cela, il le laisse siéger, tel qu'il est, pendant plusieurs années, avant d'y conquérir, par les voies plus ou moins normales de l'élection, une majorité; encore cette majorité n'est-elle pas homogène : elle est faite de pièces et de morceaux. Du moment qu'il est le maître tout-puissant, pourquoi donc n'use-t-il pas davantage de son pouvoir?

Bonaparte, après le 18 brumaire, ne met pas si longtemps à exercer une absolue domination; tous les liens qui pourraient le ligoter tant soit peu, il a vite fait de les trancher par l'épée.

Devenu Premier Consul, il écarte, d'une main ferme, tous ceux qui pourraient lui disputer la moindre parcelle du pouvoir. Personne, à vrai dire, n'y songe. Deux ans après, il se fait nommer, ou plutôt il se nomme Consul à vie; deux ans plus tard, Empereur.

En même temps qu'il possède la réalité du gouvernement, il en revendique, au grand jour, tous les honneurs, tous les insignes. La fonction ne lui suffit pas, si le titre ne vient s'y ajouter.

Non content de vouloir le pouvoir absolu

pour toute sa vie, il prétend, par surcroît, le rendre héréditaire, comme celui des souverains légitimes, le léguer à ses descendants, telle une propriété familiale.

Rien de pareil chez Pilsudski qui, loin de rechercher les titres, met un soin obstiné à les fuir. Il n'est ni président de la République, ni premier ministre; il reste ce qu'il était avant le coup d'Etat : inspecteur général de l'armée.

Il vit à l'écart des pompes officielles; il se montre, s'expose aussi peu que possible.

Rien d'important, cependant, ne s'accomplit sans lui. C'est lui qui, pour toutes les questions essentielles, donne les ordres, prend les décisions.

Même si le besoin de dominer n'était pas dans sa nature, dans son tempérament, la force même des choses l'entraînerait fatalement à renforcer de plus en plus le pouvoir exécutif, c'est-à-dire le sien.

Il ne lui suffit pas d'avoir, après le coup d'Etat, modifié la Constitution, afin de diminuer les prérogatives du Parlement. Il conçoit et il fait voter une Constitution nouvelle qui venait à peine d'être adoptée au moment de sa mort.

Son désir de domination se manifeste encore d'une autre manière.

Une situation toute nouvelle lui paraît exiger des hommes nouveaux; il se débarrasse résolument de l'ancien personnel politique et

administratif, pour appeler, autour de lui, des hommes, jeunes pour la plupart, nouveaux venus qui, lui devant tout, lui seront, croit-il, dévoués corps et âme, exécuteront fidèlement ses consignes, ses ordres. Il les choisit parmi ses anciens compagnons d'armes : là se recrute ce qu'on appelle le « parti des colonels ».

Peut-être l'expérience, la pratique des affaires seront-elles chez eux insuffisantes. Pilsudski estime que ces connaissances s'acquièrent très vite; si l'homme est intelligent, laborieux, il a vite fait de se débrouiller au contact des réalités avec lesquelles il est aux prises.

La jeunesse n'est pas un défaut mais une qualité. Elle donne la confiance, la rapidité de décision, l'audace.

Mussolini, d'ailleurs, pense comme lui sur ce sujet. Il en est de même de Hitler. C'est un trait commun aux divers dictateurs. Parvenus plus ou moins vite au pouvoir suprême, ils sont instinctivement portés à déléguer une partie de leur pouvoir aux amis de la première heure, aux compagnons de leurs luttes.

On peut et l'on doit se demander quelles raisons profondes ont poussé Pilsudski à modifier, ces temps derniers, une fois encore, la Constitution.

Ce n'est pas pour lui-même mais surtout pour ses successeurs qu'il a effectué ou laissé effectuer cette modification. Il n'en avait, personnellement, aucun besoin. Il demeurerait le

chef suprême, incontestable et incontesté. Son autorité, son prestige, son rayonnement étaient tels que nul ne se serait avisé — et pour cause! — d'entrer en lutte, si peu soit-il, contre lui.

Le régime, tel qu'il fonctionnait, lui permettait de gouverner à sa guise.

Mais permettrait-il à son successeur d'exercer une autorité suffisante?

Pilsudski, en faisant voter la Constitution nouvelle, pensait surtout à l'avenir.

Le grand défaut de la dictature est de ne pas pouvoir se continuer, attendu que le dictateur ne se survit pas à lui-même, comme le souverain de droit divin.

Que deviendra-t-elle le jour où celui qui l'a créée ne sera plus? L'œuvre à laquelle il a attaché son nom ne risque-t-elle pas, tout de suite après sa mort, de voler en éclats?

Ce grave, ce tragique problème ne pouvait pas ne pas préoccuper le maréchal. Il est d'ailleurs impossible qu'il ne hante pas l'esprit de tout dictateur!

La question posée de la sorte, comment Pilsudski a-t-il essayé de la résoudre?

L'idée essentielle qui inspire sa réforme est celle-ci : Il faut, à une nation, un homme ou un petit groupe d'hommes qui la gouverne.

Pilsudski estime que ce rôle ne peut, d'aucune manière, être rempli par le Parlement; une Assemblée élue, délibérante, est impropre à cette tâche.

Qui dit Assemblée dit absence d'unité, discussions, hésitations, intrigues, toutes choses incompatibles avec le fait de gouverner.

En Pologne, c'est le président de la République qui détient entre ses mains le droit et le pouvoir gouvernemental. Il est donc indispensable de concentrer en lui le plus d'autorité possible.

Pilsudski, toutefois, n'est pas théoriquement, foncièrement hostile au Parlement. Il se différencie nettement, à cet égard, des deux autres dictateurs : Mussolini, Hitler. Il croit à l'utilité et même à la nécessité d'une Assemblée parlementaire. Il estime qu'un pays ne peut pas et ne doit pas s'en passer.

En quoi consistent, à ses yeux, les services qu'elle peut rendre ?

Il y voit non seulement une soupape de sûreté, mais surtout la possibilité, précieuse pour un chef, d'opérer, grâce à elle, au moment où elle est élue, un sondage périodique de la nation.

Le principal inconvénient du pouvoir absolu — dictature ou monarchie — qu'il soit exercé par un homme ou un petit groupe d'hommes, c'est qu'il risque d'isoler celui qui l'exerce, de le couper de tout contact avec le peuple.

Le dictateur, le monarque vivent plus ou moins en vase clos. Les grands courants d'opinion peuvent leur échapper.

La périodicité des consultations électorales établit ce contact entre le gouvernant et les gouvernés.

La Chambre, en votant les lois, le budget, a le moyen de faire entendre la voix du pays sur les grandes questions qui se posent. En cas de conflit entre elle et le gouvernement choisi par le président, ce dernier a le droit de la dissoudre, de consulter à nouveau les électeurs.

Le Sénat est un organisme intermédiaire entre le président et la Chambre des députés.

Ces principes posés, il suffit d'indiquer brièvement de quelle manière ils sont appliqués, de noter quelques-uns des traits essentiels de cette Constitution.

Le président de la République réunit en sa personne des pouvoirs extrêmement étendus, beaucoup plus étendus que ceux du souverain dans un régime parlementaire. Il a même le droit, ce qui est intéressant et original, de désigner lui-même, dans certaines limites, son successeur.

Au cas où le Parlement n'accepterait pas celui-ci, le pays se prononce par un plébiscite et choisit son futur chef parmi les deux candidats : celui du Parlement et celui de l'ancien président.

Les auteurs de la Constitution ont évidemment désiré introduire ainsi dans le régime un principe de continuité, un élément de durée, s'apparentant, à certains égards, au fameux

droit de succession monarchique qui s'exprimait par cette formule : « Le roi est mort ! Vive le roi ! »

Le président de la République est élu par une Assemblée des électeurs qui comprend les présidents du Sénat et de la Diète, le chef du Gouvernement et 75 électeurs désignés, deux tiers par la Diète, un tiers par le Sénat.

A la fin de son mandat, qui est de sept ans, il a le droit, mais non l'obligation, de désigner un candidat à sa succession.

C'est lui qui choisit et révoque, sous sa seule autorité, sans avoir de comptes à rendre à la Diète, le président du Conseil et les membres du gouvernement.

La Diète peut demander leur démission, mais avec un certain nombre de réserves qui limitent très sérieusement ce droit.

Tout d'abord cette motion de défiance ne peut être votée que pendant la session ordinaire, dont la durée est de quatre mois par an. Elle ne peut jamais l'être au cours de la séance pendant laquelle elle a été déposée.

Cette mesure très sage, que nos parlementaires feraient bien d'adopter, empêche les votes de surprise, à « l'esbroufe », obtenus dans des conditions plus ou moins normales, parmi les incidents de séance, l'agitation, le brouhaha ; elle rend plus difficiles les intrigues, les embûches, les coups de poignard dans le dos ; la nuit portant conseil, elle laisse aux par-

lementaires le temps de réfléchir, de se calmer, de se ressaisir.

La motion de défiance, une fois votée par la Diète, doit être examinée, si le président de la République ne renvoie pas le gouvernement ou ne dissout pas la Chambre, par le Sénat, durant sa plus proche séance.

A supposer que le Sénat la vote lui aussi, alors, mais alors seulement, le président est obligé, ou de renvoyer le gouvernement ou de dissoudre à la fois la Diète et le Sénat.

Le Sénat est composé de membres nommés pour un tiers par le président de la République, pour les deux autres par les électeurs.

On voit à quel point toutes les précautions sont prises pour réduire les prérogatives des parlementaires, pour empêcher les crises ministérielles trop fréquentes, pour assurer la force et la continuité du pouvoir exécutif.

Dans une république sud-américaine, où les coups d'Etat se succédaient presque sans interruption, le chef du gouvernement prit un jour l'arrêté suivant :

« Nul ne pourra désormais être nommé général s'il n'a exercé préalablement la profession de militaire. »

Il y a, depuis la Grande Guerre, en Europe et dans le monde, quantité de généraux et plus

encore de colonels qui étaient et sont restés, par profession, des civils.

La France est à peu près le seul pays où nul ne fasse couramment précéder son nom du grade qu'il avait pendant la guerre; Marcel Prévost ne s'appelle pas le colonel Marcel Prévost, ni Henry Bordeaux le commandant Henry Bordeaux.

C'est que notre peuple est beaucoup plus guerrier que militaire.

L'Allemand, lui, est à la fois militaire et guerrier.

Le titre de maréchal, porté par Pilsudski, risque de créer un malentendu dans l'esprit des lecteurs français.

Pilsudski n'est pas un militaire, mais un civil qui, pendant une longue période de son existence, s'est vivement intéressé à tout ce qui concerne l'armée.

Il est un civil devenu volontairement militaire, ce qui explique la multiplicité de ses dons, l'étendue et la solidité de son action.

Tout passionné qu'il fût pour les choses militaires, il n'a jamais contracté « le pli professionnel ».

Les deux autres dictateurs : Mussolini, Hitler, sont d'anciens soldats, s'étant battus, fort bien, pendant la guerre, non pas des officiers de métier.

Le seul soldat professionnel qui, à la suite d'un coup d'Etat, soit devenu dictateur, Primo

de Rivera, n'a pas réussi à se maintenir au pouvoir. Sa dictature n'a duré que quelques années après quoi elle s'est effondrée.

La raison en est simple :

Pour qu'une dictature soit durable, il est indispensable qu'elle soit constamment soutenue par une force matérielle, un corps de troupe solide, homogène, permanent, constitué de longue main par le dictateur, composé de partisans résolus, disciplinés, lui obéissant au doigt et à l'œil. Ce sont les milices fascistes en Italie, les sections d'assaut (S.A.) en Allemagne, qui furent, par la suite, renforcées par une troupe de choc spécialement sélectionnée (les S.S.) dont le rôle fut décisif, lors des événements tragiques du 30 juin dernier.

Seul, un civil, un agitateur politique est capable d'organiser et de contrôler ces troupes spéciales qui sont l'armature de son pouvoir, l'instrument de sa domination.

Mussolini s'est toujours efforcé de ne pas laisser, si peu soit-il, affaiblir les milices fascistes, sans lesquelles il n'aurait jamais remporté la victoire. Il les maintient dans un cadre, une organisation spéciale, indépendante de l'armée. Son uniforme préféré, qu'il se plaît à revêtir en toute occasion, est celui de cette troupe.

Hitler, pour des raisons multiples, suit, à cet égard, une politique différente. Sous l'influence des grands chefs militaires, de l'état-

major, dont il subit la pression, il est en train de licencier une partie des sections d'assaut, ce qui le met, peut-être à son insu, de plus en plus sous la dépendance de l'armée régulière.

La force qui lui a donné le pouvoir va se fondre, se diluer de la sorte dans l'armée proprement dite.

Bonaparte, qui renversa, à son profit, le 18 brumaire, le gouvernement établi, était, d'abord et avant tout, un chef d'armée, un militaire de métier.

Mais n'oublions pas qu'il était corse et que tout Corse a, si l'on peut dire, la politique dans le sang. Aristote définissait l'homme : « un animal politique ». Cette définition s'applique admirablement au Corse connaissant par instinct, par atavisme, l'art de gouverner les êtres humains.

Durant une période mal connue de sa jeunesse, sur laquelle on n'insistera jamais assez, car elle explique une partie de son éblouissante carrière, Bonaparte s'intéressa beaucoup moins à l'armée, à la guerre, qu'aux luttes politiques, aux batailles électorales.

Ses premiers écrits, sa lettre à Buttafocco, le « Souper de Beaucaire » sont uniquement des manifestes politiques.

Pendant un long séjour en Corse, alors qu'il n'a pas encore choisi sa voie, il se mêle activement aux campagnes électorales; il brigue le suffrage de ses concitoyens, utilisant à mer-

veille, du premier coup, les procédés, les trucs capables de lui assurer la victoire, escamotant purement et simplement un des grands électeurs, portant et recevant des coups, obligé, finalement, de s'enfuir, lui et les siens, après une poursuite mouvementée, pour échapper à la haine des partisans de Paoli.

Pour Pilsudski, les conspirations, les luttes politiques ont duré près de trente ans; elles ont occupé la majeure partie de sa jeunesse et de son âge mûr.

Sa longue expérience s'ajoutant à ses dons innés, à ce qu'on pourrait appeler son « génie », lui ont donné un extraordinaire pouvoir de divination qui est chez lui comme un sixième sens. Ainsi que me le disait un des hommes qui l'ont le mieux connu : « il cause avec le Bon Dieu ».

Une sorte d'instinct, pareil au fameux « démon » de Socrate, le renseigne sur les grands mouvements de la politique, sur les courants de l'humanité; il forme ses idées, ses jugements en lui, s'informant, par la suite, se documentant pour vérifier, d'après les faits, « les données immédiates de sa conscience ».

Travaillant ou ayant l'air de travailler par à-coups, par saccades, il ordonne, un beau matin, qu'on lui apporte toute une liasse de rapports diplomatiques concernant tel ou tel pays. C'est ainsi qu'il contrôle ses opinions.

L'image la plus précise, la plus impression-

nante de ce chef est le récit que me fit, d'une de ses dernières entrevues avec lui, un Polonais qui le voyait assez souvent et possédait sa pleine confiance :

Pilsudski résidait à ce moment dans sa petite propriété de Vilno, une simple maison de paysan, gardé à une certaine distance — le maréchal détestait toute surveillance — par un seul agent de police.

Pour tout personnel, deux servantes.

La femme de Pilsudski, qui reçoit le visiteur, l'introduit dans une chambre minuscule, meublée d'un lit de fer, d'une table en bois blanc, sur laquelle le maréchal est en train de faire des réusites, son divertissement préféré, servant, comme il disait, à lui détendre l'esprit.

Pilsudski, après avoir longuement interrogé son visiteur, le charge de porter, le jour même, à Varsovie, une lettre pressée, qui sera remise en main propre au destinataire; quand il s'agit de l'écrire, il s'aperçoit qu'il n'a pas de plume; il en est réduit à demander à mon ami de bien vouloir lui prêter son stylo.

Son accession au pouvoir n'avait en rien modifié la simplicité spartiate de sa vie; tel il avait été pendant tout le cours de son existence, tel, exactement, il demeura, une fois devenu le dictateur tout-puissant.

Pilsudski — et rien n'est plus représentatif de son esprit — quand il s'agit d'un grand pays européen, s'intéresse beaucoup plus à sa poli-

tique intérieure qu'à sa politique étrangère, celle-ci, selon lui, n'étant que la manifestation, la traduction au dehors de celle-là.

Il suit avec une extrême attention le déroulement des batailles électorales, des mouvements d'opinion, des changements ministériels.

Il suffit d'énoncer ce simple fait, corroboré par de nombreux témoignages, pour comprendre la sévérité de son jugement sur la France, alliée de la Pologne.

Il estimait que notre pays, faute d'un gouvernement durable et fort, était voué à une politique étrangère faible; il en serait nécessairement ainsi tant que la cause du mal, à savoir, l'instabilité, la faiblesse chronique de notre gouvernement, ne serait pas éliminée. Or, Pilsudski était convaincu que cette élimination serait très difficile, presque impossible même, sans des convulsions et des bouleversements.

Un seul moment, l'année dernière, après les événements du 6 Février et la constitution du cabinet Doumergue, Pilsudski, alerté par ses agents diplomatiques, se demanda si la France n'allait pas, enfin, se donner un gouvernement digne de ce nom. Il était prêt, dans ce cas, à réviser entièrement son opinion sur elle; car la France, avec sa force et sa richesse intérieure, les qualités traditionnelles de son peuple, doit, à la condition d'être bien gouvernée,

être une des nations les plus fortes, sinon la plus forte d'Europe.

Aussi se fait-il renseigner, jour par jour, sur tout ce qui se passe à Paris.

Cet état d'esprit ne dure pas longtemps. Quelques semaines seulement après la formation du ministère Doumergue, son jugement est fait : il estime que le chef du nouveau gouvernement, en n'agissant pas tout de suite, alors qu'il en avait les moyens, en ne réalisant pas sans retard la réforme indispensable et radicale de l'Etat, détruit de ses mains tous les bénéfices du 6 Février, laisse le Parlement et le pays retomber dans leur ornière, reprendre leurs fâcheuses, leurs désastreuses habitudes, les errements d'antan. Tous les espoirs d'un redressement se trouvent, du coup, anéantis.

Lorsque Barthou, ministre des Affaires étrangères, vient lui faire, en juillet de la même année, une visite officielle, Pilsudski ne lui cache pas qu'il n'a aucune confiance dans la force et la durée du ministère Doumergue; le Parlement ayant repris sa toute-puissance, la France, selon lui, ne sera pas en état de tenir tête diplomatiquement à l'Allemagne.

Cette opinion intime de Pilsudski explique, pour la plus grosse part, l'évolution de sa politique étrangère et particulièrement son rapprochement avec l'Allemagne.

CHAPITRE VI

LA POLOGNE A-T-ELLE OU NON UNE DICTATURE?

Durant mon séjour récent à Varsovie, j'invite à déjeuner, dans un des salons de mon hôtel, deux parlementaires qui comptent, l'un et l'autre, parmi les chefs de leur parti, l'un du bloc gouvernemental, l'autre de l'opposition.

Après un très bon repas où nous avons fait honneur à d'excellents mets polonais, notamment, parmi les hors-d'œuvre, le saumon fumé de la Vistule, — le meilleur de tous les saumons selon moi, — je pose à mes deux interlocuteurs cette question qui, depuis mon arrivée, me monte instinctivement aux lèvres :

— Dites-moi si la Pologne est, oui ou non, soumise à un gouvernement dictatorial?

C'est un point sur lequel un Français, épris de clarté, de logique, n'arrive pas, malgré ses

efforts et même quand il est ici sur place, à voir clair.

Il hésite entre une affirmation et une négation. Il est tenté, à certains moments, de répondre *oui*, à d'autres, de répondre *non*.

— Vous pouvez hardiment dire *non*, réplique, d'un ton tranchant, le député gouvernemental. Il existe en Europe, à l'heure présente, trois types de dictature : la russe, l'italienne, l'allemande. Comparez à ces trois formes de gouvernement le gouvernement polonais, vous découvrirez entre eux et nous des différences profondes, fondamentales.

« La Pologne possède un Parlement élu par le suffrage universel, où, malgré tout ce qu'on a pu prétendre, les électeurs demeurent libres d'envoyer les représentants de leur choix. Pendant quatre années après le coup d'Etat, ce Parlement est resté, en majorité, hostile à Pilsudski, le prétendu dictateur. Citez-moi, je vous prie, un cas analogue en Russie, en Italie, en Allemagne. Etrange dictateur en vérité qu'un homme s'accommodant pendant si longtemps d'une aussi forte opposition parlementaire, ne songeant pas une minute à se servir de son pouvoir pour supprimer cette opposition ! Au lieu d'employer la manière forte, il attend tranquillement, patiemment que les électeurs, reconnaissants des grands et incontestables services rendus par lui à son pays, lui marquent leur confiance en élisant des dé-

putés qui le soutiennent. Il n'a pas essayé un instant de *brusquer les événements*.

» Ce parlement a été contenu, il est vrai, dans certaines limites qui nous paraissent à nous, justes, équitables, qui ont pour résultat de rendre productif, fécond, le travail parlementaire, jusque-là presque entièrement stérile. Le pouvoir exécutif a été renforcé, les prérogatives parlementaires diminuées. L'un de ces résultats ne pouvait d'ailleurs pas être obtenu sans l'autre.

» Mais, poursuit-il en s'adressant à moi, avez-vous le droit, vous, Français, de trouver ces réformes critiquables? Est-ce que depuis bientôt un an vous ne cherchez pas à réaliser chez vous une réorganisation de l'Etat, conçue à peu près dans les mêmes lignes, orientée vers la même direction? Est-ce que le président Doumergue n'avait pas demandé, dans son fameux projet, le renforcement du pouvoir exécutif, le droit de dissolution accordé au président de la République, des limitations très strictes, très précises imposées aux députés? S'il le réclamait, lui, un vieux parlementaire, ayant passé quarante années de sa vie à la Chambre et au Sénat, c'est qu'il estimait, en son âme et conscience, que ces réformes étaient devenues indispensables, que la liberté complète laissée au Parlement aboutit nécessairement au désordre, à l'impuissance, au chaos.

« Le maréchal a fait simplement en Po-

logne ce que vous avez vainement essayé de faire en France. Il l'a fait à sa manière, avec une certaine rudesse, parce qu'il est, avant tout, un soldat. Peut-être est-il allé un peu plus loin que vous vous proposez de le faire. Mais le *principe* de la réforme est le même. Sa nécessité, son utilité ne peuvent pas être contestées.

» Songez à ce qui serait arrivé chez nous si, au milieu d'une terrible crise économique, en présence de toutes nos difficultés intérieures et extérieures, nous avions gardé le même système de gouvernement qu'avant le coup d'Etat, l'émiettement des partis, les intrigues, les rivalités de groupes et de sous-groupes, les crises ministérielles de plus en plus fréquentes ! Vous pouvez peut-être supporter cela, vous, Français, qui possédez de vieilles traditions libérales, un pays très riche, avec des cadres solidement constitués, une puissante armature administrative, toutes choses qui nous manquent à nous. Encore votre situation est devenue telle que la plupart d'entre vous appellent de tous leurs vœux des changements indispensables et profonds.

» Mais, pour nous, c'est bien simple : si nous avions continué à nous gouverner comme auparavant, la Pologne risquait purement et simplement d'en périr.

» Rien n'a été changé à nos partis constitués. Leurs représentants ont le droit de dire à la Chambre ce qu'ils veulent. Leurs discours,

même s'ils contiennent les plus sévères critiques, sont reproduits par les journaux, sans que jamais la censure intervienne pour y faire la moindre correction; ce qu'ils disent est entendu par le pays tout entier. Ils ont le droit d'organiser toutes les réunions qu'ils veulent.

» Après la liberté de parole et celle de réunion, voyons maintenant la liberté de la presse. Nous possédons, il est vrai, une censure, mais elle s'exerce avec une très grande modération. Lisez ou faites-vous traduire nos journaux et dites-moi s'ils ressemblent, en quoi que ce soit, aux journaux russes, allemands ou italiens. Chacun des grands partis a ses organes, qui publie à peu près toutes les nouvelles de politique intérieure ou extérieure, libres également d'exposer dans leurs éditoriaux l'opinion de leur parti.

» Il ne leur serait évidemment pas permis, *comme dans les pays de liberté absolue*, d'attaquer ouvertement le chef de l'Etat, le Maréchal et les ministres. Est-ce un si grand mal? Je suis persuadé que c'est, au contraire, un bien et que le pays n'a qu'à y gagner, si la liberté de la presse est tempérée par certaines restrictions. L'essentiel est qu'elles ne soient pas trop nombreuses et trop sévères, qu'elles n'arrivent pas à tuer l'indépendance des journaux, à supprimer leur intérêt, leur variété. Ce n'est certainement pas le cas chez nous et vous pouvez facilement vous en convaincre.

En Italie, en Allemagne, à plus forte raison en Russie, tous les journaux se ressemblent plus ou moins. Il est inutile d'en lire plusieurs car ils sont tous les mêmes. Rien de pareil ici où chacun d'eux garde son caractère, son originalité. »

*
**

— Je crains fort, dit alors le député de l'opposition se tournant vers moi, tandis qu'il avalait, à petites gorgées, un verre de *slivovitza* (eau-de-vie) que mon collègue ne vous ait tracé de notre vie politique un tableau par trop flatteur, par *trop idyllique*. Il y a, dans ce tableau, beaucoup plus de rayons que d'ombres. Or, la réalité est toute différente et même opposée.

» La dictature polonaise, croyez-moi, n'est malheureusement pas un mythe. Nous n'avons peut-être pas le *mot* mais nous avons la *chose*, ce qui est autrement important, autrement grave. Les élections n'ont pas été supprimées chez nous, mais elles ne sont pas libres et tout nous fait craindre qu'elles ne le soient de moins en moins. Le Parlement se réunit, il est vrai, de temps à autre, mais il est à peu près dépourvu de pouvoir.

» On peut en dire de même de toutes les libertés, politiques et individuelles.

» Sur l'ingérence gouvernementale dans les élections, je pourrais vous citer d'innombrables

exemples. Qu'il me suffise de vous indiquer ce fait dont nul ne saurait contester la vérité : à mesure que vous allez, dans notre pays, de l'ouest à l'est, c'est-à-dire des *provinces* les plus civilisées, vers les régions de culture et de civilisation moindres, où les illettrés sont de plus en plus nombreux, *la force électorale du gouvernement augmente*. La raison en est simple : le gouvernement, l'administration font élire, dans ces pays, à peu près qui ils veulent. Ces députés, choisis par les autorités, nommés grâce à leur pression, sont, entre les mains des ministres, de simples marionnettes. L'opposition est sans pouvoir. Quant aux prérogatives du Parlement, il n'en subsiste, à dire vrai, plus grand'chose. La durée des sessions est réduite à son extrême limite. Les Chambres doivent théoriquement se réunir en novembre. Elles sont mises en congé tout de suite après; ce n'est qu'en décembre qu'elles commencent l'examen budgétaire. Le temps accordé à chacun des orateurs pour exprimer son opinion est strictement limité. Le régime des décrets-lois sous lequel nous vivons permet au gouvernement, par une interprétation très subtile de la Constitution, de prendre lui-même toutes les mesures qu'il veut, quitte à les faire ensuite approuver, *en bloc*, par une majorité docile.

» Les libertés individuelles ne sont pas mieux respectées. Après l'assassinat d'un ministre, l'année dernière, un certain nombre

d'étudiants furent arrêtés, sans motif juridique, par une décision illégale, arbitraire, des autorités.

» Sur toutes les grandes questions de politique intérieure et à plus forte raison de politique extérieure, les représentants du pays n'ont que très rarement leur mot à dire. Quand ils parlent, ils ne sont jamais écoutés. Le fameux « bloc gouvernemental » est scellé non point par une *communauté de doctrines*, mais par une *communauté d'intérêts*.

» Le gouvernement se moque de nos protestations, de nos critiques. Il est maître de faire absolument tout ce qu'il veut. Voyez ce qui se passe, par exemple, dans notre politique étrangère qui semble malheureusement prendre une direction toute différente depuis le récent accord germano-polonais. En quoi cet accord consiste-t-il au juste? Quelle en est l'origine, la portée? Quelle est la nature des engagements pris? Autant de questions, *pour nous capitales*, sur lesquelles, moi qui suis un spécialiste de ces matières, je n'en sais pas plus que « *l'homme de la rue* ». Parlez de tout cela, dans les milieux les plus différents, au hasard de vos rencontres, vous ne serez pas long à noter chez tous un sentiment d'incertitude, d'inquiétude et même d'anxiété. Le pays est laissé, là-dessus, dans une ignorance à peu près complète, bien qu'il s'agisse d'un pro-

blème capital, qui touche à nos intérêts essentiels, mettant en jeu notre avenir, notre existence. Nous avons le sentiment qu'on nous détache de nos anciens amis, le premier de tous, la France, qui a tant fait pour notre indépendance, afin de nous rapprocher de notre ennemi d'hier et sans doute aussi de demain. Dans un pays vraiment libre, le gouvernement aurait expliqué à la nation les raisons de ce changement. S'il ne l'avait pas fait de lui-même, il y aurait été contraint par la pression du Parlement et de l'opinion publique. Rien de pareil ici puisque le gouvernement ne tient aucun compte ni du Parlement, ni de l'opinion.

» Cette dictature déguisée possède ainsi tous les inconvénients, tous les vices d'une dictature véritable. Elle corrompt notre vie publique. Incapable de régler aucune des difficultés présentes, elle nous prépare les pires difficultés futures. Elle laisse subsister toutes les incertitudes sur l'avenir de notre pays. Le grand inconvénient, le défaut capital des dictatures, c'est qu'il est relativement facile d'y entrer, mais qu'il est à peu près impossible de savoir comment en sortir. Ce défaut s'aggrave dans notre pays où le dictateur n'est plus un homme jeune, mais un vieillard de soixante-huit ans, forcément usé par une existence exténuante, risquant de disparaître d'un jour à

l'autre, sans que nul puisse dire par qui et par quoi il sera remplacé¹. »

Il y a dictature et dictature

Ainsi qu'il arrive souvent dans une discussion politique, non seulement chez nous, mais dans tous les pays, nous sommes en présence d'affirmations nettement contradictoires.

Où est la vérité?

La vérité est qu'il y a *dictature et dictature*.

Ce sont les Romains, nos maîtres en tout, qui inventèrent, comme on sait, et la chose et le mot.

La dictature était chez eux une institution *temporaire*, permettant, en cas de danger grave pour l'Etat, de remettre, pour une période strictement limitée, les pleins pouvoirs entre les mains d'un seul homme. Cette institution fonctionna normalement pendant des siècles, puisqu'il y eut quatre-vingt-huit dictateurs. Quand la République disparut, elle disparut avec elle...

Les dictatures contemporaines sont une des conséquences directes de la guerre. Elles se sont produites dans les pays qui en ont le plus

1. Cet entretien avait lieu quelques semaines avant la mort de Pilsudski.

La grave et troublante question, posée par la disparition du Maréchal, demeure entière.

souffert, où les fondements de la société ont été à un tel point ébranlés que la nation, sous peine de mourir, s'est sentie obligée de chercher et de trouver un sauveur. Ces pays, et ce n'est pas, on peut le croire, une simple coïncidence, sont également ceux chez qui les traditions libérales, la pratique des libertés politiques ou individuelles étaient, ou bien inexistantes comme en Russie, ou de date relativement récente, n'ayant encore pas eu le temps de pousser de profondes racines dans le sol. Lénine, Mussolini, Hitler, aucun de ces trois hommes n'aurait pu, dans aucune autre époque, chez aucun autre peuple que le sien, poursuivre son étonnante, sa prodigieuse carrière.

Dans toutes ces dictatures, on retrouve, sous un fond commun, des différences très marquées tenant à l'histoire du peuple chez qui elles se sont manifestées, à son caractère ainsi qu'à celui du dictateur lui-même. Leur trait essentiel consiste dans la plénitude des pouvoirs que le dictateur exerce, par lui-même ou par délégation. Il tend, entre ses mains, à tout réunir, à tout concentrer.

Si l'on applique à Pilsudski¹ ce *critérium*,

1. Ces notes étaient écrites à la suite de mon voyage en Pologne, quelques semaines avant la mort de Pilsudski. Je me suis interdit de les modifier après coup afin de laisser leur ton de netteté vivante à mes observations et à mes entretiens.

on constate que, sinon en *droit*, du moins en *fait*, sa puissance est dans tous les domaines à *peu près souveraine*. Rien d'important ne s'accomplit sans sa volonté expresse; tout ce qu'il désire se fait; rien, de ce qu'il ne veut pas, n'a la moindre chance d'être réalisé.

Il serait injuste, cependant, de ne pas reconnaître que Pilsudski, tout en absorbant en lui l'autorité suprême, a laissé subsister non seulement les formes extérieures du parlementarisme, mais, disons-le, sensiblement plus encore.

Il existe en Pologne une opposition au gouvernement qui, malgré certaines limitations, réussit tout de même à faire entendre sa voix, soit au Parlement, soit dans les réunions, soit dans les journaux. On ne trouve rien de pareil ni en Allemagne, ni en Italie, ni, à plus forte raison, en Russie. Aucun des anciens partis politiques n'a été supprimé.

Ce sont là, répliquent les adversaires de Pilsudski, des apparences et non des réalités. Ce cadre constitutionnel et parlementaire auquel Pilsudski n'a pas touché, par l'effet de son tempérament toujours ennemi des solutions trop nettes, est, d'après eux, vide de toute substance, de tout contenu.

Pareille opinion, encore qu'elle puisse se justifier, à certains égards, ne me paraît cependant pas entièrement exacte. Les formes parlementaires existent! C'est quelque chose

et c'est même beaucoup. La machine n'est pas détruite, comme elle l'a été dans d'autres pays soumis au régime dictatorial. Elle continue à fonctionner, bien qu'il se trouve à côté d'elle, au-dessus d'elle, une force nettement supérieure à la sienne.

Si l'on veut maintenant, ainsi qu'il convient de le faire, pour porter un jugement équitable, dresser le bilan de ce régime, on trouve, à l'actif, de nombreux et importants services rendus par Pilsudski à son pays. Certaines réformes absolument indispensables ont été accomplies, sous ce régime, qui, avec un autre, ne l'auraient certainement pas été, ou ne l'auraient été qu'au prix des plus grandes difficultés.

La première de toutes consiste en une compression des dépenses absolument nécessaire à la Pologne, pays pauvre, ne pouvant pas s'offrir le luxe d'un budget trop dispendieux.

*
**

En dépit de la crise qui l'atteint aussi durement que les autres pays, la Pologne a gardé des finances, une économie nationale saines. La valeur de sa monnaie n'a pas été atteinte. L'exportation des capitaux, bien qu'elle ne soit pas, en fait, entièrement libre, n'est pourtant pas réglementée d'une manière aussi stricte

que dans tous les Etats voisins. Quand vous sortez de ce pays, nul douanier, ainsi que cela se pratique en Allemagne, en Tchéco-Slovaquie, ne vient fouiller votre portefeuille, retourner les doublures de vos poches pour s'assurer que vous n'emportez pas plus que la somme ridiculement minime (10 marks en Allemagne, soit 60 francs) autorisée par les règlements. Le fonctionnement des services publics est assuré par un budget tout petit, proportionnellement au nombre des habitants. Près de la moitié en est absorbée par les *dépenses militaires*. Ce tour de force n'est possible que grâce à l'énergique compression des dépenses, à un système d'économies rigoureuses. Les fonctionnaires ont vu leur traitement, qui n'était déjà pas très élevé, diminuer dans des proportions très sensibles, ENTRE UN QUART ET UN TIERS. Les salaires sont très bas. Tout le monde, comme en Italie et plus encore, est obligé de « se serrer la ceinture » jusqu'au point où cette dernière n'a plus de cran. Toute dépense de luxe est prohibée, de ce nombre, les voyages à l'étranger. Les passeports ne sont délivrés que moyennant le paiement d'une somme assez forte, ce qui, pratiquement, oblige les Polonais à demeurer chez eux.

Quand on compare le niveau de la vie, ici, à ce qu'il est chez nous, on est étonné de la différence en notre faveur. Cette comparaison donnerait d'ailleurs le même résultat entre la

France et tous les autres pays voisins, Italie, Allemagne et même Angleterre.

Nous nous trouvons ainsi, malgré nos peines, dans une situation relativement privilégiée, ce qui n'empêche pas la plupart des Français de se plaindre et de gémir.

Privations, sacrifices, les Polonais les supportent courageusement. Ils les ont, depuis la guerre, supportés avec le même courage. C'est un des traits qui avaient le plus frappé le maréchal Foch, lorsqu'il accomplit, quelques années après l'armistice, une visite officielle dans ce pays.

Il est douteux qu'un gouvernement strictement parlementaire eût pu imposer et faire accepter une aussi énergique compression des dépenses, faute de laquelle les finances publiques se seraient très probablement effondrées.



Un gouvernement durable et fort, s'il est nécessaire en politique intérieure, l'est beaucoup plus encore en politique extérieure.

Nous nous plaignons quelquefois d'avoir l'Allemagne comme voisin. La Pologne, elle, a non seulement l'Allemagne, mais encore les Soviets sur plus d'un millier de kilomètres, sans parler des Etats baltiques, de la Lithuanie, vis-à-vis de qui elle vit comme sur le pied

de guerre; elle a encore la Tchéco-Slovaquie avec qui ses relations ne sont malheureusement pas bonnes.

Entourée, encerclée de la sorte, elle ne peut certainement pas se permettre une instabilité gouvernementale, qui la conduirait droit à la ruine. La discipline, l'ordre, l'unité de commandement lui sont absolument indispensables.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que près d'un tiers de sa population est composé d'alloènes : Ukrainiens, Juifs, Allemands, Blancs-Russiens, certains, comme les Ukrainiens, d'un loyalisme très douteux, tendant d'autant plus à rompre l'unité nationale qu'ils sentiraient un gouvernement moins fort.

La Pologne a pu se donner une puissante armée, qu'elle considère comme la chair de sa chair. Le maréchal veillait sur elle. Il l'entourait de ses soins vigilants. C'est grâce à elle que la Pologne fait en Europe figure de grand Etat, traitant d'égal à égal avec les plus puissants. Si l'Allemagne a essayé, ces derniers temps, de se rapprocher d'elle, si elle aime mieux l'avoir comme amie que comme adversaire, c'est la preuve la plus éclatante de sa force, de sa vitalité.

Car l'Allemagne ne respecte que les forts.

Tous les régimes, quand ils ne sont pas incessamment, sévèrement contrôlés, tendent à se dégrader, à se vicier. Le régime parlemen-

taire n'échappe pas à cette loi; il est même, beaucoup plus que les autres, exposé à ces dangers, puisque le pouvoir, au lieu d'être réuni, concentré entre les mains d'un seul homme, comme c'est le cas pour la monarchie ou la dictature, se trouve, au contraire, divisé, éparpillé.

Seule, l'Angleterre a pu, sans trop de difficultés, continuer, pendant des siècles, à faire fonctionner normalement ce régime. C'est parce que, l'ayant inventé, elle l'a, pour ainsi dire, *dans le sang*. Le parlementarisme trouve, dans cette île, les conditions les plus favorables, *son climat*. Partout ailleurs, il s'abâtardit. Un jour arrive où il paraît nécessaire de le réformer ou de le supprimer.

Est-ce sa réforme ou sa suppression que vient de réaliser Pilsudski?

Les avis, nous l'avons vu, sont partagés.

Il est extrêmement difficile de réussir en ces matières un dosage parfaitement calculé, de réaliser un savant équilibre. La balance penche d'un côté ou de l'autre, dans le sens de l'autorité ou dans celui de la liberté.

La dictature polonaise, si dictature il y a, a été façonnée, modelée par Pilsudski. Elle est faite entièrement à son image. Tout différent des autres dictateurs qui ne perdent pas une occasion de se montrer, qui occupent sans cesse le devant de la scène, Pilsudski, lui, se tient de préférence à l'arrière-plan.

Invisible et présent, telle pourrait être sa devise.

Au lieu d'exercer le pouvoir à lui tout seul, comme Mussolini, il en délègue des parties importantes aux collaborateurs qu'il a choisis.

Des critiques assez vives se sont élevées, dans son pays et ailleurs, contre certains de ces collaborateurs, *le parti des colonels*.

Si l'on veut comprendre la nature exacte, saisir la marque originale de ce régime, il faut toujours se reporter à son créateur. S'il fait l'effet d'être intermédiaire entre la liberté et l'autorité, c'est qu'il reflète la nature, le caractère de Pilsudski qui apparaît, lui aussi, compliqué, tiraillé entre des tendances différentes, parfois contradictoires.

Les deux autres dictateurs, Mussolini et Hitler, ont conquis le pouvoir relativement jeunes, au milieu de leur course vers la quarantaine, tous les deux. Pilsudski ne l'a saisi que vers la dernière partie de sa vie, à la fin d'une longue existence, terriblement remplie, pleine d'accidents et d'aventures, alors qu'il avait presque soixante ans.

Hitler et Mussolini appartenaient à des nations constituées, l'une, l'Allemagne, conservant, malgré sa défaite, son armature, toutes ses traditions, tous ses cadres, gardant un prodigieux dynamisme; l'autre, l'Italie, considérablement agrandie par sa victoire, devenue une des grandes nations de l'Europe.

Pilsudski a passé les cinquante premières années de sa vie dans une Pologne démembrée, asservie.

Hitler et Mussolini n'ont eu qu'un adversaire : la forme du régime, d'après eux détestable, dont ils ont juré et réalisé la perte. Leur programme, leurs aspirations étaient nets : la voie, devant eux, droite et, une fois pour toutes, tracée.

Pilsudski a eu, certes, comme les deux autres, des adversaires intérieurs, mais il a dû, de plus, se battre contre des ennemis multiples et différents, d'abord le Russe, puis l'Allemand, puis l'Autrichien. Il a fallu, à certains moments, s'appuyer sur l'un ou sur l'autre, afin d'arriver finalement à avoir raison des trois.

Au lieu d'une ligne de conduite droite, les sinuosités, les détours lui ont été pendant très longtemps imposés. Son action n'était pas publique mais souterraine. Songez à ce que représente de difficultés, de circuits, de ruses, sa politique pendant la guerre, consistant à se servir tout d'abord de l'Autriche, puis de l'Allemagne, avant d'utiliser, pour ses fins, la victoire des Alliés, Français et Anglais.

C'est une succession de méandres, un véritable labyrinthe dont il est arrivé à trouver l'issue.

Cette série d'efforts zigzagants a laissé en lui des empreintes profondes et durables. Pilsud-

ski est, avant tout, un homme de l'Europe centrale et orientale. C'est dans ce milieu qu'il s'est formé, qu'il a agi. La Russie, l'Allemagne, l'Autriche et ceux qui ont été ses héritiers, nul ne les connaît aussi bien que lui, les hommes qui les mènent, les forces auxquelles ils obéissent. Toute cette partie de l'Europe lui est familière. Il évolue au milieu d'elle avec une remarquable maîtrise. Il connaît beaucoup moins, en revanche, les nations occidentales, Angleterre, Italie, France. Les connaissant beaucoup moins, il est un peu amené, par cela même, à en *sous-estimer l'influence et la force.*

CHAPITRE XI

LA POLITIQUE ET LES MŒURS

La vie à Varsovie

Varsovie produit sur le visiteur une impression étrange.

C'est une grande ville, puisque, ainsi que nous l'apprennent les statistiques, sa population dépasse largement un million d'habitants.

Mais cette grande ville vous fait l'effet d'être petite, car vous y rencontrez tout le temps les mêmes gens.

Le tiers, ou presque, de ses habitants, sont des Juifs qui ne sont pas encore sortis du ghetto ou viennent à peine d'en sortir, non assimilés, parce que leur proportion très élevée les rend difficilement assimilables, formant un monde à part, habitant leur quartier distinct, parlant leur langue, le yeddish, gardant leurs costumes, leurs coutumes.

Sans parler des professions libérales, une

grande partie du commerce est entre leurs mains, ce qui rend difficile la formation, le développement des classes moyennes. Il suffirait aux Juifs de se croiser les bras, de décréter une grève pour que, du jour au lendemain, la vie économique du pays se trouvât arrêtée.

Cette capitale est non seulement de date relativement récente mais, de plus, — ce qui explique bien des choses, — son développement s'est trouvé arrêté depuis le dernier partage de la Pologne jusqu'à sa résurrection. Elle a été, si l'on peut dire, fauchée en pleine ascension. Les Russes n'ont rien fait pour l'agrandir, pour l'embellir. Ils se sont, au contraire, acharnés à en arrêter les progrès. Redevenue libre, la guerre n'ayant fini que depuis peu de temps, elle n'a pas encore pu se donner ce qui lui manque, accomplir en quinze années ce qui en demanderait cent cinquante.

Elle est à la fois urbaine et rurale. A côté de luxueuses voitures, en très petit nombre, vous y croisez à tout moment des attelages et des charrettes de paysans.

Quelque quatre cent mille Juifs, que personne ne voit, si ce n'est dans leurs boutiques, leurs échoppes, des fonctionnaires mal payés, obligés de mener une existence parcimonieuse, de nombreux officiers vivant entre eux, une aristocratie fort appauvrie, passant la plus grande partie de son temps dans ses terres lourdement hypothéquées, ne rapportant plus rien,

ce qu'on appelle la « société » se trouve, pour cet ensemble de raisons, extrêmement réduit.

Le visiteur étranger qui vient à Varsovie, même pour une période assez longue, est amené à fréquenter surtout le monde diplomatique, qui se ressemble toujours plus ou moins dans chaque capitale, qui est, si l'on peut dire, interchangeable.

Ce sont toujours à peu près les mêmes que l'on rencontre à déjeuner, goûter, dîner, souper.

Après avoir rompu le pain ensemble, vous retrouverez, deux heures plus tard, votre voisin ou votre voisine de table au spectacle, au cabaret, au dancing (il n'en existe guère qu'un ou deux).

Les mêmes figurants passent et repassent comme sur la scène du Châtelet.

Potins et bavardages, flirts, liaisons, que chacun connaît à peine ébauchées et avant même qu'elles ne le soient! Comment garder le moindre secret dans un monde aussi rétréci et dont tous ceux qui le composent ne cessent de se coudoyer soir et matin?

Artistes et intellectuels

La société la plus intéressante est celle des écrivains, artistes, journalistes. Un homme de lettres notoire, membre de l'Académie polonaise, qui a contribué plus qu'aucun de ses

compatriotes à faire connaître les chefs-d'œuvre de notre littérature, m'invite à l'une de ses réceptions, pour me mettre en rapport avec un certain nombre de ses confrères, des jeunes pour la plupart.

C'est un milieu fort attirant, très cultivé, d'esprit très européen, plein d'intelligence et de compréhension.

La Pologne est admirablement placée pour observer, pour bien connaître les hommes et les choses d'Europe; au centre des grandes routes qui vont de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, elle est le trait d'union indiqué entre l'Orient et l'Occident. La plupart des Polonais cultivés savent, en plus de leur langue, le russe, l'allemand, que beaucoup ont parlé dès le berceau, le français, cela va sans dire, et, très souvent, l'anglais, ce qui leur permet de lire dans l'original les meilleures productions des littératures européennes.

Pour ce qui touche à la Russie, notamment, celle d'hier, d'aujourd'hui, de demain, c'est ici, me semble-t-il, que vous trouvez les opinions les plus justes, les jugements les mieux assis.

Quiconque entre en Russie ou en sort ne manque guère, neuf fois sur dix, de s'arrêter à Varsovie. Les va-et-vient, les échanges intellectuels sont incessants entre les deux capitales. Il ne se passe rien d'important chez les Soviets, dans le domaine politique, social, intellectuel, dont la Pologne ne soit informée la première

et d'après les sources les plus sûres. J'ai le sentiment que le Polonais est, de tous les peuples d'Europe, celui qui connaît le mieux le problème russe, qui le juge sans parti pris et avec le plus d'objectivité.

Parmi les jeunes littérateurs que je rencontre, il n'en est aucun qui n'ait passé une ou plusieurs fois la frontière, qui ne s'intéresse à la vie, la politique, la littérature soviétiques, qui n'en ait une vision précise, détaillée, directe, suivant de près l'évolution du régime, de l'opinion publique, des mœurs.

La plupart de ceux que je vois ne croient pas que cette évolution, incontestable, en train de transformer les modalités du régime, puisse amener, d'ici longtemps tout au moins, la disparition des principes fondamentaux sur lesquels ce régime repose. Ses dirigeants peuvent, en politique intérieure ou extérieure, donner de temps à autre un coup de barre vers une direction différente, selon les nécessités, les convenances du moment; mais ils n'ont, d'après les Polonais, ni la volonté ni peut-être le pouvoir de toucher à la base de l'ordre politique et social.

Seule une grave secousse extérieure, une guerre, par exemple, pourrait amener des modifications essentielles.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement soviétique redoute à tel point la guerre et fera tout ce qui est en son pouvoir pour

l'éviter. Il n'ignore pas qu'une victoire, comme une défaite, risquerait de lui être également funeste.

Un romancier polonais, qui revient de Moscou, me parle des jeunes littérateurs russes qu'il a fréquentés dans la capitale soviétique.

— Intellectuels, écrivains, me dit-il, jouissent en Russie d'une situation relativement privilégiée. Leurs livres, dès qu'ils présentent quelque intérêt, ont de très gros tirages; ils trouvent, par centaines de mille, des lecteurs. Leurs auteurs touchent d'assez gros honoraires. La grande difficulté consiste, pour eux, à dépenser tout cet argent. Bien peu obtiennent la permission de faire un voyage à l'étranger. Or, dans leur pays même, l'argent, précisément parce que personne n'en possède, n'a qu'une valeur d'échange strictement, rigoureusement limitée. Il en résulte qu'un homme riche trouve difficilement un emploi de sa fortune. Il est forcé, à beaucoup d'égards, surtout pour le logement, de vivre comme s'il était pauvre.

Il est plus encore obligé de ne rien écrire qui contredise, si peu soit-il, les règles essentielles de l'orthodoxie communiste. Comme c'est l'Etat lui-même qui l'imprime, s'il s'avisait de déplaire en quoi que ce soit aux dirigeants, il cesserait, du même coup, de pouvoir être édité.

Avis à tous les bolcheviks de plume, assez nombreux dans notre pays!

L'esprit européen

Je retrouve la même largeur d'esprit, le même cosmopolitisme, en prenant ce mot dans son sens le meilleur, parmi les grandes familles, les représentants de la haute aristocratie.

On peut même dire, à cet égard, qu'il n'existe rien de pareil chez aucun peuple, dans aucune autre capitale.

Une des grandes dames de Varsovie, que j'ai beaucoup vue pendant mon séjour, a des parents, neveux, cousins éparpillés à travers tous les pays. Qu'elle aille à Berlin, à Vienne, à Paris, à Rome, elle est à peu près sûre de retrouver un membre de sa famille. Ses innombrables correspondants la tiennent informée de tout ce qu'il arrive d'intéressant. Elle est au courant, mieux que personne, de tout ce qui se passe en Europe.

Paraît-il quelque part un ouvrage d'une réelle valeur? Il lui est expédié aussitôt. Aussi sa conversation est-elle d'un intérêt, d'une variété, d'une richesse exceptionnels.

Voltaire, le prince de Ligne, furent tous les deux, au XVIII^e siècle, les représentants, les modèles accomplis de cet esprit international, de ce cosmopolitisme éclairé. Ils furent des « Européens » dans le sens le plus large du mot.

Dans le domaine de la pensée, de l'intelligence, il n'existait à leurs yeux aucune frontière.

Le développement, l'exaspération du sentiment national, dressant, un peu partout et de plus en plus, les peuples les uns contre les autres, les murailles de Chine quasi infranchissables dont chaque nation est en train de s'entourer, rendent plus précieux et plus attachants ces derniers vestiges d'un temps ancien qui nous apparaît comme une sorte d'âge d'or.

La Pologne est une des rares contrées où l'on en retrouve encore quelques-uns.

Mais pour combien de temps?

Ce sont les représentants d'un état de choses partout ailleurs aboli, ce que les géologues appellent, dans leur langage technique, « des témoins ».

Le miracle polonais

Un dimanche, à midi, comme je sors de mon hôtel, je trouve une foule très nombreuse qui, par cinq degrés au-dessous de zéro, écoute, comme si de rien n'était, la musique militaire, donnant un concert en plein air.

C'est à deux pas de la grande place située au cœur de la capitale, au milieu de laquelle se dressait la cathédrale russe, infligée aux Polonais par leurs vainqueurs, comme le symbole

même de l'oppression. Les Polonais, aussitôt recouvrée leur indépendance, n'eurent rien de plus pressé que d'en débarrasser leur ville, en la faisant sauter à la dynamite.

Aujourd'hui, moins de vingt ans après, une excellente musique de régiment joue l'hymne national, la marche fameuse des légions de Dombrowski, que l'assistance écoute avec un respect religieux.

Beaucoup de soldats et d'officiers sont mêlés aux civils. Leur tenue est impeccable comme celle de tous les militaires que vous croisez dans les rues, et vous en croisez beaucoup!

La Pologne est fière de son armée et elle en a le droit. Elle a fait et elle continue à faire pour elle les plus gros sacrifices. Elle y consacre la meilleure part de ses ressources, largement la moitié de son budget.

C'est sur elle, avec raison, qu'elle compte avant tout.

La qualité de ses soldats est excellente. Ce peuple guerrier n'a rien perdu de ses traditions. Le « matériel humain » est, selon l'opinion des meilleurs juges étrangers, de tout premier ordre; courageux, énergique, très endurant à la fatigue, accoutumé à vivre de peu, le soldat polonais peut soutenir la comparaison avec les meilleurs de l'Europe.

Une population très nombreuse, s'accroissant sur un rythme des plus rapides, permet d'opérer, parmi les recrues, une très rigoureuse

sélection. Pour remplir les cadres de ses régiments, ce pays trouve autant d'hommes qu'il veut.

Quant au matériel, proprement dit, artillerie légère et lourde, mitrailleuses, tanks, avions, le gouvernement n'a rien épargné pour se donner ce qu'il y avait de meilleur, de plus moderne. Il convient d'apprécier le mérite de cet effort, quand on songe à l'exigüité de ses ressources.

C'est d'abord et avant tout à sa force militaire, incontestée et incontestable, que la Pologne doit d'avoir été traitée comme elle l'est par ses deux puissants voisins : le Russe et, plus encore, l'Allemand. Les égards que l'Allemagne lui témoigne mesurent, comme au thermomètre, le respect éprouvé pour elle. Si la Pologne était faible, l'Allemagne ne se serait certainement pas donné la peine de rechercher, au prix de très grosses concessions, son amitié.

La Pologne a compris de la sorte, à la fois par l'instinct et par le raisonnement, sur quelle base solide il importait d'asseoir sa sécurité : beaucoup moins sur des accords diplomatiques, des pactes dont la valeur est toujours relative et qui risquent de changer avec les circonstances, que sur la force morale et matérielle du pays.

L'énorme étendue de ses frontières, la position très dangereuse qu'elle occupe, l'absence de barrières naturelles lui créaient l'obligation

impérieuse de maintenir une force militaire aussi grande que possible. Elle y est parvenue. Songez que la longueur de ses frontières terrestres dépasse cinq mille kilomètres.

Nous nous plaignons parfois, non sans raison, d'avoir des voisins dangereux; mais c'est sur quelques centaines de kilomètres seulement qu'ils nous bordent; toutes nos frontières, en dehors de celle du nord et du nord-est, outre que de hautes montagnes les rendent difficilement franchissables, nous séparent de peuples dont nous n'avons rien ou peu de chose à redouter, Italie, Espagne.

La Pologne, elle, se trouve dans une situation beaucoup plus critique, beaucoup plus dangereuse. Les malheurs qui s'abattirent sur elle au cours de son histoire s'expliquent en grande partie par là.

Ce peuple, qui aurait tant à craindre, a l'air de ne redouter personne. Il apparaît pleinement confiant. C'est en cela que consiste ce qu'on pourrait appeler le *miracle polonais*. Cette confiance est faite, non point de légèreté, d'imprévoyance, mais du juste sentiment qu'il possède de sa force. Il a la certitude que cette force, au lieu de diminuer ou de rester stationnaire, ne cesse pas, au contraire, de s'accroître.

La sécurité véritable, pour une nation, dérive non des autres, mais de soi-même.

C'est le fonds qui manque le moins.

Au lieu de courir après des garanties exté-

rieures, toujours plus ou moins illusives, chimeriques, il est plus sage, plus sûr de se donner, soi-même, ces garanties.

La Russie vue par les Polonais

Je déjeune chez le comte X..., un grand propriétaire foncier dont un des nombreux domaines est situé à quelques kilomètres de la frontière russe.

Le mot frontière prend ici toute sa valeur. Il indique une démarcation très nette entre deux pays qui, voisins sur des centaines de kilomètres, à travers une immense plaine, dépourvue de tout obstacle naturel, n'en constituent pas moins deux sociétés absolument distinctes, deux mondes totalement différents.

D'un côté l'Europe, de l'autre l'Asie; d'un côté la forme de civilisation qui est la nôtre, la propriété individuelle, le droit d'acheter et de vendre, d'aller et venir à sa guise; de l'autre une étatisation impitoyable, un collectivisme intégral, l'individu ne constituant qu'une simple cellule d'un colossal organisme au sein duquel il a, une fois pour toutes, abdiqué sa personnalité, son indépendance.

Tout le long de cette ligne symbolique, il est impossible que quelques infiltrations ne se produisent pas de part et d'autre. Mais elles sont réduites au minimum. La frontière est

close hermétiquement. De temps en temps, des contrebandiers, principalement des Juifs, parviennent à la franchir. Mais il y a très peu d'échanges et presque aucun contact.

Séparés par quelques kilomètres, les habitants, les villageois sont comme s'ils habitaient des planètes différentes.

On aurait pu craindre, au début, l'influence, la contagion des idées bolcheviques sur les paysans, les ouvriers polonais, surtout dans ces régions de l'Est où leur pauvreté est des plus grandes.

— Cette contagion, me dit mon hôte, n'existe pour ainsi dire pas. Ce n'est ni de la haine, ni de la crainte que nos paysans éprouvent pour les gens d'à côté, mais simplement de l'indifférence mêlée d'un certain mépris. Ils sentent confusément qu'ils n'ont rien à apprendre, à copier chez les Russes, et moins encore à leur envier.

La Pologne, bien qu'elle borde sur une immense étendue la Russie soviétique, bien que beaucoup de ses habitants comprennent plus ou moins le russe, est cependant un des pays d'Europe le moins infectés par les doctrines communistes. Peut-être est-ce parce qu'elle a connu de très près, de trop près, la Russie, et qu'elle continue à la voir telle qu'elle est.

La présence d'un gouvernement fort fait sentir à cet égard ses effets bienfaisants. Le parti communiste n'est pas toléré ici, pas plus

qu'il ne l'est en Allemagne, en Italie. Un parti s'insurgeant ouvertement contre le régime établi, se maintenant, vis-à-vis de lui, en état de guerre ouverte, déclarée, ne saurait avoir, selon les Polonais, aucune existence légale. Il ne lui est accordé ni la liberté d'organiser des réunions, ni celle d'envoyer des députés au Parlement, d'exprimer ses doctrines dans les journaux, ni, à plus forte raison, d'exercer aucune propagande, de recruter des adhérents parmi les fonctionnaires et les agents publics, représentants directs ou indirects de l'Etat, recevant de lui leurs salaires.

La simple idée qu'un fonctionnaire, à quelque degré de la hiérarchie qu'il soit, puisse se déclarer au grand jour communiste, paraît aux Polonais le comble de l'absurdité. Ils y voient un illogisme inadmissible, une contradiction dans les termes.

Dès qu'un fonctionnaire se prétend communiste, il doit d'abord et avant tout cesser d'être fonctionnaire.

Cette situation bien établie, cette précaution prise une fois pour toutes, rien n'empêche désormais les Polonais de suivre avec attention et même avec intérêt tout ce qui se passe dans le grand pays voisin.

L'essentiel est de dresser auparavant un cordon sanitaire.

Libre aux Russes de se gouverner, de s'administrer à leur guise. Ce qui est à la rigueur

bon pour eux ne vaudrait rien pour leurs voisins.

Les dirigeants soviétiques, qui ne sont pas sots, n'ignorent rien de cet état d'esprit. Ils savent qu'il n'y a rien à tenter chez les Polonais, que tout essai de propagande dans ce pays est voué à un insuccès certain, que l'argent employé à cet effort serait dépensé en pure perte.

L'Italie, depuis assez longtemps déjà, l'Allemagne, depuis l'avènement de Hitler, sont entièrement fermées, de même, à leur prosélytisme. Celui-ci est donc obligé de se tourner vers d'autres directions, vers des contrées où le gouvernement est, à leur égard, plus faible, plus veule, plus lâche, en premier lieu la France et ses colonies.

Personne, en Pologne, en Allemagne, en Italie, n'oserait crier au cours d'une manifestation publique dans les rues : « Vivent les Soviets ! » Nul des Polonais, d'ailleurs, n'en aurait la moindre envie. Un journal comme l'organe soviétique en France, payé au vu et au su de tous par l'argent de Moscou, ne serait pas une minute toléré. La prétendue liberté de la presse n'a rien à faire là dedans. Il s'agit avant tout d'une entreprise d'affaiblissement national, de démolition publique qu'un gouvernement, digne de ce nom, a non seulement le droit mais encore le devoir strict de supprimer résolument.

La Pologne ayant su se placer, vis-à-vis des Russes, dans une position très nette, très franche, cette franchise permet aux deux Etats d'entretenir des relations normales et même, à beaucoup d'égards, courtoises. Elle permet d'éviter les incidents et les malentendus.

C'est une des raisons pour lesquelles les Polonais ne s'intéressent pas outre mesure aux projets de pacte oriental qui ont pris naissance à Moscou, à Genève ou Paris.

Aux propositions qui leur sont faites dans ce sens, ils sont toujours plus ou moins tentés de répondre : « Nous savons nous-mêmes, et mieux que personne, comment régler nos affaires avec la Russie. Nous n'avons là-dessus aucun conseil, aucune suggestion à recevoir. »

Xénophobie moscovite

Je m'entretiens avec un des diplomates polonais qui connaissent à merveille le monde soviétique dans ce pays où la plupart des gens le connaissent fort bien. Il a fait de longs séjours à Moscou, où il revient assez souvent.

Nous parlons de la politique russe au dedans et au dehors.

Son opinion sur le régime soviétique est très nette : il se manifeste une certaine évolution dans le fonctionnement de ce régime, mais

cette évolution n'ira pas aussi loin que bien des gens se l'imaginent. Son importance est strictement limitée. Il se constitue, au sein de cette masse, une nouvelle classe, relativement privilégiée, parce qu'elle touche de hauts salaires :: intellectuels, hauts fonctionnaires, ingénieurs, contremaîtres spécialisés. Ce sont là, si l'on peut dire, les nouveaux riches, en donnant à ce mot un sens assez restreint. Le droit de propriété n'existant pas, cette prétendue richesse ne confère à ceux qui la possèdent que des avantages très réduits.

— Plus nous pratiquons les Russes, ajoute-t-il, et plus nous découvrons cette vérité qui règle, par-dessus tout, notre attitude, notre politique envers eux. Il est inutile et même dangereux de vouloir établir ces rapports sur un pied de trop grande amitié, à plus forte raison de trop grande intimité. Le plus simple, le plus sage, le plus avantageux aussi est de ne pas dépasser, à cet égard, un certain degré de cordialité, de s'en tenir à des relations normales, sans chercher à aller plus loin. Les Russes, en effet, poussent la méfiance jusqu'aux limites les plus invraisemblables. Ils se défient de tout le monde et à commencer d'eux-mêmes. Ils sont atteints au plus haut point de la manie de la persécution. Ils sont convaincus que l'univers ne songe qu'à intriguer, à conspirer contre eux. C'est peut-être parce qu'ils passent leur temps à intriguer, à conspirer eux-mêmes contre les

autres. Ils jugent ces derniers à leur image. Aussi se tiennent-ils sur leurs gardes. Ils voient des dangers et des menaces partout. Vous ne leur ôterez pas de la tête l'idée que la plupart de leurs voisins n'attendent qu'une occasion, qu'un prétexte pour se jeter sur eux. Cette crainte-là devient une idée fixe, un véritable cauchemar. Elle est, en ce moment, plus vive que jamais. Elle inspire toute leur politique étrangère.

Il y a dans ce jugement beaucoup de vérité.

La Russie, j'en ai eu l'impression très nette au cours des nombreux voyages et séjours que j'y ai faits, a constitué de tout temps un monde à part, ayant son caractère, ses traditions, sa mentalité, sa manière de penser, de sentir, de vivre. Ce monde, par l'effet de sa masse, a toujours été fort peu accessible aux influences étrangères. Depuis le bolchevisme, il l'est beaucoup moins encore. Il vit entièrement replié sur lui-même, ayant coupé toutes ses communications avec le dehors. Pareil à la « monade » de Leibnitz, il n'a ni portes ni fenêtres.

J'avais souvent noté, dans la Russie tsariste, cette méfiance instinctive de l'étranger, mêlée d'un certain mépris. Elle s'est, me semble-t-il, très accrue depuis le bolchevisme.

Les Polonais sont mieux placés que personne, et par la géographie et par l'histoire, pour juger sainement la réalité russe. Ils ont assis sur cette base solide, à savoir la connais-

sance exacte des faits, leur politique envers ce pays. Ils ont contribué plus que personne à améliorer les relations des Russes avec la Roumanie qui, depuis la guerre, continuaient à être mauvaises ou plutôt inexistantes. Les deux pays n'avaient entre eux aucun contact diplomatique, aucun échange économique. Une ligne ininterrompue de fils de fer barbelés s'étendait tout le long de la frontière, les sentinelles roumaines et russes ayant l'ordre de tirer sur quiconque essayait de la traverser.

Cet état paradoxal, qui s'est prolongé outre mesure, également nuisible pour les deux pays, vient de prendre fin, et les Polonais s'y sont, assurent-ils, très efficacement employés.

Surpopulation et pauvreté

Le soldat polonais étant naturellement brave (il a donné de cette bravoure, tout le long de son histoire, des preuves magnifiques), la grande force de la Pologne, en ce qui concerne son « coefficient militaire », est l'abondance exceptionnelle de sa population. Bon an mal an, le chiffre de ses habitants s'accroît de près d'un demi-million.

Elle avait 27.000.000 d'habitants en 1921, 32.000.000 en 1931. Elle a aujourd'hui 33 millions d'habitants.

Seuls en Europe, deux pays, la Bulgarie, la Roumanie, ont un chiffre de naissances légèrement supérieur au sien. Ce chiffre est proportionnellement trois fois plus élevé que celui de l'Allemagne.

Depuis l'avènement de Hitler, il est vrai, l'Allemagne, grâce aux mesures prises par son dictateur, est en train d'augmenter sensiblement le taux de sa natalité.

Cela prouve, soit dit en passant, qu'il n'est nullement impossible, ainsi qu'on l'affirme communément chez nous, d'amener un pays à se donner plus d'enfants. Il existe des remèdes connus, ayant une efficacité démontrée, pour diminuer la dépopulation. Ils sont plus ou moins applicables, selon le caractère, le tempérament, les traditions de chaque peuple. Le mal est d'autant plus malaisé à guérir qu'il est plus ancien, ce qui est le cas chez nous, où la diminution des naissances a commencé depuis longtemps. Mais si les remèdes sont difficiles à employer, ils ne sont nullement inapplicables. C'est une question de volonté et d'énergie de la part du gouvernement.

Cette extraordinaire surabondance de population a procuré à la Pologne d'énormes avantages dans le passé. Elle a constitué la plus forte, la plus efficace de ses défenses.

C'est en partie grâce à elle qu'elle a survécu, qu'elle a pu sortir de ses malheurs.

Opprimée, piétinée, morcelée, la Pologne,

telle une mère Gigogne, continuait à mettre au monde d'innombrables enfants. Les Allemands l'avaient reconnu. Ils s'inclinaient devant cette force contre laquelle ils ne pouvaient rien. On sait le mot découragé de Bülow sur le « lapin polonais ».

Un des meilleurs journalistes étrangers résidant à Varsovie me raconte à ce sujet une curieuse anecdote. Lors d'une réception officielle à Berlin, le représentant de la Pologne, assis à droite d'un ministre prussien, lui fit un rapide exposé sur l'accroissement des habitants dans son pays, particulièrement dans le « Corridor ». L'Allemand l'écoutait attentivement. Quand le Polonais eut terminé, il se contenta de lui répondre :

— Vos chiffres sont péremptoires. Ils m'ont entièrement convaincu. Si nous attendons quelques années encore, la question du « Corridor » ne se posera plus!

Toute médaille ayant malheureusement son revers, il sied d'examiner, sous un autre aspect, cet accroissement de la population. Comment ce pays parviendra-t-il, par ses seules ressources, à nourrir le demi-million de bouches qui viennent chaque année s'ajouter à une population déjà très nombreuse par rapport aux ressources de la contrée?

Comment la Pologne, déjà surpeuplée, réussira-t-elle à faire vivre tous ces nouveaux habitants?

C'est un problème qui se pose pour d'autres pays, l'Espagne notamment, où cependant l'accroissement est moindre qu'en Pologne. Nulle part il ne se pose d'une manière aussi préoccupante, on peut même dire aussi inquiétante qu'ici.

Jusqu'à ces derniers temps, l'émigration fournissait un exutoire à cette population très nombreuse. Elle était une véritable soupape de sûreté. Naguère les Etats-Unis où la colonie polonaise est très importante, ces temps derniers la France, étaient heureux d'accueillir sur leur sol ces émigrants. Mais il y a déjà quelque temps que l'Amérique a fermé ses portes. Celles de la France sont en train de se fermer aussi. La Pologne sera donc obligée de garder chez elle et pour elle tous ses enfants.

Comment parviendra-t-elle à assurer leur subsistance? Les divers Etats de l'Europe prennent de plus en plus l'habitude de vivre repliés sur eux-mêmes, en réduisant au minimum leurs échanges avec le dehors. C'est un fait regrettable qui nous ramène à un ou deux siècles en arrière, mais c'est un fait. Les Juifs, qui sont plusieurs millions en Pologne, ont pu, un moment, espérer envoyer en Palestine le trop-plein de leur race. Mais le gouvernement anglais, pour ne pas trop irriter les Arabes, a réglementé, restreint, dans des proportions rigoureuses, leur admission.

Un diplomate étranger qui passe son temps

à voyager en automobile à travers le pays, ce qui est un excellent moyen de le bien voir, me donne d'intéressants et curieux détails sur l'extraordinaire pauvreté des paysans. Il n'y a pas, selon, lui, dans toute la contrée, plus de 60.000 personnes ayant un revenu supérieur à cinq mille francs de notre monnaie. Les paysans, les ouvriers vivent dans un extraordinaire dénuement. Les produits agricoles sont tombés à des cours si bas que, même avec une main-d'œuvre très bon marché, l'exploitation de la terre ne laisse plus aucun bénéfice. Le paysan se nourrit d'une façon misérable. Un médecin de la Croix-Rouge me cite un cas significatif : dans une des provinces de l'Est, non loin de la frontière russe, une mission sanitaire ayant été appelée pour combattre une épidémie, découvrit dans plusieurs villages des gens qui, de toute leur vie, n'avaient pas vu un morceau de sucre. Pareille pauvreté, pareil dénuement ne se bornent pas aux classes rurales. Ils s'étendent aux populations urbaines. Les fonctionnaires ayant vu leur traitement diminuer jusqu'à l'énorme proportion de 40 %, sont obligés à des miracles quotidiens pour résoudre le problème de la subsistance.

Le prix de la vie a, il est vrai, très sensiblement baissé. Aux environs de Noël, je voyais, en de nombreux étalages, à Cracovie notamment, les comestibles affichés à des prix qui provoqueraient l'étonnement et même la stu-

péfaction de nos ménagères. On pouvait obtenir par exemple une grosse dinde pour neuf ou dix francs, et le reste à l'avenant.

La plupart des gens dans les villes ne font guère qu'un seul repas, vers le milieu de la journée. Ils se contentent le soir d'une légère collation, une tasse de café au lait avec une tartine beurrée ou des sucreries.

Un étudiant à Varsovie parvient à vivre, me disent les professeurs, pour quatre ou cinq francs par jour. Tout le monde est pauvre et personne ne s'en plaint. En France où le niveau de vie est quatre ou cinq fois plus élevé, nous n'entendons que des gémissements, des lamentations, notre pays, surtout la capitale, étant devenue une véritable vallée de Josaphat.

L'endurance cependant si grande soit-elle, la résistance aux privations ont tout de même des limites.

Cette limite, pour la Pologne, paraît atteinte ou du moins elle est bien près de l'être.

J'ai déjeuné à Varsovie chez certaines personnes de la société au milieu de meubles, de tableaux précieux, où le menu, sans vin, m'a paru réduit à son expression la plus simple.

Il n'y a, pour ainsi dire, plus de riches. Les grands propriétaires fonciers, moyens et grands, peuvent vivre à la rigueur sur leurs terres, en se nourrissant des produits qu'elles leur donnent. Il leur est de plus en plus difficile, sinon

impossible, de continuer à habiter leur résidence urbaine.

Un grand seigneur polonais que je connais depuis trente ans, qui venait chaque année passer quelques semaines à Paris, m'apprend, la résignation aux lèvres, qu'il est, depuis quelque temps, obligé de se refuser rigoureusement ce luxe, devenu pour lui trop coûteux.

— Sans parler des frais de voyage et d'hôtel, je n'aurais plus, me dit-il, l'argent nécessaire pour mon passeport. Tous mes domaines sont hypothéqués pour une somme supérieure à leur valeur. Le seul plaisir qui me reste est d'aller de temps à autre dans la ville voisine où j'habite chez un de mes cousins qui me fournit le vivre et le couvert.

Si la Pologne se voit obligée de fournir un effort supplémentaire pour améliorer, moderniser son armée, ce qui coûte et coûtera de plus en plus cher, on se demande où elle trouvera l'argent nécessaire.

Si elle entend de même développer son industrie, qui pourrait fournir une nouvelle main-d'œuvre à l'excès de sa population, il lui sera difficile, sinon impossible, de se passer de capitaux étrangers.

Mais ces capitaux ne se trouvent plus aisément, surtout lorsque les dirigeants de ce pays s'ingénient, comme ils ont un peu trop tendance à le faire, à inquiéter, à brimer les capitalistes étrangers qui ont investi leur ar-

gent en Pologne. Les menues vexations, les brimades quotidiennement infligées, particulièrement à nos compatriotes, quelques-unes d'un caractère nettement xénophobe et démagogique, serviront d'épouvantail pour tous ceux qui pourraient être tentés d'apporter leurs capitaux.

C'est le moyen le plus efficace et le plus sûr de les faire fuir.

Prétendre, comme l'a fait ces temps-ci un parlementaire éminent, que l'argent étranger placé en Pologne rapporte à ceux qui l'ont investi des bénéfices très élevés, trop élevés, est une affirmation contraire à la vérité.

On peut se demander, au demeurant, si l'accroissement rapide, indéfini de la population augmente dans les mêmes proportions la puissance militaire d'un pays.

Il ne s'agit pas de trouver, tant qu'on en veut, des jeunes gens prêts à devenir des soldats. Il faut encore, ce qui est capital, pouvoir les entraîner, les armer et plus encore les encadrer.

Pour les armer, il faut de l'argent, il en faudra de plus en plus, à mesure que l'armement deviendra plus compliqué et, par là, plus coûteux.

Si vous comparez, au début et à la fin de la Grande Guerre, une division d'infanterie française, vous constatez que le chiffre de ses effectifs était, en 1918, sensiblement moindre qu'en

1914. La composition en était totalement différente. Au lieu de simples fantassins de deuxième classe, capables de manier le fusil et la baïonnette, vous aviez un nombre très élevé de véritables spécialistes employant la mitrailleuse, le fusil mitrailleur, les grenades, les lance-bombes, les canons de tranchées, toutes armes beaucoup plus compliquées, exigeant un long apprentissage, une habileté technique.

Après les hommes, les cadres, tout aussi importants, sinon plus.

Si le nombre seul représentait en lui-même une force véritable, nul pays n'aurait été aussi fort que la Russie, dont la population dépassait, à elle seule, celle de l'Allemagne et de l'Autriche, ses adversaires. La Grande Guerre a démontré la faiblesse militaire des Russes. Un de leurs généraux déclarait avant 1914 :

— Nous sommes sûrs de battre automatiquement les Allemands. Quand ils nous auront tué ou fait prisonniers 10.000 hommes, nous en trouverons encore 10.000 à leur opposer et indéfiniment, tandis qu'il arrivera un jour où les Allemands ne trouveront plus de soldats à nous opposer.

C'est le type du raisonnement faux, ainsi que les événements l'ont établi. L'armée russe, en effet, disposait de toutes les recrues nécessaires; mais elle n'avait plus, après dix mois de guerre, ni armes à leur donner ni sous-officiers et officiers pour les conduire. De là sa

faiblesse irrémédiable qui la condamnait à une défaite inexorable. La Russie pouvait supporter une guerre courte; elle la conduisit fort bien, en effet, contre les Autrichiens; mais elle était absolument incapable de soutenir l'effort d'une guerre prolongée. Il en serait probablement de même aujourd'hui si elle avait, de nouveau, à tirer l'épée.

Il n'est pas sûr, d'autre part, qu'un pays comme la Pologne, dont les ressources agricoles et industrielles sont limitées, trouve, en dépit de ses efforts, sur son territoire, de quoi nourrir l'excédent de sa population. Il arrive un moment où le résultat ne peut être obtenu qu'à la condition d'abaisser de plus en plus, jusqu'à d'in vraisemblables limites, le niveau de l'existence. Les grandes fourmilières asiatiques, l'Inde, la Chine, le Japon, où la population s'accroît sur un rythme beaucoup plus rapide encore que celui des pays les plus peuplés d'Europe, n'arrivent à résoudre ce problème que parce que leurs habitants vivent littéralement de rien, quelques poignées de riz, un peu de poisson salé.

Cette sous-alimentation est possible en Asie, où presque partout le climat tropical la favorise. Elle est très difficile, sinon impossible en Europe. Elle entraîne avec elle, comme conséquence fatale, l'augmentation du chômage.

Un soir au restaurant

Dans un des meilleurs hôtels de Cracovie où je dîne avec des amis, nous sommes une quinzaine de clients à peine, perdus, noyés dans une salle immense.

Le restaurant est en même temps un « dancing », un des rares de la ville, avec un orchestre, pas plus mauvais qu'un autre, et même un couple de danseurs professionnels, l'« entraîneur » et l'« entraîneuse », assis à une petite table séparée où ils consomment de l'eau minérale, généreusement offerte par la direction.

Ces entraîneurs ont, ce soir, comme je vois, beaucoup de peine à justifier leur titre.

La Pologne n'est pas riche. C'est le cas de l'Europe presque tout entière. Quand nous nous plaignons, chez nous, de la crise, nous ne savons vraiment pas à quel point la plupart des autres pays sont atteints eux aussi et d'une manière infiniment plus grave.

Il y a certes bien des infortunes en France; mais, si l'on considère la moyenne, le niveau de la vie est sensiblement plus élevé que partout ailleurs.

La vérité est qu'en beaucoup de contrées, Pologne, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, les gens sont accoutumés, de très longue date,

à supporter sans se plaindre la pauvreté et même le dénuement.

La France doit à des circonstances exceptionnelles, à sa situation privilégiée, et aussi, il faut le reconnaître, aux qualités de sa race, d'avoir longtemps possédé de précieux avantages, refusés à d'autres.

Sa richesse, accumulée pendant une longue suite de générations, était abondante et solide.

Elle était, avant tout, le fruit du travail et de l'épargne, individuelle et collective, l'État, comme les particuliers, ayant l'habitude de ne point dépenser au delà de ses revenus.

Ces traditions sont en train de se perdre, surtout en ce qui concerne l'État, et c'est ce qui explique, pour une bonne part, le désarroi de l'heure présente.



Tandis que nous dînons, deux curieux personnages font leur entrée et viennent s'asseoir à une table voisine : deux vieux messieurs, habillés avec une élégance surannée, comme on l'était il y a un demi-siècle. On les croirait échappés d'un journal de mode, longtemps, très longtemps oublié au fond d'un tiroir, dans un château de province : une jaquette légèrement élimée, très largement ouverte, laissant voir un gilet brodé, un faux col très haut, re-

montant le menton, un pantalon serré, des guêtres.

L'un en face de l'autre, ils commandent, non sans avoir longuement conféré avec le maître d'hôtel, un souper qu'ils savourent avec une extrême lenteur.

Apercevant une dame de leur connaissance, ils se lèvent aussitôt, d'un seul coup, comme mus par un ressort et vont très cérémonieusement lui baiser la main.

— Qui sont ces clients singuliers qui ressemblent à des revenants? demandai-je à l'un de mes compagnons.

— Ce sont des revenants, en effet, répondit-il : le comte X... et M. Z..., propriétaires terriens l'un et l'autre, complètement ruinés, vivant pauvrement, dans leur gentilhommière, des produits de leur terre. Ils ont tout juste assez d'argent pour s'offrir, une fois par semaine, un dîner au restaurant qui leur rappelle, tant bien que mal, leur richesse et leur splendeur passées.

Ils voient des gens, des lumières; ils reprennent contact avec le monde.

Cette soirée, passée en ville, leur rend plus supportables la solitude et la pauvreté de leur vie campagnarde.

Cette misère de la petite noblesse n'est pas chose nouvelle en Pologne.

J'ai vu, ces temps-ci, dans un grand théâtre de Varsovie, une pièce écrite vers la fin du

siècle dernier, qui a pour titre : *Les Epaves*. C'est un tableau très vivant, très pittoresque, faisant songer, par moments, à certaines peintures de Tourguéniev ou de Tchékov, d'une petite société de noblesse rurale, essayant, sans y réussir, de lutter contre l'appauvrissement qui la gagne.

Les temps sont durs pour les châtelains; ils ne le sont nulle part autant qu'en Pologne.

CHAPITRE XII

CRACOVIE ET L'OPPOSITION INTELLECTUELLE

Cette ville est un pur joyau. Seule en Europe centrale, Prague pourrait lui être comparée.

Entre les deux, je donnerais la préférence à Cracovie, parce que, la ville moderne ne s'étant pas outre mesure agrandie, elle étouffe beaucoup moins la ville ancienne.

Par le nombre, la beauté, la variété de ses monuments, par son atmosphère d'art et d'intellectualité, elle est une des cités les plus intéressantes, les plus attirantes d'Europe.

On y goûte une douceur de vivre qu'on ne retrouve nulle part ailleurs en ce pays. Les souvenirs d'une longue oppression étrangère sont loin de se faire sentir ici avec la même acuité qu'à Varsovie.

C'est un plaisir délicat, à certains égards

sensuel, d'errer à l'aventure dans ses rues, sur ses places et ses boulevards.

Bien qu'elle soit proche de l'Orient, il y flotte je ne sais quelle grâce, quel parfum de la gaieté, de la gentillesse latine.

Cracovie, l'ancienne capitale, fut longtemps le trait d'union entre l'est et l'ouest, entre l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne, la France d'une part, la Pologne et au delà de celle-ci, les immenses étendues désordonnées et chaotiques du monde moscovite. Par elle, les influences occidentales ont pénétré les pays slaves.

Ses monuments, château royal, palais, églises, halle aux draps, dont l'ensemble constitue une parure inestimable, sont étroitement incorporés à la Cité. Ils ne font qu'un avec elle.

Ce qui m'a particulièrement attiré, c'est son Université, ancienne et célèbre, dont elle est légitimement fière.

J'ai visité sa bibliothèque fameuse. Je me suis longuement entretenu avec ses professeurs, dont certains possèdent une renommée européenne.

Dans ce milieu où l'intelligence et la culture vont de pair, j'ai trouvé des esprits libres qui n'acceptent pas sans les discuter, sans les soumettre au crible d'une critique attentive, les consignes d'ordre politique, les directives de la capitale. C'est ici, me semble-t-il, que se recrute de préférence l'opposition au gouvernement dictatorial. Ces professeurs étant ce qu'ils

sont, il est impossible qu'ils n'exercent pas une grande influence sur leurs élèves.

Un gouvernement autoritaire est toujours plus ou moins tenté, par son essence même, d'entrer en lutte contre quiconque s'avise de contester, dans n'importe quel domaine, sa toute-puissance.

Des mesures administratives fort sévères ont été prises contre certains de ces professeurs. Usant de moyens plus ou moins détournés, les pouvoirs publics ont appesanti sur eux leur poigne. Des chaires ont été supprimées, sous prétexte de réorganisation universitaire, sans que personne ait pu être dupe de ce prétexte.

Ces punitions, ces brimades sont-elles efficaces?

Il est permis d'en douter.

Tout ce qui est du domaine de l'intelligence échappe à l'influence, à l'emprise d'une autorité, si rigoureuse soit-elle.

Quelque zèle qu'on y emploie, il n'est pas très facile de « caporaliser » une grande Université. Napoléon lui-même, au faite de sa puissance, n'y avait qu'imparfaitement réussi. Il faudrait pour obtenir ce résultat — et encore! — recourir à des moyens devant lesquels le gouvernement d'un pays civilisé éprouve toujours quelques hésitations.

Les Polonais ne sont tout de même pas des Allemands qui suivent tous, quels qu'ils soient, au doigt et à l'œil, les consignes de leurs chefs.



Ces traditions de liberté, d'indépendance confèrent à cette ville un charme et un attrait de plus.

Vous rencontrerez à Cracovie quantité de gens qui parlent librement des affaires de leur pays, qui discutent et, très souvent, critiquent la manière dont elles sont menées.

Je ne veux pas dire que ces opposants au régime n'existent pas à Varsovie, la capitale; mais il faut les chercher, ce dont vous n'avez nul besoin ici, car ils se présentent en foule d'eux-mêmes.

Leurs critiques — j'en ai l'impression très nette — sont beaucoup moins adressées au grand Chef qu'à son entourage.

Quels que puissent être les défauts du maréchal Pilsudski, il est difficile, sinon impossible, que tout Polonais ne s'incline pas devant son mérite, ne lui soit pas au fond reconnaissant des immenses services rendus à son pays.

Il n'en est pas de même pour son entourage.

Les « Colonels », particulièrement, ne sont pas ménagés; leur ambition, leur jalousie, leurs querelles sont vivement prises à partie.

Déjà, du vivant du Maréchal, on leur reprochait leurs coteries, leurs intrigues.

« Que sera-ce donc, disaient les opposants, lorsque le Maréchal aura disparu? De furieuses

batailles vont se livrer entre les lieutenants d'Alexandre, impatients de se partager son empire. Or, quelques-uns de ces hommes sont prêts à tout; ils emploieront tous les moyens, même les plus violents, pour s'emparer, coûte que coûte, du pouvoir. »

Un intellectuel de Cracovie dit, un jour, ouvertement devant moi :

« Certains de ces colonels qui, sans Pilsudski, ne seraient rien, me rappellent les jeunes Turcs d'avant guerre, les Enver, les Talaat qui, après avoir, par leur égoïsme, leur ambition, causé les malheurs de leur patrie, vendu la Turquie à l'Allemagne, jeté leur pays dans la Grande Guerre contre la volonté de son peuple, périrent tous tragiquement. »

Cette invective violente et sans doute excessive, dont je rapporte fidèlement les termes, donne une idée du degré d'exaspération où certains sont montés.

Il n'est pas douteux que la politique étrangère du gouvernement, la nouvelle orientation qu'il lui a donnée, ne causent à un grand nombre de Polonais de très vives inquiétudes.



Si l'on voulait étudier et comprendre, disons plutôt sentir, le long déroulement de l'his-

toire polonaise, c'est ici qu'il faudrait venir et s'attarder.

Comment se sont constitués l'esprit, l'âme de cette nation, de quels éléments multiples, divers, ils se sont formés, de quelle substance ils se sont nourris? Cracovie, plus que tout autre lieu, nous l'apprend.

La Pologne est un peuple slave. Mais ces Slaves ont subi de très bonne heure des influences occidentales. Par la religion, l'art, la littérature, toutes les formes de l'intelligence et de la sensibilité, ils se sont largement imprégnés de *l'esprit européen*, du temps où l'Europe était représentée surtout par les Etats de l'Occident.

Artistes, penseurs, sans oublier parfois les souverains eux-mêmes, venaient d'Allemagne, d'Italie, de France.

La Pologne et les souvenirs balzaciens

Dans une des principales rues de Cracovie, la rue Florian, conduisant à la porte du même nom et à la Barbacane, reste imposant et pittoresque des vieilles fortifications, se trouve, au numéro 14, une ancienne maison de noble apparence qui fut, au début du XIX^e siècle, transformée en auberge.

Elle porte sur sa façade ce distique latin qui

n'est d'ailleurs pas nouveau pour moi. Je me souviens de l'avoir lu quelque part ailleurs, au cours de mes pérégrinations :

*Sted domus hæc donec fluctus formica marinos
Ebibet et totum testudo perambulet orbem.*

(Puisse cette demeure tenir debout, jusqu'au jour où la fourmi aura bu les flots marins et la tortue parcouru l'immensité du globe.)

Ces deux vers, assez bien frappés, sont l'œuvre d'un bon latiniste de la Renaissance ou du moyen âge, souhaitant une durée quasi éternelle à la demeure sur laquelle ils étaient gravés.

Qu'une tortue fasse le tour du monde, c'est chose qui ne se verra pas de sitôt, à moins qu'elle ne soit emportée comme mascotte par quelque aviateur.

L'hôtel reçut, au siècle dernier, d'illustres visiteurs : en 1805, le grand-duc Constantin, à la tête d'une colonne de la garde, peu de temps avant Austerlitz. Le tsar Alexandre s'y arrêta, en se rendant au couvent des Cisterciens près de Cracovie.

En souvenir de ce double passage, le propriétaire nomma sa maison « hôtel de Russie » ce qui, par une déformation, vraisemblablement volontaire, du temps où les Russes avaient cessé d'être populaires, devait se changer en « hôtel à la Rose ».

Balzac y séjourna en 1850, à son retour d'Ukraine, avec Mme Hanska qu'il venait enfin d'épouser, après bien des difficultés, des retards, de très longues années d'attente.

Mme Hanska, devenue depuis peu Mme de Balzac, écrivait à sa fille, dans une lettre inédite publiée par Marcel Bouteron :

« ...Nous avons très bien dîné à Tarnow : nous nous sommes remis en route pour voyager toute la nuit et nous sommes arrivés à Cracovie à trois heures du matin. Nous logeons à *Pod Rosa* (hôtel à la Rose) ; nous avons un excellent appartement au premier, très vaste et très propre, avec d'excellents lits ; le mien ne m'a vue éveillée qu'à dix heures du matin, et, depuis, je t'écris sans cesse. »

Si nous ne le savions de reste, cette lettre nous prouverait une fois de plus à quel point Mme Hanska, l'« Etrangère » de Balzac, était une terrible écrivaine.

Son aventure amoureuse avec Balzac est, à beaucoup d'égards, le type *du roman par correspondance*.

C'est une extraordinaire histoire qu'un Français, essayant d'expliquer quelques aspects de la Pologne, ne saurait passer sous silence.

La longue liaison du plus grand de nos romanciers et de la Polonaise vint créer de nouveaux liens entre les deux pays.

Perdue dans le château de son vieux mari, au fin fond de l'Ukraine, en pleine « terre

noire » (« tchernoziom » comme disent les Russes) célèbre par sa prodigieuse fertilité, une jeune femme, appartenant à l'une des grandes familles du pays, écrit à Balzac, sans révéler tout d'abord son nom, plusieurs lettres pour lui exprimer son admiration, son enthousiasme.

« Rien de bien nouveau, ni de très original », dira-t-on. Tout auteur célèbre reçoit, ou plutôt recevait, car l'on écrit moins depuis le téléphone, de pareilles lettres par centaines.

Après être resté quelque temps sans répondre, Balzac, frappé par ce qu'il y a de sincérité et d'élan dans cette correspondance, se décide enfin à entrer en rapport avec sa lointaine admiratrice. Il se sert, pour cela, d'un entrefilet de la *Quotidienne*, un des rares journaux français autorisés en Russie.

Ainsi commence, en 1832, cette aventure sentimentale qui aura son épilogue dix-huit ans plus tard, lors du mariage de Balzac avec Mme Hanska, dans son château de l'Ukraine, peu avant la mort du romancier, survenue presque dès son retour à Paris.

Cette liaison toute romantique débute à l'époque même où le romantisme est à son apogée.

Impatients de se connaître, après s'être déjà beaucoup écrit, ils se voient pour la première fois à Neufchâtel puis, un peu plus tard, à

Genève. Amants jusqu'ici au sens du xvii^e siècle, les voici amants au sens du xix^e.

Pendant dix-sept ans, ce sont ainsi de rares rencontres, coupées de longues, très longues absences.

Ils se retrouvent à Vienne durant l'été de 1835; de nouveau, une séparation de six années, pendant lesquelles Mme Hanska perd son vieux mari, son aîné d'un quart de siècle.

Sa maîtresse devenue libre, Balzac va-t-il pouvoir l'épouser comme il le désire très vivement?

De nouveaux obstacles les séparent.

Pour sauver la fortune assez considérable que lui laisse son mari, Mme Hanska est obligée de se débattre contre les entraves, les menaces de l'administration et de la justice russe, une des plus soupçonneuses, des plus tracassières qui soient au monde, surtout quand il s'agit des Polonais.

Nicolas I^{er}, le type même de l'autocrate, rend la vie dure à ce peuple à qui il ne pardonne pas d'avoir osé se révolter contre lui.

Mme Hanska, désireuse de s'adresser au bon Dieu plutôt qu'à ses saints — si l'on peut s'exprimer ainsi — se rend à Saint-Pétersbourg pour y défendre pied à pied son patrimoine. Balzac vient l'y rejoindre en 1843. Ils passent, l'un près de l'autre, quelques mois de parfait bonheur.

Nouvelle rencontre à Dresde deux ans après.

C'est maintenant le tour de Mme Hanska de retrouver à Paris Balzac qui prépare fiévreusement l'hôtel de la rue Fortunée (aujourd'hui rue Balzac) pour y loger magnifiquement celle qui ne saurait tarder maintenant à être sa femme. Quand elle est obligée de le quitter pour retourner en Ukraine, prématurément vieilli par son labeur exténuant, malade, impuissant à supporter la solitude et le célibat, il se décide à aller passer quelque temps auprès d'elle.

Il entreprend ce voyage, reste un certain temps dans le château de sa fiancée.

Va-t-il l'épouser enfin?

Pas cette fois encore.

Le voilà obligé de revenir seul à Paris, pour y apprendre, en février 1848, la révolution qui jette à bas le trône de Louis-Philippe et qui, par la baisse de la Bourse, achève de déranger ses affaires, déjà très mal en point.

Nouvelle attente de deux années avant que le mariage puisse être célébré.

Le gouvernement russe — tout n'est pas rose dans une autocratie — n'accorde à Mme Hanska la permission d'épouser un étranger qu'à la condition de renoncer, en faveur de sa fille, à ses propriétés familiales.

C'est seulement au prix de cette renonciation que Balzac peut enfin l'épouser. Les deux époux reviennent s'installer dans le bel hôtel plein de tableaux, de tapisseries, d'œuvres

d'art, que Balzac, bien qu'il n'ait pas d'argent, est parvenu à réunir. Il les a rassemblés en vain. Car, à peine arrivé, déjà très souffrant pendant ce fatigant voyage, il est saisi par la maladie à laquelle il succombe, à cinquante ans.



Comme il y a, pour *Les Amants de Venise*, les partisans de Musset et ceux de George Sand — ceux-ci moins nombreux que ceux-là — les amours de Balzac et de Mme Hanska ont provoqué chez les historiens et les critiques littéraires de vives, d'ardentes discussions.

Défenseurs et adversaires de la Polonaise échangent, souvent avec acrimonie, leurs arguments.

Les ennemis de « l'Étrangère » lui reprochent les trahisons posthumes dont Balzac fut, de sa part, la victime. Ils lui font plus encore grief des successeurs indignes qu'elle donna à son génial époux.

Il y a quelque excès dans ces reproches; car, enfin, un mort est un mort! Comment ne pas rappeler les regrets si humains de l'illustre guerrier de *Illiade*, avouant à celui qui le rencontre aux Enfers qu'il aimerait mieux être un bouvier vivant qu'un héros trépassé?

Rares sont les Pénélope, et les seuls qui

soient véritablement assurés de la fidélité des veuves, ce sont les Hindous, qui prennent la sage précaution de les brûler toute vives sur le tombeau de leur époux.

Ce qui a autrement d'importance que ces vaines discussions, c'est l'influence de « l'Etrangère » sur l'existence et l'œuvre de Balzac.

Or, cette influence est considérable.

Ces longues absences, ces rencontres coupées de brusques séparations, ces rendez-vous à travers les auberges de l'Europe, Suisse, Allemagne, Russie, cette *quête* de la Polonaise, le long des grands chemins, avivent son désir, communiquent à son œuvre une trépidation frémissante.

Ils assignent un but à son existence. Ils le poussent en plus des raisons d'argent toujours, hélas ! capitales chez lui, à accumuler les chefs-d'œuvre, à entasser Pélion sur Ossa.

La connaissance des pays étrangers, Allemagne, Autriche, Russie, vint s'ajouter à la connaissance étendue et approfondie qu'il avait de son propre pays.

Cet apport enrichit son œuvre, élargit son horizon.

L'influence de Mme Hanska est sensible dans un certain nombre de ses romans ; ils contiennent des types de Polonais, peints d'après nature, avec les traits les plus justes. Mme

Hanska lui a donné la clé du caractère, du tempérament de ses compatriotes.

Comment Balzac juge-t-il la Pologne qu'il a vue, à diverses reprises, de ses yeux, dont il a très souvent entendu parler, dont « l'Étrangère » l'a longuement entretenu?

Partisan de la monarchie absolue — et il ne s'en cache pas — Balzac estime que l'homme n'est pas fait pour se gouverner lui-même, mais pour être gouverné.

Les idées républicaines, démocratiques, révolutionnaires n'ont aucune prise sur lui. Il se détourne d'elles résolument, à la fois par raisonnement et par instinct. Il est pour les régimes et les gouvernements établis contre ceux qui se proposent de les modifier ou de les détruire, pour les rois, non pour les peuples, convaincu que les peuples ne sauraient se passer des rois.

Il a horreur du romantisme en politique. Aussi juge-t-il sévèrement les soulèvements de la Pologne, même s'ils sont inspirés par le désir bien légitime cependant de reconquérir son indépendance.

Sa doctrine politique pourrait se résumer dans cette phrase : « Le pouvoir fort dans les mains d'un seul. »

Ce qu'il observe en dehors de son pays renforce encore sa conviction.

Le tsar lui apparaît comme le type même, le modèle du souverain dont le pouvoir n'est limité par rien. Cela seul suffirait pour provoquer toute son admiration.

De telles idées sont en opposition très nette avec celles de presque tous les contemporains. Dans la lettre sur Kiev, il ne manque pas de noter cette différence :

« Une des plus grandes fautes, dit-il, commises par tous ceux qui ont écrit sur la Russie, est d'avoir voulu juger ce pays avec des yeux constitutionnels, de le voir à travers des lunettes anglaises ou parisiennes.

« Les écrivains n'admettaient pas le caractère russe qui est *essentiellement asiatique*. »

Seulement, cette dernière remarque, tout à fait juste, a pour effet d'affaiblir sensiblement et même de démolir le raisonnement, l'argumentation de Balzac.

Car ce qui est bon, à la rigueur, pour des Russes aux trois quarts Asiatiques, ne saurait convenir à des Occidentaux, Français ou Anglais, qui sont des Européens.

Même chez les Russes, l'absolutisme sans limite de Nicolas I^{er} eut de terribles conséquences. Il provoqua, comme par l'effet d'un obus à retardement, la violente opposition, la haine acharnée des révolutionnaires, qui finirent par ébranler un trône jusque-là très solide.

Comme toujours, les fils payèrent chèrement les fautes commises par leurs pères, de même

que Louis XVI expia les erreurs et les défaillances de ses devanciers.

Le propre successeur de Nicolas, Alexandre II fut tué par une bombe. On sait le sort affreux de son petit-fils, Nicolas II.



Ces idées de Balzac sont exposées dans les fragments d'une lettre très intéressante et jusqu'ici inédite publiée par Marcel Bouteron. Elle a pour titre : *Lettre sur Kiev*. Elle fut adressée à Armand Bertin qui devait la publier dans le *Journal des Débats*.

Le voyage de Balzac jusqu'au château de Mme Hanska, sa fiancée, fut accompli en 1847, quelques mois avant la révolution de février. Il fut effectué, pour la plus grande part, en chemin de fer et, pour certains tronçons de l'itinéraire où les chemins de fer manquaient, en diligence.

C'est la transition entre l'ancienne manière de voyager et la nouvelle.

Par Bruxelles, Cologne, Hanovre, Cracovie, Brody, Balzac couvre cette distance en huit jours, ce qui est, pour l'époque, une manière de record.

La frontière russe franchie, quand il passe de Galicie en Ukraine, il ne peut s'empêcher

d'établir un parallèle entre le caractère, les mœurs politiques du Moscovite et du Polonais. C'est pour donner nettement l'avantage au premier sur le second.

« Le Russe, écrit-il, est discipliné, obéissant, alors que le Polonais, à qui toute discipline est odieuse, se montre, en toutes circonstances, désireux, non point d'obéir, mais de commander. »

Là réside, selon lui, la cause essentielle de ses malheurs.

Il ajoute :

« Aussi, tout homme d'intelligence gémissait sur l'indiscipline actuelle de la France, où tout est mis en discussion, où les esprits sont en voie de tout nier..., où chacun veut être un être supérieur..., où l'on crée des systèmes pour avoir des prétextes de révolte. Le changement de notre caractère national doit donner à penser, car il implique tous les malheurs de la Pologne. A quoi, si ce n'est à un vice de l'esprit national, peut-on attribuer la démolition, aujourd'hui complète, d'une nation éminemment belliqueuse qui comptait, il y a environ deux cents ans, trente-deux millions d'hommes et qui, en deux siècles, a perdu successivement Kœnigsberg, Dantzic, la Galicie, le grand-duché de Posen, l'Ukraine, la Lithuanie, des pays tous grands comme des royaumes, et qui, aujourd'hui, selon l'expression d'un homme d'esprit, après avoir perdu jusqu'à son nom, voit

ses derniers débris, ses derniers grands seigneurs acharnés à leur propre perte! »

Ce jugement sévère sur la Pologne et, en partie, sur la France, a été porté en 1847, peu de temps avant l'effondrement de la monarchie de juillet.

CHAPITRE XIII

LA POLOGNE FUT-ELLE ENTIÈREMENT RESPONSABLE DE SES MALHEURS?

Il n'existe pas d'autre pays en Europe qui ait enduré, pendant si longtemps, près de cent cinquante ans, des souffrances morales et matérielles aussi vives que la Pologne. Une nation ayant été, pendant plusieurs siècles, une grande nation, possédant un vaste territoire, plus étendu à certains moments que celui de la France ou de l'Angleterre, avec une population très nombreuse, s'est vue, du jour au lendemain, rayée de la carte d'Europe, son territoire partagé entre trois grands États voisins, ce qui constituait une terrible aggravation de ses malheurs. Car mieux vaut avoir *un seul* maître, si mauvais soit-il, que *trois*!

La Pologne, depuis le second partage, vers la fin du XVIII^e siècle, a disparu en tant qu'*unité*

nationale. Il y avait toujours des Polonais, de plus en plus nombreux. Il n'y avait plus de Pologne!

Comment une telle infortune, à peu près unique dans l'histoire européenne, a-t-elle pu fondre sur un pays? Quelles en sont les raisons matérielles et morales, politiques et militaires?

Si l'on veut comprendre comment s'est opérée sa libération, il est essentiel de savoir tout d'abord en quoi consistait au juste son esclavage, de quelles causes il dérivait.

L'histoire de la Pologne asservie explique mieux que tout le reste les causes et les modalités de sa libération.

Une des premières raisons, des plus fortes, est d'*ordre géographique*. Il suffit de jeter les yeux sur un atlas pour être pénétré de son importance. Placée, campée, si l'on peut dire, au cœur de l'Europe centrale et septentrionale, la Pologne est à peu près dépourvue de frontières naturelles. Elle est ouverte à l'envahisseur, pénétrable, vulnérable de tous les côtés à la fois. La mer elle-même, qui fut et demeure une protection efficace pour tant d'autres pays, n'a été pour elle d'aucun secours. Car cette mer, la Baltique, n'est pas une mer proprement dite, mais un lac.

Le traverse, le franchit qui veut. Les Suédois, pour ne parler que d'eux, ne s'en sont pas privés au cours des siècles.

Les frontières de la Pologne, parce qu'elles

étaient purement politiques, privées d'obstacles naturels et par là difficiles, sinon impossibles à défendre, furent perpétuellement changeantes, mouvantes. Les guerres, avec leur suite inévitable de victoires et de défaites, les transformaient sans cesse, un traité enlevant ce que le traité précédent avait donné.

Après la géographie, l'histoire. Le grand malheur de la Pologne fut que trois puissantes nations, chacune d'elles en voie d'agrandissement, estimant qu'elle n'avait jamais assez de territoires et de sujets, se soient trouvées au même moment sur chacune de ses frontières. Or ces nations étaient des *Etats de proie*, tendant, surtout deux d'entre eux, la Prusse et la Russie, comme sous l'effet d'une poussée interne, à s'arrondir sans cesse aux dépens de leurs voisins. Ils étaient en plein développement, en pleine ascension, juste au moment où la Pologne, par l'effet des désordres, des dissensions intérieures, s'offrait à leurs ambitions comme une victime toute indiquée.

Un autre hasard, tout aussi malheureux pour elle, a voulu que, à cette même période, deux Etats limitrophes, la Russie et la Prusse, aient été gouvernés par des souverains adroits, intelligents, actifs, doués d'une ambition dévorante, décidés, pour la satisfaire, à ne reculer devant aucun moyen : le Grand Frédéric et la Grande Catherine.

Deux souverains qui, au même moment de l'histoire, ont reçu et mérité, l'un et l'autre, l'épithète de *Grand*, c'est vraiment beaucoup, beaucoup trop, pour le pays voisin.

Car l'élévation de l'un n'est faite le plus souvent que de l'abaissement des autres.

On sait le mot fameux de La Bruyère :

« Il y a, à l'origine de toute grande fortune, des choses qui font frémir. »

Tandis que la Russie et la Prusse étaient dotées d'un gouvernement absolu, — le souverain, sans avoir à consulter personne, étant libre de faire tout ce qu'il voulait, — l'autorité royale était soumise, en Pologne, à de telles limitations, de telles restrictions, qu'elle perdait presque entièrement sa force. La *royauté élective* qui fut en vigueur pendant des siècles, le souverain étant élu par la noblesse, a été pour ce pays un malheur, une véritable calamité.

La principale force de la royauté réside dans le *principe de continuité* qu'elle représente pour le gouvernement d'un pays. « Le Roi est mort, vive le Roi ! » Cette vieille formule française traduit à merveille ce principe. Elle en explique le sens et la portée. Un souverain disparu, un autre automatiquement désigné par une loi immuable, intangible, prend immédiatement sa place. L'interrègne se trouve par cela même supprimé.

Quand il faut, au contraire, attendre une

élection pour désigner le nouveau souverain, l'unité est rompue. Un roi qui tient son pouvoir d'une autre source que sa naissance, cesse d'être *un véritable roi!*

Chaque nouvelle élection était pour la Pologne une cause de discussions, de disputes, d'intrigues, souvent de désordres. Si ces intrigues ne s'étaient manifestées qu'au dedans, passe encore; le grand malheur est qu'elles ouvraient fatalement la porte aux interventions étrangères,

Chacun des grands Etats voisins cherchait, trouvait, soutenait ses candidats. La Pologne cessait ainsi d'être maîtresse de ses destinées. Quand elle se rendit compte enfin des dangers de plus en plus graves que comportait la pratique d'un système aussi mauvais, quand elle voulut opérer *sa réforme de l'Etat*, il était trop tard. Elle était devenue *faible* au milieu de nations *fortes*, qui n'avaient qu'un souci, qu'un désir : perpétuer et même aggraver sa faiblesse et, pour cela, laisser subsister la cause du mal, en s'opposant à l'emploi d'aucun remède.

Il fallait empêcher à tout prix le malade polonais de guérir.

Rien de plus immoral, de plus cynique, que le jeu joué au très grand jour par deux des futurs « partageants » : la Russie et la Prusse, au moment où elles s'apprêtent à dépouiller, avant qu'elles ne l'égorgent, leur malheureuse

victime. Jamais spectacle plus répugnant ne s'étala avec plus d'impudeur.

C'est une politique de rapine, de brigandage qui cependant, chose étrange, paradoxale, n'a soulevé presque nulle part en Europe de vigoureuses protestations.

Il existait pourtant déjà à cette époque une opinion européenne. C'est en France qu'elle aurait dû se manifester. Les écrivains, les philosophes français du XVIII^e siècle, Voltaire, le premier de tous, Diderot, les Encyclopédistes étaient alors universellement lus.

Grâce à un adroit, un perfide, ténébreux effort de *propagande* (la chose, contrairement à ce qu'on croit, ayant existé bien avant le mot), les souverains de Russie et de Prusse, Catherine II, Frédéric II avaient su mettre de leur côté les écrivains, les hommes de lettres français.

C'est un point assez peu connu, sur lequel on ne saurait trop insister. Il a été élucidé à merveille par Krakowski dans son ouvrage récent : *l'Histoire de la Pologne*.

Par des flatteries intéressées, auxquelles est *particulièrement* sensible quiconque tient une plume — la race des gens de lettres étant *vaine* tout autant qu'« *irritable* » — la Grande Catherine, Frédéric II s'étaient acquis, parmi les intellectuels français, une immense réputation. Ils avaient su, comme par une baguette magique, provoquer à Paris un concert inin-

terrompu de louanges et même d'adulations.

C'était à qui flagornerait, encenserait, avec le plus de zèle, et la Sémiramis du nord et le souverain de Postdam, philosophe et joueur de flûte. On louait, on exaltait à l'envi les qualités qu'ils possédaient et beaucoup plus encore celles qu'ils ne possédaient pas. Ils étaient représentés comme des monarques éclairés, soucieux de progrès et de réformes, s'efforçant de développer l'instruction, de propager les lumières dans leurs Etats dont l'un, la Prusse, était alors (il l'est resté) une des nations les plus caporalisées qui soient au monde, l'autre, la Russie, un pays aux trois quarts sauvage, soumis à un *despotisme asiatique*.

Catherine et Frédéric devaient bien rire en recevant ces coups d'encensoir, ce flot de flatтерies hyperboliques qui venait déferler à leurs pieds.

Voltaire avait cependant éprouvé personnellement la dure poigne de son hôte royal, ce qui aurait bien dû lui ouvrir les yeux. Mais, malgré les avanies très sérieuses qu'il subit de son protecteur, il n'en continua pas moins, à *célébrer* en prose et en vers, ses mérites.

La Prusse, en partie grâce à lui, bénéficia, aux yeux des intellectuels français d'une véritable grâce d'état. Elle la conserva très longtemps. Peu avant la Révolution, Mirabeau, après un séjour dans ce pays, publiait un gros ouvrage sur la monarchie prussienne

qui n'était guère qu'un dithyrambe du commencement à la fin. Tout ce qu'il y avait d'immoral, de cynique, dans la politique de Frédéric II, de dangereux pour ses voisins, était passé sous silence.

Chose surprenante, cet engouement persista. On le retrouvait encore chez certains de nos compatriotes, quelque trois quarts de siècle plus tard, même après les guerres napoléoniennes où, cependant, le Prussien s'était révélé comme le plus vindicatif, le plus haineux, le plus implacable de nos adversaires. Napoléon III, en qui subsistait des traces multiples de l'esprit jacobin, garda au fond de lui-même et peut-être à son insu, une vieille sympathie pour la Prusse, ce qui explique en partie sa politique désastreuse — elle fut cause de tous nos malheurs — son attitude, au moment de Sadowa.

Au sein des partis avancés, chez nous, quand l'Autriche fut battue par la Prusse, beaucoup, loin de s'inquiéter de cette victoire, étaient presque portés à s'en réjouir.

C'est que l'Autriche représentait pour eux le cléricanisme, l'obscurantisme, tandis que la Prusse était la terre de la liberté, des lumières, du progrès.

La France n'avait cependant rien à gagner, tout au contraire, à l'accroissement de forces que le partage de la malheureuse Pologne devait nécessairement apporter aux trois Etats,

déjà très puissants, qui s'enrichissaient de ses dépouilles : Prusse, Russie, Autriche.

Certains d'entre eux se trouveraient fatalement, un jour ou l'autre, parmi nos adversaires, peut-être même les trois à la fois, ainsi que cela arriva vers la fin des guerres napoléoniennes.

La première qualité d'une diplomatie intelligente, avertie, est de voir les pays étrangers comme ils sont, non point à travers des *lunettes qui les déforment*.

CHAPITRE XIV

LA POLOGNE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE

Je m'entretenais, il y a quelques années, à Paris, avec un diplomate allemand connaissant à merveille la situation européenne.

Nous parlions des relations de son pays avec la France.

— Après l'évacuation de la Rhénanie par les troupes interalliées, il reste à régler entre nous, me dit-il, la question de la Sarre. Après quoi, aucune raison profonde n'empêchera les rapports franco-germaniques de s'établir pour longtemps sur une base normale.

» Mais il y a pour nous un point noir : c'est la Pologne.

» Jamais, au grand jamais — je vous parle à cœur ouvert — aucun de mes compatriotes n'acceptera l'existence du « corridor polonais », qui coupe en deux notre pays, sépare

la Prusse orientale du restant de l'empire, détruit notre unité nationale, nous ramène de plusieurs siècles en arrière. Nous sommes obligés de tolérer aujourd'hui cette situation humiliante ! mais, dès que nous aurons recouvré notre force, nous n'aurons qu'un désir, qu'un souci : la faire cesser. »

Tous les Allemands, alors, pensaient de même et aussi beaucoup d'étrangers, non seulement chez les Anglo-Saxons, mais chez nous. L'existence du « corridor » leur apparaissait comme le principal danger pour la paix européenne.

Hitler arrive au pouvoir. Peu de temps après son avènement, l'Europe apprend tout d'un coup, à son grand étonnement, on peut même dire à sa stupéfaction, que la Pologne et l'Allemagne se sont mises d'accord sur ce problème en apparence insoluble. Le gouvernement hitlérien accepte pour une assez longue période — dix ans — de ne pas contester l'existence et la légitimité du « corridor ».

Voilà une nouvelle d'une extrême importance, un des grands événements diplomatiques qui se soient produits en Europe depuis la guerre.

Du jour au lendemain, comme par l'effet d'un coup de théâtre, la propagande germanique qui, jusque-là, avait jeté feu et flamme contre la Pologne, cesse complètement ses attaques. Il n'est plus question du « corridor ». Ce

problème est rayé de l'existence, traité comme s'il n'était pas et n'avait jamais été.

Afin de bien apprécier la portée et le sens de ce changement, il faut se rappeler ce que furent, pendant quinze années, les efforts de l'Allemagne pour protester contre ce qu'elle considérait comme la plus criante, la plus abominable des injustices commises à son égard, la campagne de tracts, de documents, discours, manifestations de toutes sortes pour démontrer au monde la nécessité de reviser, sur ce point, les traités.

Les Polonais, que l'on ne prend pas sans vert, avaient riposté de leur mieux à ces attaques. Une maison de cinq étages ne suffirait certes pas à contenir les livres, brochures, cartes publiés de part et d'autre sur cette affaire.

Or, depuis cet accord, toutes ces publications s'arrêtent miraculeusement; personne n'entend plus parler du « corridor » ni même de Dantzig, où Polonais et Allemands avaient failli, à diverses reprises, en venir aux mains.

Les Polonais étant les *beati possidentes*, non les demandeurs, mais les défenseurs, il est naturel que, les attaques ne se produisant plus contre eux, une riposte de leur part ne soit plus nécessaire.

Mais les Allemands? Comment ont-ils pu se résigner ainsi, d'une minute à l'autre, à un

état de choses qu'ils estimaient jusque-là intolérable?

Rien ne prouve davantage à quel point ce peuple germanique est malléable, plastique, pareil à une cire molle, obéissant au doigt et à l'œil à la consigne de ses chefs. Il a été pendant des années excité, surechauffé, tenu en haleine, la nécessité de reprendre à tout prix et le plus tôt possible le « corridor » étant enfoncée dans sa tête à coups de marteau.

Voici que cette croisade, pour l'appeler de son vrai nom, est subitement interrompue. Cette nécessité cesse désormais d'en être une.

Seul un dictateur, maître absolu et tout-puissant, possédant l'autorité, le prestige de Hitler, pouvait imposer à ses gouvernés, ou plutôt à ses sujets, une acceptation aussi pénible; tout autre que lui se serait brisé les dents sur ce dur morceau.

Supposez que le Führer, au lieu d'avoir conquis le gouvernement, se trouve encore dans l'opposition. Quels cris furieux, quelles protestations indignées seraient sortis de sa bouche si les dirigeants de son pays avaient eu l'audace de mettre leur signature au bas d'un pareil renoncement? Il les aurait traités de vendus, de traîtres. Or, c'est lui-même qui le signe et toute opposition, toute critique se trouve jugulée. L'Allemagne entière le suit docilement.

Une explication polonaise

Parmi les explications qui ont été proposées, aucune, il faut le dire, ne satisfait pleinement notre curiosité, notre logique.

Il subsiste, dans les négociations comme dans la signature de ce pacte, une part d'obscurité et de mystère. Ni le peuple polonais dans son ensemble, ni le peuple allemand, les premiers intéressés, cependant, ne sont sur ce point capital, mieux renseignés que les étrangers. Tout s'est passé entre quelques chefs, quelques initiés. C'est à la fois l'avantage et l'inconvénient des gouvernements forts que les plus graves questions intéressant l'avenir, l'existence de grands pays, puissent être traitées ainsi dans le secret, sans que les nationaux soient un seul instant autorisés à exprimer leur avis et, à plus forte raison, leurs critiques.

J'ai pris la peine d'interroger là-dessus ceux des Polonais qui sont le mieux en état d'être renseignés.

Que disent-ils ?

Quand Hitler prit le pouvoir, certains de ses voisins, adversaires de l'Allemagne, en premier lieu la Pologne, avaient tout droit de craindre que son avènement ne se marquât par un renouveau de propagande nationaliste,

d'excitation chauvine qu'il serait difficile, tant elle était vive, de contenir au dedans des frontières. Dans ses discours, ses appels, Hitler, depuis des années, prêchait inlassablement la nécessité d'une Allemagne forte, renversant résolument sa politique intérieure et extérieure, levant audacieusement la tête, cherchant par tous les moyens à détruire les infâmes traités qu'on lui avait imposés, au lieu de les accepter ou, tout au moins, de faire semblant.

Contre qui se tourneraient d'abord ces revendications? Pas encore contre la France, jugée trop forte, soutenue diplomatiquement par l'Angleterre, mais plutôt contre la Pologne et l'Autriche.

Pilsudski pouvait avoir ses défauts; il possédait, en tout cas, une qualité que nul ne saurait lui contester : la hardiesse, l'audace savamment tempérée par la clairvoyance et la réflexion. Il était un excellent joueur de poker. Nul ne s'entendait aussi bien que lui à *bluffer* ses adversaires. Hitler pouvait à son aise plastronner, faire le rodomont; en réalité, la force dont il disposait était encore petite. Son armée, il s'en fallait de beaucoup, n'était pas prête. Sur la voie du réarmement, l'Allemagne n'avait pas encore parcouru, avec des bottes de sept lieues, le long chemin accompli depuis.

Le moment était donc éminemment favorable pour percer à jour ses desseins, pour sa-

voir ce qu'elle voulait au juste, pour l'obliger à jeter son masque, à abattre ses cartes.

A cet égard, la vision de Pilsudski fut d'une acuité pénétrante.

J'ai su, des sources les plus sûres, que les chefs militaires de l'Allemagne étaient à cette époque non seulement préoccupés, mais inquiets. Ils s'appliquaient de toutes leurs forces à contenir Hitler et ses lieutenants, à l'empêcher de faire quelque éclat, d'alarmer ses voisins. Si ceux-ci, connaissant le véritable état de l'armée germanique, ripostaient, montraient les dents, l'Allemagne était absolument incapable de tenir le coup. Pilsudski résolut donc de tirer au clair les intentions germaniques, de soumettre le gouvernement allemand à ce qu'on appelle, de l'autre côté du Rhin, une épreuve de force : « Machtprobe ».

Attaque brusquée de Pilsudski

Une admirable occasion s'offrait pour cela, juste au point le plus névralgique : Dantzig. Dans cet Etat libre formant une enclave en plein territoire polonais, la Pologne possède, à l'embouchure de la Vistule, une île, une étroite bande de terre, la Westerplatte, où elle a le droit d'entretenir en toute propriété un dépôt de munitions.

L'avènement de Hitler avait eu, comme on pense, sa répercussion à Dantzig, où les nazis, très nombreux, étaient en pleine effervescence. Les incidents se multipliaient entre la ville libre et les autorités polonaises. Les Polonais avaient lieu de craindre un coup de main contre le dépôt de munitions.

Pilsudski, qui excellait à procéder par surprise, exécuta une attaque brusquée. Un matin, une ou deux compagnies de soldats polonais, de solides gaillards particulièrement bien choisis, débarquèrent dans la Westerplatte, fusils chargés, baïonnette au canon, mitrailleuses prêtes à entrer en action. Entre temps, une canonnière polonaise venait s'emboîser à une faible distance, prête à ouvrir le feu. Les gens de Dantzig poussèrent aussitôt des cris d'indignation. Ils protestèrent de leur mieux contre cette violation caractérisée des traités, saisissants de leurs doléances la Société des Nations. Les traités étaient violés, en effet, et Pilsudski était le premier à ne pas l'ignorer.

Le gouvernement germanique fit siennes ces protestations dont les Polonais étaient bien résolus à ne tenir aucun compte. On m'assure que Hitler, surpris par ce coup imprévu, consulta ses chefs militaires pour savoir s'il ne conviendrait pas de riposter à ce coup de force en employant la force, lui aussi. Les généraux de la Reichswehr furent tous d'un avis unanime : l'Allemagne était alors absolument hors

d'état d'entreprendre quoi que ce soit contre la Pologne, ce qui risquait d'amener une guerre pour laquelle elle n'était pas prête.

Hitler fut bien obligé de suivre leurs sages conseils. Quelques mois plus tard, lorsque l'Allemagne quitta, en claquant les portes, la Société des Nations, Pilsudski renouvela à Berlin son coup de sonde. Il chargea son ambassadeur d'aller trouver Hitler pour lui demander quelles étaient au juste ses intentions à l'égard de la Pologne.

Situation difficile de Hitler

Hitler se trouvait, en ce qui concerne la politique étrangère, dans une situation très difficile. Il n'avait guère, depuis son avènement, recueilli, collectionné que des échecs. Les relations de l'Allemagne avec l'Italie, excellentes jusqu'alors, étaient en train de devenir mauvaises. Il en était de même avec l'Angleterre, pour ne rien dire de la France. Tourné tout entier vers la réalisation de l'*Anschluss*, il lui fallait à tout prix quelques succès au dehors s'il voulait augmenter son prestige, réaliser ses desseins.

C'est alors que l'idée lui serait venue d'obtenir coûte que coûte un arrangement avec la Pologne. Faisant contre mauvaise fortune bon

cœur, s'inclinant devant le fait accompli, essayant d'en tirer le plus grand avantage possible (*to make the best of it*), comme disent les Anglais, il se résolut à négocier avec les Polonais, comme s'il prenait lui-même l'initiative de cette négociation, alors qu'en réalité elle lui avait été imposée. Au lieu de la subir, il donnait l'apparence de la désirer, de la diriger.

Il se dit apparemment que l'amitié avec la Pologne méritait, de sa part, de larges sacrifices. C'était un coup porté contre la France, unie à la Pologne par un traité formel d'alliance, une large brèche faite dans cette armature diplomatique que les Allemands nous accusent d'avoir dressée contre eux : Petite-Entente, soumise aux suggestions de Paris, Pologne devenue l'alliée de la France. Si l'on détachait la Pologne de ce bloc, sa solidité risquait par cela même d'être sérieusement ébranlée.

C'est dans cet esprit que les négociations se seraient ouvertes. Elles aboutirent peu après à la signature du traité.

Que vaut au juste cette explication?



Comment se sont déroulés les pourparlers qui ont conduit à cet accord diplomatique

inattendu, paradoxal en apparence tout au moins et dont on peut dire qu'il a éclaté sur l'Europe comme un coup de tonnerre?

Qui a pris l'initiative des négociations?

Les Allemands ou les Polonais?

Pour essayer de voir clair, il faut garder présents à l'esprits deux faits essentiels :

Hitler est aujourd'hui le maître de l'Allemagne, beaucoup plus que ne l'ont jamais été Bismarck, le grand chancelier, ni aucun des souverains, Guillaume I^{er} ou Guillaume II.

Hitler, d'autre part, qui n'a accédé au pouvoir que par les moyens que l'on sait, s'est trouvé dans l'obligation impérieuse de remporter quelques succès en politique extérieure. Les victoires au dedans ne lui suffisaient pas; il lui fallait, en outre, des victoires au dehors. Il était prêt à les payer à un prix élevé, rien ne lui paraissant trop cher pour cela.

Son action diplomatique consiste à chercher de tous côtés un point de moindre résistance permettant à l'Allemagne d'échapper à son encerclement.

C'est le principe fondamental de sa politique étrangère. Il explique, mieux que tout le reste, ses négociations avec la Pologne.

Hitler a réussi, grâce à de grosses concessions, à signer un accord avec les Polonais.

Il a cherché pendant longtemps à maintenir des relations très cordiales avec l'Italie. Mussolini, soucieux de réaliser une sorte d'équi-

libre dans sa politique étrangère, en évitant de s'engager à fond dans le camp des adversaires de l'Allemagne ou dans celui de ses amis, a plus ou moins répondu tout d'abord aux avances hitlériennes.

Lorsque l'Allemagne a quitté, à grand fracas, à la fois la Société des Nations et la Conférence du désarmement, durant l'automne 1933, la France, l'Angleterre, l'Amérique qui s'étaient à peu près entendues sur un projet de désarmement, ont songé, un instant, à signer cet accord avec ou sans l'Allemagne. Les représentants de l'Italie s'y sont opposés, Mussolini, à cette époque, ne désirant rien faire qui pût être considéré comme dirigé contre le cabinet de Berlin.

Ce souci de trouver des fissures dans le bloc des anciens alliés de la guerre, parmi les adversaires de l'Allemagne, dirige, inspire toute la politique étrangère du Reich.

La Pologne s'en est très heureusement servie; elle en a intelligemment tiré parti.

Durant des années, depuis la fin de la guerre, la question du « corridor » polonais semblait constituer le plus terrible danger contre la paix.

Chacun de nous, pour en être sûr, n'a qu'à rappeler ses souvenirs.

Le gouvernement français, tout en promettant son concours à la Pologne, lui a constam-

ment conseillé de s'arranger avec ses deux puissants voisins : le Russe et le Germain.

Que de fois, par ailleurs, n'avons-nous pas entendu nos compatriotes, dans tous les milieux, toutes les classes, s'écrier :

— L'affaire du corridor nous empoisonne ! Nous ne voulons pas nous battre pour les Polonais !

Le Français est un critiqueur-né. Il est toujours prêt à déclarer à cor et à cri qu'il ne se battra pas. Quand l'heure de l'action arrive, il se bat, d'ailleurs, et fort bien !

Les mêmes Français qui tenaient ces propos ne sont certainement pas autorisés, maintenant, à blâmer les Polonais, qu'ils accusaient d'être des « trouble-fête », un danger permanent pour la paix, d'avoir éliminé ce risque en s'accordant avec les Allemands.

Cet arrangement, d'ailleurs, leur est, dans l'ensemble, favorable. On ne saurait trop insister sur ce point.



Le coefficient de la natalité en Pologne est infiniment plus élevé qu'en Allemagne. Tous les efforts de Hitler pour augmenter le nombre des naissances (ce qui n'empêche pas les dirigeants allemands d'élever des protestations véhémentes contre la surpopulation de leur

pays, resserré, comprimé, disent-ils dans un territoire trop étroit) ne changeront rien à cette situation.

Dans cette « course au berceau », l'Allemand sera fatalement battu par le Polonais. Le temps, par conséquent, travaille pour ce dernier. Plus l'Allemagne attendra et plus la région contestée du fameux « corridor » verra le pourcentage des éléments polonais augmenter au détriment des éléments germaniques.

Dans dix années, le corridor sera presque entièrement « polonisé ».

C'est donc un grand, un incontestable avantage que la Pologne a obtenu par ce traité.

On doit reconnaître, d'autre part, cependant, que l'Allemagne, dans dix ans, risque d'être sensiblement plus forte qu'aujourd'hui.

Or, il n'est pas de traité qui tienne contre la réalité des faits.

Les Allemands ont toujours prétendu qu'aucun arrangement diplomatique n'est conclu pour l'éternité. Il ne vaut que pour une période strictement déterminée. Il se borne à traduire l'équilibre des forces en présence, à un moment précis. Dès que ces forces changent, dès que l'équilibre est détruit, le traité peut être annulé par cela même.

« Non seulement, il le peut », disent les docteurs germaniques, « mais il le doit ».

« Les conditions, les circonstances se modifiant, le traité est appelé à se modifier aussi. »

Cette thèse, extrêmement commode, permettant à un Etat, à un individu, d'échapper aux contrats, aux engagements juridiques, a été développée à l'envi, par tous les professeurs germaniques, pendant toute la durée du XIX^e siècle.

Elle a été récemment reprise par Hitler et ses doctrinaires, trop heureux de chausser les bottes de leurs devanciers.

Par conséquent, si la Pologne, en agissant d'accord avec l'Allemagne ou simplement en s'abstenant d'agir contre elle, favorisait l'accroissement de la force germanique, cet accroissement risquerait de lui être funeste. Il ne tarderait pas à se retourner contre elle. La rupture d'équilibre s'opérerait nécessairement à ses dépens.

*
**

Les dirigeants polonais affirment, de la façon la plus énergique, la plus catégorique, que leur accord avec l'Allemagne ne contient aucune clause secrète, aucun plan d'agression contre n'importe quel pays, que ce soit la Lithuanie ou la Russie soviétique.

Toutes les histoires d'un vaste plan offensif, la Pologne devant restituer le corridor à l'Allemagne en échange de la Lithuanie ou de

telle partie de la Russie sont, prétendent-ils, un simple roman.

Ils affirment que l'arrangement germano-polonais n'est nullement incompatible avec leur alliance avec la France qui demeure la pièce maîtresse de leur politique étrangère.

Nous n'avons pas le droit, jusqu'à preuve du contraire, de mettre en doute leur parole, de suspecter leur bonne foi.

Les rapports franco-polonais

En diplomatie, toutefois, il y a, à côté de la matière, la manière.

Les traités sont une chose, la façon de les appliquer une autre.

L'accord germano-polonais reflète forcément le tempérament, le caractère, la personnalité des chefs qui, au nom de la Pologne, l'ont signé.

Sur le premier de ces chefs, Pilsudski, nous en avons dit suffisamment.

Le maréchal, dans cette négociation difficile, délicate avec l'Allemagne, a eu, comme exécutant, le colonel Beck, un de ses principaux lieutenants, son homme de confiance, nommé, relativement jeune, au ministère des Affaires étrangères.

Or, le colonel Beck n'est certainement pas

un ami de la France. Ce n'est pas révéler un secret de dire qu'il a eu, alors qu'il était attaché militaire de Pologne à Paris, de graves difficultés avec l'état-major et les grands chefs de notre armée. Ces difficultés l'ont obligé de quitter son poste, ce qui ne l'a pas empêché, on le voit, de faire en Pologne, par la volonté de Pilsudski, une carrière exceptionnellement brillante et rapide.

Un homme étant toujours un homme, il est impossible que ces souvenirs d'un passé récent se soient trouvés tout à coup anéantis chez lui.

Il n'est pas sûr que certain roi de France soit jamais parvenu, ainsi qu'il s'en est vanté, à oublier les injures faites au duc d'Orléans.

Par la seule personnalité du ministre des Affaires étrangères, l'arrangement avec l'Allemagne risquait et risque d'avoir toujours, plus ou moins, une pointe contre la France.

Nous avons, en plus d'une circonstance, senti cette pointe ces derniers temps.

Il est un autre aspect de cette question sur lequel il faut bien insister, encore que les constatations que l'on est amené à faire soient pour nous plutôt pénibles.

Mais il ne servirait à rien de fermer ses yeux à l'évidence.

La Pologne est condamnée, par sa position géographique, d'abord et avant tout, à entre-

tenir une armée excellente. C'est un devoir auquel elle n'a pas failli.

Pilsudski a été l'âme de cette renaissance militaire.

Il peut avoir, par ailleurs, commis des fautes; mais n'aurait-il à son actif que cette restauration de l'armée polonaise, qu'il mériterait de prendre sa place parmi les grands hommes de son pays.

La Pologne est condamnée aussi à suivre une politique étrangère attentive et vigilante. Ses frontières, d'une longueur interminable, sa position si critique entre la Russie et l'Allemagne, lui font un devoir de garder sans cesse les yeux fixés, l'attention tournée sur l'état de l'Europe, l'équilibre des forces en présence.

Les alliés, vainqueurs de la guerre grâce à des efforts, à des sacrifices sans précédent dans l'histoire, grâce aussi au concours inespéré et quasi miraculeux des Etats-Unis, se devaient de prendre les précautions les plus strictes, les plus minutieuses pour se prémunir, pendant très longtemps, l'espace de plusieurs générations, contre la menace d'une nouvelle guerre, risquant d'être — ce qui n'est pas peu dire — plus terrible encore que la précédente.

Il fallait mettre, pour longtemps, l'Allemagne dans l'impossibilité absolue de l'entreprendre.

Ces précautions furent négligées et la France, la première intéressée parce que la

plus menacée, en est la première responsable.

Au lieu de compter sur les autres, ainsi qu'elle l'a fait, elle n'avait, d'abord et avant tout, qu'à compter sur elle-même.

Les dirigeants de cette époque furent nettement inférieurs à leur tâche. Le Parlement, le pays, endormis par les déclarations les plus niaises, les plus sottes, ne marquèrent aucune réaction. Les journaux racontèrent à leurs innombrables lecteurs que la paix devait être une « création continue », comme s'il était au pouvoir de personne, Etat ou individu, de créer « continuellement », sans prendre une minute de repos, alors que le créateur souverain, Dieu, s'est senti lui-même obligé de se reposer un jour sur sept.

Il apparut assez rapidement à tout observateur attentif que le soi-disant concert des alliés, chargé de maintenir l'Allemagne dans le respect des traités, jouait très mal et, le plus souvent, ne jouait pas du tout.

Rien n'en fournissait une preuve plus éclatante que les innombrables conférences interalliées qui furent un des traits caractéristiques des années suivant la Grande Guerre.

Ces conférences avaient pour objet de mettre de l'huile dans les rouages de l'organisme collectif, conçu pour faire appliquer les traités. Mais, la conférence à peine terminée, la machine recommençait à grincer.

Tout le monde s'en aperçut en Europe, et

les premiers à s'en apercevoir furent les Polonais. Le fait constaté, ils ne furent pas longs à en tirer les conséquences. Pour se garder contre l'Allemagne, il leur était impossible de compter sur l'accord des alliés.

A défaut de ces derniers, la France aurait dû veiller elle-même à assurer dans une large mesure le respect des traités, conséquences d'une victoire qu'elle avait contribué, plus que personne, à remporter. Elle pouvait, au besoin, user de sa force qui, pendant une longue période, douze ou quinze ans au moins, fut incontestable.

C'est ce qu'elle essaya de faire un moment, en occupant la Ruhr. Cette opération, disons plutôt cette exécution, bien conçue, fermement conduite, était en train de donner de très bons résultats lorsque des soubresauts de politique intérieure, un retournement de majorité parlementaire, un changement d'équipe gouvernementale, tel qu'il s'en produit, par malheur, assez souvent dans notre histoire, nous amenèrent à y renoncer.

Ce fut, tout de suite après, le septennat de la politique briandiste, au cours duquel il devint évident que la France, endormie dans une politique de pacifisme béat, n'entreprendrait jamais rien d'énergique contre l'Allemagne, même si cette dernière s'insurgeait de plus en plus contre les traités.

Pour se protéger contre l'Allemagne, les

Polonais en arrivaient ainsi à cette conclusion qu'ils devaient compter de moins en moins sur la France et de plus en plus sur eux-mêmes.

La politique intérieure et la politique extérieure d'un pays ne sont jamais séparées par des cloisons étanches, contrairement à ce que paraissent croire un grand nombre de gens chez nous. Elles sont, au contraire, soumises à la loi des vases communicants.

Il est impossible à une nation de poursuivre une action diplomatique résolue, vigilante, quand les imperfections, les tares de son régime lui interdisent l'unité de commandement et la continuité de l'effort.



La France est, à l'heure actuelle, avec l'Angleterre, le seul grand pays d'Europe qui ait conservé, après la guerre, le régime constitutionnel et parlementaire.

Ce régime continue à fonctionner à peu près normalement en Angleterre; j'écris volontairement à *peu près* car la formation d'un ministère d'union nationale, rendu nécessaire par la crise financière et l'effondrement de la livre en 1931, marque une dérogation importante au vieux système consistant en l'alternance, plus ou moins régulière, des deux partis traditionnels : conservateurs et libéraux.

Mais le régime parlementaire, possible dans une période de tranquillité extérieure, de prospérité économique, se heurte à des obstacles quasi insurmontables, aussitôt que la situation devient de plus en plus difficile, de plus en plus critique, au dedans comme au dehors.

C'est la raison pour laquelle la plupart des nations européennes l'ont abandonné.

La France continue à s'y cramponner pour des raisons plutôt négatives que positives, avant tout parce qu'elle n'a pas autre chose à mettre à la place. Mais, pour ne citer qu'un exemple, les graves événements du 6 Février 1934 établissent, d'une manière éclatante, l'opposition de plus en plus marquée entre le régime d'une part, de l'autre les besoins, les intérêts profonds du pays.

Les étrangers qui nous observent, et quelquefois nous guettent, ne peuvent pas ne pas constater ce désaccord, ce déséquilibre croissant. Ils ne peuvent pas ne pas en tirer des conclusions plutôt pessimistes sur l'état moral de notre pays. Ils sont fatalement amenés à se dire que la force française est en train de s'affaiblir, ce qui réjouit nos adversaires, mais attriste nos alliés et nos amis.

Que certains de ces derniers, soucieux de se « couvrir », cherchent à remplacer par autre chose cette force défaillante, comment s'en étonner et, encore moins, s'en indigner?

Il arrive même assez souvent aux étrangers de prendre trop au sérieux, sinon au tragique, les difficultés intérieures de la France, les soubresauts de sa politique, les malfaçons de son Parlement. Ils leur attribuent plus d'importance et de gravité qu'ils n'en possèdent. Ils voient les apparences plus que la réalité, la surface et non le fond.

Car le fond, quoi qu'on en dise, demeure vigoureux et sain!

Nos alliés, nos amis, dans la mesure où ils croient ne pas pouvoir compter autant sur l'appui de la France, cherchent et trouvent par ailleurs un contrepoids.

Si nos désordres intérieurs, notre faiblesse s'accroissaient, nous risquerions de voir d'autres nations suivre, à cet égard, l'exemple de la Pologne.

Quelques précisions sur les Traités

J'ai, sous les yeux, le texte des accords diplomatiques qui, en plus du traité de Versailles, règlent les relations entre la France et la Pologne d'une part, entre l'Allemagne et la Pologne de l'autre.

Je m'abstiendrai de les citer ici, les traités étant de plus en plus rédigés dans une langue qui est, pour le lecteur ordinaire, de l'hébreu

ou du chinois. On dirait que leurs rédacteurs se sont efforcés de les rendre aussi inintelligibles que possible pour le commun des mortels.

Le traité d'alliance franco-polonais a été signé entre les deux Etats, le 19 février 1921. Il établit en substance que les deux gouvernements se concerteront sur les questions intéressant leur politique extérieure, qu'ils se prêteront aide et assistance dans le cas où l'un d'eux serait attaqué.

Un important paragraphe les oblige à se consulter avant de conclure de nouveaux accords intéressant leur politique, en Europe centrale et orientale.

On peut se demander si pareil engagement a été tenu par les Polonais, lorsqu'ils ont signé le récent accord avec l'Allemagne.

Ce traité fut complété par une convention militaire portant les signatures de M. Barthou, ministre de la Guerre à cette époque, et du général Sosenkowski.

Cette convention est demeurée secrète.

Après les accords de Locarno, un nouveau traité d'alliance franco-polonais fut conclu, qui vint s'insérer dans le cadre de Locarno.

Quant à l'accord de *non aggression*, entre l'Allemagne et la Pologne, signé le 26 janvier 1934, il déclare dans son préambule que « le moment est venu pour les deux gouvernements de commencer une phase nouvelle de leurs

relations politiques par voie de communications directes entre les deux Etats ».

La clause de beaucoup la plus importante précise que « dans aucun cas, ils n'auront recours à la force pour régler des questions litigieuses ».

Le traité étant conclu pour une durée de dix années, l'Allemagne accepte, pendant cette période, l'ordre de choses, le statut territorial créés par le traité de Versailles; elle s'incline devant le fait accompli; elle reconnaît les frontières existantes, aussi bien en ce qui concerne Dantzig que le « corridor », s'interdisant tout appel à la force pour les modifier.

Certains de nos compatriotes reprochent volontiers aux Polonais d'avoir conclu cet arrangement avec l'Allemagne sans nous en informer.

Beaucoup de Polonais, en revanche, ont critiqué de même la France lors de la signature du « pacte à quatre », aux négociations duquel la Pologne, malgré sa demande, n'avait pas été admise.

Ces récriminations réciproques ne servent à rien. Il faut prendre la situation telle qu'elle est.

Depuis la conclusion de l'accord germanopolonais, les relations entre la Pologne et l'Allemagne ont été satisfaisantes. Aucun incident ne s'est produit. Les campagnes de presse, si

violentes naguère, si acrimonieuses, ont cessé de part et d'autre.

Même au sujet de Dantzig, ce point très sensible, névralgique pour l'Allemagne, la presse d'outre-Rhin, très docile envers son gouvernement, a complètement cessé toute attaque contre les Polonais.

Le gouvernement polonais est de plus en plus exigeant, de plus en plus sévère vis-à-vis des sociétés étrangères établies en Pologne. Il leur rend par moments la vie extrêmement difficile. Le gouvernement germanique, bien que certains de ses compatriotes aient été aussi durement traités que les nôtres, ce qui n'est pas peu dire, s'est constamment abstenu de prendre ouvertement leur défense, de faire siennes leurs revendications. Il les laisse se débrouiller comme ils peuvent, passant au compte de profits et pertes les injustices qui peuvent être commises à leur égard.

Hitler est décidé à faire, coûte que coûte, une politique non seulement de détente mais de rapprochement germano-polonais.

Quand il veut quelque chose, il le veut bien.

Il est décidé à payer le prix nécessaire pour l'obtenir.

Si les industriels allemands sont quelque peu brimés en Pologne, tant pis pour eux. Ils jouent le rôle de victimes expiatoires, sacrifiées sur l'autel de la grande Germanie.



Le gouvernement français, lui, n'avait pas les mêmes raisons d'agir ainsi. Une masse importante de capitaux français a été investie en Pologne avant la guerre et depuis.

Le total forme un nombre respectable de milliards.

Les dirigeants de certaines de ces entreprises ont été, ces temps derniers, assez mal traités par les autorités polonaises. On se souvient des incidents assez graves qui se sont produits à propos de l'affaire de Gérardow. Ils ont abouti à l'arrestation de deux ingénieurs français, maintenus pendant de longs mois en prison, malgré les protestations réitérées de notre gouvernement, libérés seulement vers la fin de décembre dernier, sans doute en guise de cadeau de nouvel an.

Même s'il y a eu, dans cette affaire, des torts réciproques, si les griefs des Polonais étaient partiellement fondés, la longue incarcération de deux de nos compatriotes, dont l'un était gravement malade, pouvait passer difficilement pour un aimable procédé à notre égard.

La Pologne, qui est pauvre, a et aura besoin de plus en plus des capitaux étrangers. Ce n'est certes pas le moyen de les attirer que de se comporter de la sorte envers ceux qui les

ont prêtés déjà! Car les capitaux se font rares. Pour ceux qui veulent s'employer au dehors, les occasions ne manquent certes pas.

Depuis que M. Beck dirige la diplomatie polonaise, particulièrement depuis la conclusion du pacte avec l'Allemagne, à Genève ou ailleurs, le gouvernement français a bien été obligé de constater que la Pologne se rangeait volontiers parmi nos opposants. La collaboration avec elle n'a pas été facile, loin de là.

Il est, à coup sûr, naturel qu'un grand pays comme la Pologne cherche à conserver toute sa liberté d'action, qu'elle désire être traitée comme une grande puissance, non comme un état secondaire. C'est un fait que tous les Français comprennent et comprendront de plus en plus.

Nous ne pouvons pas exiger de la Pologne qu'elle soit constamment à nos côtés, qu'elle partage notre opinion sur toutes les questions européennes.

L'alliance de deux nations comporte, cependant, une certaine unité de vue et d'action.

Cette unité diplomatique a été souvent rompue ces temps derniers entre la Pologne et nous, sans que nous puissions dire, en toute objectivité, en toute franchise, que la faute en revenait à nos dirigeants.



Après la disparition du Maréchal, l'influence de Beck va-t-elle durer? Pareille question est intimement liée à la politique intérieure de la Pologne, aux luttes d'influence qui pourront se poursuivre parmi les lieutenants, les successeurs du Maréchal.

Qui l'emportera finalement, des « colonels » ou des « généraux »?

Un accord, plus ou moins sincère, plus ou moins durable, finira-t-il par s'établir entre eux?

Parmi les trois grands dictateurs de l'Europe, Mussolini, Hitler, Pilsudski, ce dernier, de beaucoup le plus âgé, a été le premier à disparaître. Sa mort est trop récente pour qu'on puisse encore formuler aucun pronostic sur l'évolution politique de son pays.

Quand un dictateur prend la peine d'élaborer une Constitution, celle-ci reflète toujours son esprit, son caractère, son tempérament; elle est faite à son image. Lui disparu, de grandes difficultés sont à craindre, quand il s'agit d'assurer son fonctionnement.

Qu'on le veuille ou non, Pilsudski laisse

derrière lui un grand vide. On s'en aperçoit dès maintenant; tout laisse supposer qu'on s'en apercevra de plus en plus.

Le rapprochement de la Pologne et de l'Allemagne, qui s'est opéré d'une manière inattendue, surprenante, est, avant tout, l'œuvre du Maréchal. S'il n'en a pas pris l'initiative — ce que nous ne savons pas au juste — s'il a cédé aux suggestions du dictateur germanique, c'est en tous cas lui qui, de sa propre volonté, a permis à ce rapprochement de se réaliser.

Beck a été son principal agent d'exécution. Il n'a fait que traduire à sa façon, qui n'a pas toujours été pour nous très bonne, la volonté et les décisions de son maître. Tant que Beck restera au pouvoir, l'orientation diplomatique de la Pologne ne changera pas. Sa récente visite officielle à Berlin suffirait à en fournir la preuve.

A quel désir profond répondit Pilsudski quand il conçut et signa cet accord?

Certains documents, récemment publiés de l'autre côté du Rhin, feraient croire que l'idée d'un rapprochement avec l'Allemagne était ancienne chez lui, qu'il avait envisagé cette solution depuis longtemps déjà, presque tout de suite après la guerre.

Un homme d'Etat germanique, le comte Kessler, a même prétendu que Pilsudski voulait, à cette époque, laisser le « corridor », et Dantzig à l'Allemagne, en cherchant, pour la

Pologne, un débouché plus à l'est, en Lithuanie ou en Lettonie. La Pologne, sans toucher à l'unité géographique et politique de l'Allemagne, aurait renoncé au couloir et à Dantzig. Elle aurait pris les ports lithuaniens et lettons, ce qui revenait à annexer plus ou moins deux des Etats baltes sur trois.

Il faut se garder, à coup sûr, de croire sur parole tout ce qu'affirment les Allemands, désireux comme toujours de brouiller les cartes, maîtres par ailleurs de prêter à Pilsudski toutes sortes de desseins, maintenant que l'intéressé n'est plus là pour les contredire.

On est toujours amené à se demander si l'accord germano-polonais n'a pas d'arrière plan, si les Allemands n'espèrent pas reprendre, un jour ou l'autre, le « corridor » et Dantzig, en échange de grosses concessions qui seraient faites à la Pologne, du côté des Etats baltes ou de l'Ukraine.

Le gouvernement germanique peut d'autant plus facilement se montrer généreux dans ces concessions, qu'elles sont faites *aux dépens d'autrui*.

Ce sont les Lithuaniens, les Lettons ou les Russes, peut-être tous à la fois, qui en feraient finalement les frais.

La Pologne et Dantzig

Quelques erreurs, sinon quelques extravagances sont permises quand il s'agit d'un traité aussi difficile, aussi compliqué que celui qui mit fin à la Grande Guerre. Le malheur est que ses signataires ont vraiment abusé de cette permission.

Au nombre de leurs erreurs, de leurs déraison, l'une des plus éclatantes est, à coup sûr, celle qui fut commise au sujet de Dantzig.

Cette ville, soi-disant libre, avec le petit territoire qui l'entoure, formant une enclave dans une province redevenue polonaise, est une des inventions de Lloyd George, un des fabricants les plus puissants et en même temps les plus incohérents du traité.

Elle constitue, au point de vue économique, politique et diplomatique, une véritable absurdité.

L'avenir, l'existence et même la subsistance de Dantzig dépendent entièrement de la Pologne qui pourrait, si elle le voulait, lui rendre la vie impossible, qui est maîtresse de l'étrangler, de l'affamer.

Cette erreur a suscité, dès le début, entre la Pologne d'une part, Dantzig et, derrière elle, l'Allemagne, de l'autre, une source incen-

sante d'incidents, de disputes, de querelles. A peine un différend était-il réglé qu'il en surgissait un autre.

Si les Polonais ne s'étaient pas montrés à la fois accommodants et fermes, s'ils n'avaient pas, en toutes circonstances, conservé leur sang-froid, si l'Allemagne, heureusement occupée par ailleurs, avait pu recouvrer plus tôt ses forces, la simple question de Dantzig aurait fourni des *casus belli* par douzaines.

On aurait voulu introduire dans le traité des cartouches de dynamite pour faire voler la paix en éclats que l'on ne s'y serait pas pris autrement.

Lloyd George, qui n'aimait pas la Pologne — on peut même dire qu'il la détestait — s'appliqua de toutes ses forces à limiter son territoire, sa puissance, son développement.

D'où provenait au juste cette haine? C'est ce qui n'est pas très facile à expliquer. Peut-être l'homme d'Etat britannique aurait-il été incapable de se l'expliquer à lui-même, de voir clair dans cette animosité où se mêlait une masse confuse, désordonnée de sentiments et d'instincts.

Léfiance, mépris d'un protestant, d'un « non-conformiste » envers un pays profondément catholique chez qui, au cours des siècles, comme en Espagne, la religion et le patriotisme se sont toujours confondus; ignorance à peu près complète de l'histoire et de la géo-

graphie européennes; conviction que la Pologne, bien qu'elle ait existé pendant des siècles, est une création arbitraire, artificielle, qu'elle n'a par conséquent aucune chance et même aucune possibilité de durer.

Les représentants de la France, au cours des longues discussions du Congrès, eurent constamment à lutter pour Dantzig et la Haute-Silésie, contre Lloyd George, afin de sauvegarder les droits, les intérêts de la Pologne. Ils durent livrer une longue et difficile bataille contre cette mauvaise volonté persistante des dirigeants britanniques.

La plupart des Polonais ne l'ignorent point.



Puisque la Pologne ne peut pas se passer d'un accès à la mer, qui lui avait été d'ailleurs formellement promis par les alliés, Anglais, Français, Américains, Italiens, puisqu'un port et une certaine étendue de côtes lui sont indispensables, ce port ne pouvait être que Dantzig, avec les rivages qui l'avoisinent.

Dantzig a d'ailleurs, pendant des siècles, été réuni à la Pologne. La période de son existence polonaise est sensiblement plus longue que celle de sa période proprement allemande.

La population de la ville, à coup sûr, est de

majorité germanique. Mais dans toute cette Poméranie polonaise, improprement appelée « corridor », la population, en revanche, est de majorité polonaise et, même du temps de son annexion par la Prusse, elle envoyait des députés polonais au Reichstag.

Fallait-il sacrifier quelques millions de campagnards aux deux ou trois cent mille citadins de Dantzig?

Pareille question s'est posée lors de la délimitation des nouvelles frontières, en bien des points de l'Europe centrale ou orientale, entre les Hongrois et les Autrichiens d'une part, les Tchèques et les Roumains de l'autre. Les nationalités sont à tel point enchevêtrées que si l'on avait prétendu pousser jusqu'à l'extrême limite, c'est-à-dire l'absurde, leur discrimination, on aurait dû créer des douzaines d'enclaves, de « villes libres » ce qui aurait abouti à l'anarchie pure et simple, au chaos.

Il est inutile et même dangereux de prétendre, dans un traité de paix, respecter tous les droits, sauvegarder tous les intérêts. La recherche de la perfection est à cet égard chimérique. Sous prétexte de corriger un mal, on risque d'en créer d'autres, infiniment plus graves. Il faut savoir se contenter d'un à peu près et c'est déjà bien beau si l'on peut y atteindre.

La restitution à la Pologne d'une partie de la Poméranie, le soi-disant corridor, coupant

la Prusse orientale du restant de l'Allemagne (cette coupure a d'ailleurs existé pendant des siècles), suffisait à créer entre cette dernière et la Pologne un état de friction déjà très inquiétant. Il était inutile de le compliquer, de l'aggraver par la création d'une ville libre.



Dantzig est une des cités germaniques les plus attirantes, les plus pittoresques.

Quand je dis germanique, le terme n'est pas absolument juste. Il faudrait dire : hanséatique, car toutes ces villes de la Hanse : Hambourg, avant qu'il n'eût connu son prodigieux développement, Lübeck, Brême, Dantzig, ont entre elles beaucoup de traits communs.

Riveraines de la mer du Nord ou de la Baltique, le commerce maritime, les relations avec l'étranger, leur ont donné un même élément de beauté architecturale, de vie sociale, de civilisation.

Elles n'existaient que par leur port d'où elles tiraient à la fois leur raison d'être et leur subsistance, qui leur donnait leur couleur, leur physionomie, leur originalité.

Vieilles demeures patriciennes, avec les doubles escaliers, les perrons et les pignons, maisons des armateurs et des banquiers qui

vivaient une opulente existence, grâce au produit de leur négoce, aux fortunes accumulées pendant une suite de générations!

C'est par centaines qu'on en trouve à Dantzig.

Certaines rues, d'où la vie semble s'être retirée, produisent une extraordinaire impression. On se croit ramené à plusieurs siècles en arrière.

Voici la maison où naquit Schopenhauer; tout près de là, celle où vit le jour sa mère, qui fut un écrivain réputé, mais dont la gloire pâlit devant celle du fils.

Rien, depuis bien longtemps, ne semble avoir changé dans ces quartiers, si l'on excepte l'appauvrissement continu et persistant de ceux qui les habitent.

A moins d'un grand changement politique, cet appauvrissement ne fera, tout l'indique, que s'accroître.

Le traité de Versailles, en faisant de Dantzig une ville libre, ou soi-disant telle, indépendante de la Pologne, dans le territoire de laquelle elle forme une enclave, la condamnait, par cela même, à mourir de faim. C'était là une conséquence directe, inévitable. La liberté qu'il lui conférait était une liberté sans pain.

Obligée de se passer de Dantzig qui a été son débouché naturel pendant des siècles et qui aurait dû le redevenir, la Pologne n'avait pas d'autre solution que de se créer, à grands

efforts, à grandes dépenses, un port tout voisin, à la place de celui qu'on s'obstinait à ne pas lui donner.

C'était une terrible tâche, devant laquelle elle n'a pas reculé.

Elle s'est mise résolument à l'ouvrage.

Grâce au concours des capitaux et des ingénieurs français, ce port a été réalisé. Il s'appelle Gdynia. Je l'ai visité sous la conduite d'un de nos compatriotes qui a le plus contribué à sa création et à son développement. J'ai parcouru la longue ligne des quais, visité les docks, admiré les travaux immenses qui, dans un court espace de temps, en moins de quinze années, ont pu être menés à bien.

Si Dantzig, débouché normal de la Pologne, avait été réuni à cette dernière, ces colossales dépenses eussent été épargnées.

Le nouveau port construit, l'ancien, comme on pense, est en train de dépérir. Dantzig est, au point de vue économique, une ville qui meurt.

Possédant son gouvernement, son administration propre, sous l'égide de la Société des Nations, elle a tenu à avoir sa monnaie : le florin dantzicois. Cette monnaie vient, ces temps derniers, de s'effondrer, ce dont aucun homme de bon sens ne saurait, à coup sûr, s'étonner. La seule chose surprenante est que cet effondrement ne se soit pas produit plus tôt.

Le florin de Dantzig valait sensiblement plus que le zloty de Pologne. Le prix de la vie était, ici, beaucoup plus élevé qu'en Pologne.

Mes amis polonais ne manquèrent pas de me dire dès mon arrivée :

— Si l'envie vous prend de faire quelques emplettes — les colliers d'ambre par exemple qui sont une des spécialités du pays — gardez-vous de rien acheter dans les magasins de la ville; vous trouverez tout ce que vous voudrez à Gdynia, à une demi-heure d'automobile, pour un prix sensiblement moindre, guère plus de la moitié.



Dantzig se considérant comme un morceau détaché, par la force, de l'Allemagne, les effets, les excitations de la propagande nazie pouvaient difficilement ne pas s'y faire sentir. Je n'ai vu nulle part en Allemagne autant de défilés, cortèges, rassemblements militaires que pendant les quelques journées passées ici. Le jour lui-même, de l'aube au crépuscule, ne suffit pas. On peut voir chaque nuit, dans les rues, sur les places, de longues colonnes s'ébranlant au pas cadencé. Des hommes déjà mûrs, la taille épaissie, le ventre bedonnant, mal contenu par la courte veste de l'uniforme,

défilent pêle-mêle avec de tout jeunes gens, presque des enfants.

Ce redoublement de propagande, d'excitation chauvine ne rend pas très facile la bonne entente avec la Pologne, même après l'accord germano-polonais.

En dépit des consignes de Berlin, les autorités de la ville et le haut-commissariat représentant le gouvernement polonais ont de la peine à empêcher les incidents. Il s'en produit à chaque instant. Tout ce que l'on peut faire, de part et d'autre, est d'en limiter la portée.

La majorité des habitants, même s'ils se considèrent, au fond de leur cœur, comme de bons Allemands, ne demanderaient sans doute, comme la plupart de leurs compatriotes, qu'à se tenir tranquilles, à vivre en paix, à jouir des libertés que le statut de cette république minuscule leur assure.

Mais les représentants locaux du national-socialisme ne leur laissent aucune détente; ils ne leur permettent pas de souffler. Ils s'emploient à les tenir constamment en haleine. Ils se montrent à chaque instant plus royalistes que le roi.

En attendant, la situation économique et financière s'aggrave de jour en jour.

Les dirigeants de Berlin et ceux de Varsovie ont beau s'être mis d'accord sur des principes abstraits de politique générale; dans la

réalité vivante, quotidienne, il est difficile, sur place, d'éviter les heurts, les chocs entre le Slave et le Germain. Ces chocs sont plus fréquents, l'opposition est plus vive, plus violente à Dantzig que partout ailleurs.

L'âpre, le tragique duel qui se poursuit depuis des siècles continue; en ces régions frontières, ces « marches », tout le long des confins, deux races qui n'arrivent pas à s'assimiler, à se fondre, maintiennent leur lutte séculaire.

Pour le moment, l'avantage se dessine nettement en faveur des Polonais, le gouvernement allemand ayant décidé depuis deux ans de ne plus soutenir les revendications de ses compatriotes, afin de ne rien faire qui puisse déplaire à la Pologne, la rejeter dans le camp des adversaires de l'Allemagne où elle se trouvait auparavant.

Est-ce une renonciation définitive ou simplement une trêve? L'Allemagne a-t-elle abandonné pour de bon Dantzig, le « corridor » qui coupe en deux son territoire? Le jour où elle aura reconquis toute sa force militaire et diplomatique, se résignera-t-elle à cette solution de continuité, à cette anomalie géographique?

Les doutes les plus sérieux sont permis sur ce point.

Tous ceux qui connaissent bien l'Allema-

gne, qui savent le peu de respect de ce peuple pour les traités, qui n'ont jamais à ses yeux qu'une valeur relative, sont amenés à se dire que la paix rétablie, pour le moment, risque fort de ne pas se prolonger indéfiniment.

FIN

TABLE

| | |
|--|-----|
| <i>Introduction</i> | 1 |
| CHAPITRE PREMIER | |
| TRENTE ANS APRÈS OU LE RETOUR A VARSOVIE.. | 1 |
| CHAPITRE II | |
| LES PREMIERS EFFORTS DE PILSUDSKI | 23 |
| CHAPITRE III | |
| PILSUDSKI JOURNALISTE ET AGITATEUR | 43 |
| CHAPITRE IV | |
| PILSUDSKI ET L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE | 55 |
| CHAPITRE V | |
| LA GRANDE GUERRE ET LA POLOGNE ÉCARTELÉE.. | 77 |
| CHAPITRE VI | |
| APRÈS UNE GUERRE, UNE AUTRE | 110 |
| CHAPITRE VII | |
| LA NOUVELLE BATAILLE DE VARSOVIE | 142 |
| CHAPITRE VIII | |
| PILSUDSKI APRÈS LA VICTOIRE | 153 |

| | |
|--|-----|
| CHAPITRE IX | |
| PSYCHOLOGIE DE PILSUDESKI | 178 |
| CHAPITRE X | |
| LA POLOGNE A-T-ELLE OU NON UNE DICTATURE.. | 201 |
| CHAPITRE XI | |
| LA POLITIQUE ET LES MŒURS | 221 |
| CHAPITRE XII | |
| CRACOVIE ET L'OPPOSITION INTELLECTUELLE | 253 |
| CHAPITRE XIII | |
| LA POLOGNE FUT-ELLE ENTIÈREMENT RESPONSAS- BLE DE SES MALHEURS? | 271 |
| CHAPITRE XIV | |
| LA POLOGNE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE | 280 |

